N°359 été 2008 - 4,60€ - 7 FS

S!lence
écologie • alternatives • non-violence

Alternatives en Seine-Saint-Denis

Psy Réchauffement climatique et inconscient

Yin et yang La médecine chinoise

Le mois de Lasserpe





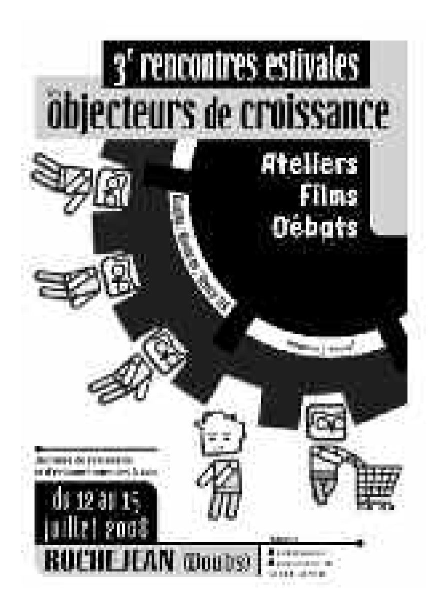


3 questions aux...

aux organisateurs des rencontres des objecteurs de croissance

Quel est l'historique de ces rencontres de la décroissance ?
Ces rencontres se placent en continuité de deux séries d'événements : d'une part, les rencontres du *ROCADe, Réseau des objecteurs de croissance pour l'après développement* en 2004 à Thiviers, en 2005 à Brens et en 2006 à Turin (Italie); d'autre part les rencontres des Etats généraux de la décroissance équitable à Lyon en octobre 2005 qui s'étaient conclues par un échec sur la façon d'apparaître en politique. A Saint-Nolff en 2006 furent organisées d'autres rencontres des EGDE. A Royère-de-Vassivière, en 2007, fut décidée la création de l'AdéRoc, association pour des rencontres des objecteurs de croissance qui co-organise avec le ROCADe et avec le soutien de l'association la Ligne d'Horizon les rencontres des Objecteurs de Croissance 2008.

Comment évolue le débat sur le sujet depuis quelques années ?
Depuis le colloque *Défaire le développement, refaire le monde* de l'association la Ligne d'Horizon en 2002, nous avons assisté à un foisonnement d'initiatives, de journaux, revues et bulletins (l'Ecologiste, la Décroissance, Entropia, Sortir de l'économie... et Silence bien sûr), de livres en grand nombre, de sites internet (décroissance.info...) qui ont alimenté le débat. L'urgente nécessité d'une décroissance économique des pays dits industrialisés et de l'arrêt de la croissance industrielle des grands pays émergents comme la Chine et l'Inde ont été maintes fois prouvés et sont devenus évidents vu l'ampleur des crises écologiques et sociales. Mais cette décroissance, pour être équitable, sereine, en un mot conviviale, se doit d'aller de pair avec l'émergence d'une société de décroissance qui privilégie le bien-être, personnel et relationnel, plutôt que l'avoir. Alors comment imaginer et commencer à mettre en place des jalons vers cette autre façon de vivre en société, comment penser et initier la transition, voilà les questions qui font débat actuellement.



Quelle(s) structure(s) pour ce mouvement émergent ?
Le problème de la structuration est complexe car il

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 21 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **21 août, 18 septembre, 16 octobre**...
Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 2 août** (pour le numéro de septembre), **30 août** (pour le numéro d'octobre), **27 septembre** (pour le numéro de novembre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 juin 2008**.

Bénévoles

Nous avons besoin de monde pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

- les 5 et 6 juillet à **Méaudre** (Isère) pour la foire bio,
- le 20 juillet à **Pézenas** (Hérault) pour la foire biologique,
- du 1er au 10 août à **Lorient** (Morbihan) pour le village solidaire du festival interceltique,
- les 8, 9 et 10 août à **Saint-André-des-Eaux** (Côtes-d'Armor) pour le festival Terre d'harmonies,
- le 15 août à **Ollargues** (Hérault) pour la foire biologique,
- les 11 et 12 août à **Planguenoual** (Côtes-d'Armor) pour l'écofestival
- les 29 et 30 août à **Trelins** (Loire) pour le Foreztival
- les 6 et 7 septembre à **l'Albenc** (Isère) pour l'Avenir au naturel
- du 12 au 14 septembre à la **Haute-Goulaine** (Loire-atlantique) pour Nature en fête

Laissez-nous vos coordonnées au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.





doit refléter trois préoccupations, trois réalités : 1) l'hétérogénéité du mouvement des *Objecteurs de Croissance* ; 2) la difficulté de créer des structures qui puissent choisir et coordonner des initiatives communes, prendre des décisions sans tomber dans le "centralisme démocratique" ; 3) la nécessité d'articuler le local et le global.
1) L'hétérogénéité du mouvement se révèle dans la multiplicité des initiatives existantes, certains tentent de se lancer en politique ou recherchent la synthèse entre l'action politique et l'action au niveau de la vie quotidienne, d'autres se concentrent sur l'analyse et la construction théorique, d'autres sur l'action locale, la simplicité volontaire et des expérimentations collectives, d'autres enfin cherchent à relier le tout !
2) Dans tous les cas il serait nécessaire de penser et de créer des structures qui soient véritablement démocratiques, qui garantissent l'expression de tous, qui permettent de prendre le temps d'élaborer collectivement des contenus, des stratégies qui respectent la diversité, sans majorité ni minorité, mais portés par tous.
3) Enfin, il faut articuler le local et le global. Il ne suffit pas de créer des îlots isolés qui coexisteraient tant bien que mal avec un système qui nous détruit de plus en plus, mais il convient aussi de s'interconnecter, partager et s'enrichir, tisser des liens en France, en Europe, dans le Monde.

Contacts : *JLP38@wanadoo.fr ou pierre@rocade.info,*
http://wiki.rocade.info/doku.php/rencontres:start

sommaire

Depuis 1997 nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Celui-ci est le 18e dossier.

Si vous découvrez *S!lence* avec ce numéro, précisons que la revue commence habituellement avec un dossier thématique moins volumineux.(voir les numéros disponibles page 55). Sachez aussi que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bio et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

Alternatives en Seine-Saint-Denis

édito 4

dossier 5 à 34

Psychanalyse

Réchauffement climatique et inconscient

de Jacques Janssens 46

Yin et yang

La médecine chinoise pour replacer l'homme dans son environnement

de Gabriel Corbalan 48

brèves

36 éducation
36 habitat
37 alternatives
38 agri-bio
38 décroissance
40 femmes-hommes
40 nord-sud
41 énergies
41 nucléaire
42 paix
42 politique
43 OGM
43 santé
44 environnement
44 vélo
45 annonces
49 courrier
51 livres

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur les **Savoies** (janvier 2009), la **Saône-et-Loire et la Nièvre** (été 2008), le **Nord-Languedoc** (janvier 2009)...
La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.
Proposez vos reportages. Il nous faudra plus de vingt ans pour faire le tour de la France des régions. Donc n'attendez pas notre visite et n'hésitez pas à nous proposer des reportages sur les initiatives que vous connaissez.

Silence en danger, soutenez la revue d'urgence !

Voir p. 35



Marie Clem's

DR

L'image autrement

page 13



Adada

AdaDa et les cinquante clés

page 15

Marie Clem's

editorial

Le 9-3 sur scène

Le département de Seine-Saint-Denis bénéficie d'un traitement médiatique particulier. Ce serait le siège des émeutes, de la délinquance, de l'insécurité… et puis quoi d'autre encore ?
La réalité est bien différente que l'image déformée qu'en donnent des grands médias. Ceux-ci appartiennent à ceux qui ne voient dans la déformation des faits qu'un moyen de critiquer la gestion d'un département longtemps confiée aux communistes.
La désindustrialisation des trente dernières années a produit du chômage, mais a laissé disponibles de vastes espaces.
La gestion communiste a favorisé la transformation de ces lieux en un creuset d'initiatives diverses, propices à l'émergence de nouvelles pratiques alternatives.
Mais leur volonté de tout contrôler se fait parfois pesante, ce qui explique, en partie, le glissement d'une gauche vers une autre.
Aujourd'hui si Montreuil a Dominique Voynet comme maire, où si la communauté de communes de la Plaine-Saint-Denis a Michel Bourgain, maire Vert de l'Ile-Saint-Denis, comme vice-président, c'est sans doute en partie parce que ces communes regorgent d'associations en tout genre.
Nous n'en présentons ici que quelques-unes…
Alors la prochaine fois que vous irez dans la capitale, soyez curieux et n'hésitez pas à franchir la frontière du périphérique et à partir explorer les quarante communes du département.

Michel Bernard ■

dossier

Les murs à Pêches de Montreuil 5
Non-violence et pensée musulmane 9
L'image autrement 13
AdaDa et les cinquante clés 15
Une Excroissance pour construire le monde 17
Une maison commune pour femmes solidaires 19
Sous le toit bleu, des énergies renouvelables 21
Les Amis de la Terre 23
Un Réseau au secours du Climat 25
Pour ne pas être génétiquement manipulés 27
L'Usine solidaire 29
Minga, une pépinière de questionnements 32

Les Murs à Pêches de Montreuil

Cette ancienne zone horticole de la région parisienne, reste aujourd'hui un somptueux mélange de jardins ouvriers et de jardins collectifs expérimentaux… en attente d'autres projets.

Lorsque vous sortez du métro à la station "Mairie de Montreuil", vous êtes dans un paysage urbain dense avec de hautes tours administratives et d'habitation qui cernent la mairie. Et pourtant… faites quelques centaines de mètres à travers des immeubles, des maisons, des entreprises et l'impasse Gobétue s'ouvre devant vous. Là, vous changez de monde à chaque pas, découvrant un chemin de moins en moins carrossable bordé de hauts murs. Par les quelques portes qui s'ouvrent de part et d'autre, vous pouvez découvrir des jardins, en longues bandes là où les murs sont encore debout, plus largement ouverts là où ils ont été abattus. C'est le domaine des murs à pêches, un lieu qui a une histoire extraordinaire et qui est aujourd'hui — sur ce qui a échappé à l'urbanisation — un lieu d'expérimentation pour des jardins pas comme les autres.

Produire localement…

Il faut remonter au XIe siècle pour avoir le début de l'histoire. A l'époque, des religieux mettent en place la culture de la vigne sur les collines montreuilloises. Montreuil est encore un village. Au XVIIe siècle, la technique spécifique des murs à pêches est mise en place à Montreuil et à Bagnolet. Des murs d'environ 2,70 m de haut sont érigés parallèlement les uns aux autres, tous les huit à dix mètres, dans le sens nord-sud pour créer un microclimat : les murs coupent le vent et emmagasinent la chaleur du soleil. Cette technique permet de produire, plus au nord que d'habitude, de nombreux fruits pour la capitale.
Au XIXe siècle, ces murs à pêches couvrent environ 500 hectares. En 1825, on compte 15 millions de pêchers et 600 km de murs. En 1878 naît à Montreuil la société d'horticulture de Montreuil avec la mise en place d'un jardin-école. La poussée démographique de la capitale et la plus grande mobilité, permettant de faire arriver des fruits de plus loin, vont, tout au long de la première moitié du XXe siècle, faire reculer cette pratique arboricole. En 1953, date à laquelle la zone commence à bénéficier d'une protection, il ne reste plus que 150 familles qui cultivent sur une cinquantaine d'hectares.
En 1976, le SDRIF (schéma directeur d'aménagement de la région Ile-de-France) classe ce secteur comme réserve d'espace vert urbain. La révision de ce schéma en 1994 rend 80 % de la surface urbanisable. L'association Murs à pêches voit alors le jour pour demander la protection du site. Le grignotage urbain se poursuit néanmoins jusqu'en 2003, date à laquelle le ministère de l'Environnement classe 8,5 hectares au titre des "sites et paysages". Aujourd'hui, il reste 37 hectares dont les deux tiers appartiennent au conseil général et à la municipalité. Trois horticulteurs sont encore en activité… mais 29 hectares sont menacés d'urbanisation.

Association des murs à pêches

L'association Murs à pêches s'est fixée comme but de préserver le site en s'appuyant sur l'ouverture au public et en collaborant notamment avec l'Atelier populaire urbain de Montreuil pour élaborer des projets respectueux du site avec les habitants.
L'association loue elle-même à la municipalité trois jardins d'une surface de 1200 m^2. Ils sont entretenus par les adhérents, et une salariée assure la coordination de différentes activités culturelles. Le jardin sert notamment pour l'accueil de classes auxquelles des ateliers pédagogiques sont proposés. Chaque été, les chantiers Rempart accueillent des bénévoles de différents pays qui participent à la restauration des murs. Des chantiers complémentaires sont organisés avec des gens plus proches certains week-ends. Des fêtes se déroulent régulièrement sur les lieux ainsi que des balades pour faire connaître le patrimoine horticole de Montreuil. Lors de notre visite, nous avons pu discuter avec une famille qui tient un petit potager de quelques dizaines de mètres carrés sur une des parcelles partagées. Elle habite à quelques centaines de mètres de là, en appartement, et vient ainsi, à pied, se mettre à la campagne.

> D'autres jardins partagés

■ Le jardin du plateau, 120, avenue Raspail, 93170 Bagnolet. *Jardin partagé intergénérationnel, intercommunautaire, interculturel.*

■ Le potager des Lilas, mairie, 96, rue de Paris, 93260 Les Lilas. *Jardin potager partagé bio au sein d'un espace vert du centre ville.*

> Miel béton

Aujourd'hui, les abeilles vivent mieux en ville qu'à la campagne ! La pollution y est différente et semble-t-il moins toxique. D'où l'idée d'Olivier Darné, plasticien et apiculteur urbain, de produire du miel en ville pour "repolliniser la ville". Il a installé des ruches sur le toit de la mairie de Saint-Denis. Et l'analyse du "miel béton" obtenu est excellent : on y trouve plus de 300 variétés de pollens, plus qu'à la campagne du fait de la diversité des fleurs dans les espaces publics.
Le "miel béton" a raflé de nombreux prix dans des concours agricoles !
Miel Béton, Olivier Darné, Parti Poétique, 25, rue Roland-Vachette, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 35 84 34.


Marie Clem's

Confédération paysanne

La *Confédération paysanne* est, par son importance, le deuxième syndicat agricole français. Elle remet en cause le modèle agricole productiviste des 40 dernières années qui a engendré : surproductions, crises sanitaires, dégradation des ressources naturelles disparités entre régions françaises, européennes et mondiales et diminution continue du nombre de paysans. Elle publie le mensuel "Campagnes solidaires".
Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04.


DR
Carte postale au début du 20e siècle.

Sur les 8,5 hectares classés, plusieurs terrains sont disponibles. La mairie a mis en place un processus de prêt de ces terrains avec un cahier des charges particulier. Il faut des projets collectifs, développant un côté expérimental original. La mairie impose que les cultures soient biologiques et demande aux associations candidates d'assurer l'entretien des murs de leur parcelle.
Plusieurs personnes présentes sur les lieux lors de notre visite soulignent toutefois le rôle ambigu de la mairie qui, d'un côté, favorise la mise en valeur des 8,5 hectares classés… mais qui, jusqu'ici, ne cherche pas à obtenir un classement des autres terres restantes, ce qui laisse craindre une possible urbanisation.

Le sens de l'humus

S'il existe dans la capitale de nombreuses AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les producteurs associés à cette démarche sont souvent fort éloignés, ce qui limite la possibilité pour les consommateurs de participer aux activités de production (1). Dans le groupe Décroissance de Paris (2), en 2005 , un débat a eu lieu sur les possibilités d'avoir une nourriture plus locale pour diminuer son empreinte écologique. Des articles ont été collectés, dont ceux de Claude Bourguignon, agronome indépendant, et un article de John Jeavon's sur le site de l'association *Kokopelli* intitulé "*le sens de l'humus*"(3), articles qui parlent de l'importance de l'humus dans la pérennité d'un sol. Certaines personnes du groupe *Décroissance* ont alors lancé l'idée d'expérimenter un jardin autonome le plus près possible de Paris.
En 2005, ils participent, sur un terrain des Murs à pêches de Montreuil, au festival *Autonomisation* organisé par une association déjà installée sur place, *Les arts dans les murs*. C'est ainsi qu'ils entendent parler de l'offre faite par la mairie de Montreuil. Ils visitent aussi *le Jardin de la lune*, un jardin médiéval installé sur une des parcelles, et l'association Murs à pêches.
Début 2006, un groupe se constitue en association qui, par référence aux articles débattus précédemment, se nomme *Le sens de l'humus*. En mars 2006, ses membres obtiennent de la mairie une parcelle de 500 m2 avec comme projet expérimental un jardin où seraient plantées des végétaux pérennes selon les principes de la permaculture (4). Les espaces verts de la mairie fournissent à la demande du fumier de cheval, du BRF (bois raméal fragmenté) (5). Cela permet d'avoir de bonnes conditions pour l'entretien des sols. Outre la permaculture, l'association expérimente la collecte des déchets urbains pour faire du compost et enrichir le sol, diffuse des savoirs par Internet notamment sur les techniques de culture qui enrichissent un sol, et étudie la possibilité de favoriser un travail d'insertion à travers les pratiques de jardinage.
Une subvention du fonds social européen de 23 000 € a permis de financer l'embauche immédiate de trois emplois aidés. Lors de notre passage, Fabien et Christel travaillaient sur le jardin, le compostage et la transmission des savoirs, Jean-


Marie Clem's
Le jardin de la lune.

(1) AMAP Ile-de-France, voir le site http://amap-idf.org/
(2) Groupe Décroissance, Paris, via la liste paris-abonnement@decroissance.info.
(3) Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, www.kokopelli.asso.fr
(4) La permaculture, ou culture permanente, vise à favoriser le travail minimum de la terre, notamment en mettant en valeur les arbres et les buissons dont la durée de vie est plus longue que les cultures maraîchères. Voir une présentation détaillée dans *Silence* n°345.
(5) Bois obtenu par broyage des bois d'élagage, voir présentation dans *Silence* n°345.

> Association Murs à pèches, 31 bis, rue Lenain-de-Tillemont, 93100 Montreuil, tél : 01 48 70 23 80 ou 01 48 18 74 24, www.mursapeches.org.

> Atelier populaire urbain de Montreuil. 77, rue Danton 93100 Montreuil, tél : 01 48 57 06 55

> Lez'Arts dans les Murs, 71 rue Pierre-de-Montreuil 93100 Montreuil, Jean-Jacques Berra, tél : 01 42 87 91 92.

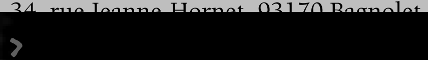
> Jardin de la lune, impasse Gobetue, 23, rue Saint-Just, 93100 Montreuil, Jean-Louis Marc, tél : 01 42 87 21 03.

> Le Sens de l'humus, impasse Gobetue, 23, rue Saint-Just, 93100 Montreuil, Fabien, tél : 06 80 91 75 87.

> Apisculpture, Daniel Jodet, tél : 01 49 88 18 88.

> Comité de quartier Murs à pêches, 35 bis, rue de la Nouvelle-France, 93100 Montreuil.

> Les Amis du Clos à Pêches, [redacted]





Marie sur Internet. Les emplois aidés courant jusqu'à fin 2007, il fallait arriver à dégager des ressources par d'autres biais pour poursuivre les activités. Cela s'est fait par le travail de mise en place d'un chantier d'insertion.
Les chantiers d'insertion pourraient former des jardiniers porteurs d'un projet d'installation, par exemple en relation avec le projet de "couveuse d'AMAP" à Coubron, dans le département.
L'association a aussi cherché à développer des contrats de recherche sur différentes techniques et a réalisé, durant l'hiver 2007-2008, une étude de trois mois en Corse sur le potentiel du BRF et de l'agro-écologie sur l'île. Elle a bénéficié pour cela d'une subvention de la *Fondation pour une Terre humaine*. Les trois salariés sont soutenus actuellement par une dizaine de bénévoles. Ces derniers viennent en partie de Montreuil, mais aussi de Paris… voire de plus loin (une heure et demi de vélo pour Laurent, le plus éloigné).
Concrètement, il y a surtout des expérimentations et des dégustations d'espèces peu connues (il y a par exemple une vingtaine de variétés de tomates dont les graines proviennent de *Kokopelli*). La recherche de production n'est pas le but… et n'est guère envisageable car le lieu est ouvert au public et au voisinage et de nombreux passants se servent.
Soulignons tout de même que sur une parcelle en permaculture de 500 m², bien conduite, on peut normalement produire assez de légumes pour une vingtaine de personnes.



Marie Clem's

Un mur à pêches restauré comme à l'origine.

Le jardin de la lune

Sur une parcelle voisine se trouve un jardin médiéval. L'idée est née d'une rencontre entre l'association des Murs à pêches et d'un spécialiste des plantes, Jean Naillet, aujourd'hui installé près de Die, dans la Drôme. Sur une parcelle de 500 m² prêtée par la mairie, quatre planches distinctes de culture ont été mises en place en reprenant les savoirs développés dans les jardins royaux au sein de Paris et également dans les couvents.
Des études ont été faites dans les herbiers de l'époque pour savoir quelles plantes étaient originaires de la région et lesquelles ont été importées depuis (par exemple les tomates viennent d'Amérique du Sud). Cela a permis de déterminer l'existence d'au moins une centaine de plantes présentes dans la région depuis Charlemagne (9e siècle).
Un secteur présente des plantes utilisées pour la nourriture, un deuxième celles utilisées pour se soigner, une troisième les condiments, la dernière les sources de textiles (lin, chanvre, ortie, mais aussi teinture avec la garance pour le rouge). Les fleurs ne sont pas présentes car la notion de plantes pour embellir n'est venue que plus tard.
Les plantes sont présentées dans des carrés de 1,60 m de côté (pour arriver partout avec la longueur du bras), rehaussés de 10-12 cm en récupérant la terre arable des allées, et délimités par un tressage de plantes souples.
Ces quatre carrés servent de prétexte à tout un tas d'activités autour des connaissances des plantes, et l'association regroupe des passionnés de l'histoire botanique : recherche sur les démarches spirituelles, sur l'origine des noms des plantes, sur la théorie des signatures (certains pensent que la forme d'une plante indique ce qu'elle soigne : la

> Les Nouveaux Robinson

La Société coopérative biologique parisienne *les Nouveaux Robinson* a été fondée en juin 1993 par Didier Legat dans un esprit alternatif reposant sur l'écologie et l'expérimentation de liens sociaux différents. Elle regroupe aujourd'hui trois supermarchés et plusieurs boutiques spécialisées (librairie, éco-produits, cosmétiques et compléments alimentaires, literie, linge de maison…) dans lesquels travaillent 120 salariés ! Elle compte près de 700 coopérateurs. On y trouve aujourd'hui 7000 références : 40% proviennent de 500 fournisseurs directs, 60% de grossistes. 75 produits de première nécessité sont vendus avec une marge réduite négociée avec les producteurs pour permettre l'accès au bio au plus grand nombre. (un reportage a été réalisé dans le n°327). *Les Nouveaux Robinson, 49, rue Raspail, 93100 Montreuil, tél : 01 49 88 25 10, http://www.nouveauxrobinson.fr*.

noix soignerait ainsi le cerveau, la pulmonaire le poumon…). Les visites à thèmes sont multiples et le jardin est un lieu très visité lors des journées du Patrimoine.

Du potentiel disponible

Il y a actuellement environ un hectare occupé par les différentes associations. Il en reste donc environ sept qui pourraient être remis en culture. Certains après un nettoyage des sols : la fourrière municipale y a entreposé des véhicules pendant de longues années.
Une association, *Rêves de terre*, travaille à l'installation d'un maraîcher pour créer une AMAP totalement locale en partenariat avec *le Sens de l'humus* et la *Société régionale d'horticulture de Montreuil*. Sylvain, l'un des animateurs de l'association Murs à pêches, très impliqué par ailleurs dans le secteur associatif de la commune, s'étonne du peu de monde qui cherche à profiter des lieux. Il semble que le jardin fasse rêver bien des gens… mais qu'il y ait déjà moins de volontaires lorsqu'il faut passer à la pratique, qui plus est en collectivité. Il remarque aussi que, bien que le métro soit à portée de jambes, peu de Parisiens osent venir découvrir ce site merveilleux en proche banlieue… Avis aux amateurs !

Michel Bernard ■


Marie Clem's

Sylvain, l'un des animateurs.

Outre les jardins collectifs, on trouve également des jardins familiaux classiques.

Marie Clem's

Et également

■ Nature & Progrès Ile-de-France, 67, rue Robespierre, 93100 Montreuil, tél : 01 48 59 28 86.
■ Sel, l'aventure du Bas-Montreuil, Marie-Claire Munoz, tél : 01 42 87 28 96.
■ DionySel, maison de la vie associative, 19, rue de la Boulangerie, 93200 Saint-Denis, Joël Seguin, tél : 01 42 43 34 77.
■ Sel 93, à Saint-Denis, Christian Graff, tél : 01 48 96 85 78.
■ Sel 93 Centre, 25, avenue de Belfort, 93140 Bondy, Noreddine Ladjel, tél : 01 48 48 77 74
■ Sel Est, à Fontenay-sous-Bois, Mireille Legendre, tél : 06 80 87 69 02.
■ Amap Ile-de-France, 2, rue Boïeldieu, 93500 Pantin, http://amap-idf.org.
■ Amap Légumes & Cie, 15, rue Galliéni, 93100 Montreuil.
■ Amap Tomate solidaire, 28 bis, rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas, tél : 06 60 46 53 76.

Non-violence et pensée musulmane

Driss Oumehdi, étudiant-chercheur marocain, témoigne de la force de la non-violence dans les écoles des mosquées de Seine-Saint-Denis. Une foi qui pourrait soulever des montagnes.

Alors que l'image qui colle à la peau de la Seine-Saint-Denis est celle des violences urbaines, Driss Oumehdi explique patiemment aux jeunes révoltés la justesse de leur révolte, mais l'impasse de la contre-violence.

Originaire d'un village de la région d'Oujda, à l'est du Maroc, à quelques kilomètres de la frontière algérienne et de la Méditerranée, Driss Oumehdi se souvient d'avoir entendu les tirs de kalachnikov aux pires moments de la guerre civile en Algérie. Il est alors collégien et s'oriente vers des études de mathématiques. Il adore les livres et lorsqu'il se rend en ville, il consacre le peu d'argent de poche qu'il a à acheter des livres d'occasion. Au lycée, il emprunte à son professeur de mathématique Mohamed Barodi, le livre intitulé "De l'autocritique" du non-violent canadien musulman Khaliss Jalabi (1). Il y trouve une critique de la violence qui, dit-il, "a bougé ma pensée sur le courage de la contre-violence". Il cherche alors des livres du même auteur, y trouve les références d'autres penseurs musulmans comme le syrien Jawad Saïd (2), et découvre ainsi une riche réflexion sur la contre-violence et la non-violence au sein de l'approche spirituelle et morale musulmane.



DR

Driss Oumehdi.

A la faculté, au Maroc, il découvre l'importance du débat politique entre le courant des étudiants qui puisent dans la pensée marxiste, et le courant des étudiants qui puisent dans la pensée islamisme. Il s'engage dans le syndicat des étudiants marocains avec la responsabilité de la faculté des lettres et des sciences humaines.

En plus des mathématiques, il s'inscrit alors à cette faculté pour y étudier les concepts de la guerre, la paix, la violence, la contre-violence, la non-violence dans la pensée islamiste. Il y consacrera six ans au sein du département des études islamiques pour y obtenir un DEA. Il constate que les discussions sur la non-violence restent dans le domaine de la spiritualité et de la morale alors qu'il sent qu'il est important de placer ce débat dans le domaine politique. Après avoir fini ses études supérieures en études islamiques sur le thème de la pensée non-violente du philosophe canadien Khaliss Jalabi, en 1997, il décide de venir en France pour poursuivre des études sur la question de la non-violence. Il se heurte très rapidement aux questions de visas. Il demande à sept reprises à pouvoir vivre en France, en vain. Il prendra alors le départ clandestinement et s'inscrira dès son arrivée à l'université. Expulsé, il reviendra de nouveau clandestinement. Après un DEA de philosophie sur le principe de non-violence, il poursuit actuellement une thèse sur la dissuasion civile non-violente. Il n'obtiendra des papiers qu'en 2006, ayant été marié et ayant eu un enfant français. Des papiers non encore définitifs aujourd'hui.

De la religion à la politique

En France, Driss Oumehdi découvre que le débat sur la non-violence ne relève pas, en milieu universitaire, du domaine des religions comme au Maroc, mais du domaine de la philosophie. Il s'inscrit à Paris-8 et, sous l'égide de Stéphane Douaille, commence à éplucher la littérature française pour chercher son sujet de thèse. Ceci l'amène à découvrir la revue *Alternatives non-violentes* (3), le *Mouvement pour une alternative non-*

Des écoles différentes

La 28e édition du guide-annuaire des écoles différentes présente les différentes pédagogies et en détail ce que proposent divers établissements. Roger Auffrand, qui l'anime depuis le début, y propose chaque année des textes de réflexion sur ce que signifient ces démarches, et en quoi cela peut représenter une alternative à l'éducation nationale. *Roger Auffrand, Agence information enfance, 23, rue Emile-Zola, 93400 Saint-Ouen, http://membres.lycos.fr/possible.*

Réseau éducation populaire

Qu'ils s'en revendiquent ou pas, très nombreux sont les acteurs de Seine-Saint-Denis, associations, services de villes, établissements scolaires... qui, dans tous les domaines, portent des démarches d'éducation populaire. Tous ont le souci de contribuer à ce que les habitants soient acteurs de leur vie, acteurs de transformation sociale. C'est pour valoriser ces démarches que le conseil général a pris l'initiative de susciter l'émergence d'un réseau de l'éducation populaire en Seine-Saint-Denis. Nombreuses présentations sur : *www.educationpopulaire93.fr*.

(1) Khaliss Jalabi, né en 1945 à Kamchli en Syrie, chirurgien depuis 1974. Il a publié une trentaine d'ouvrages dont *La psychologie de la violence et la stratégie de la solution pacifique,* 1997, Maison Fikr, Beyrouth ; *Recherches sur la science et la paix,* deux tomes, la maison du livre arabe à Damas, 1992 ; *L'Islam et la violence,* Dar El Karmel, Jordanie, 2005 ; *Série d'histoires non-violentes de l'académie de la science et de la paix,* dessins de Amina Jalabi, Alraya Center, Damas, 2006.

(2) Jawad Saïd, philosophe syrien, fondateur de la non-violence dans le monde arabe. Il a écrit son premier livre sur la non-violence en 1960. Depuis il a une vingtaine de livres sur le thème dont quelques uns traduits en anglais. Khaliss Jalabi est un des ses élèves.

(3) *Alternatives non-violentes,* ANV, revue trimestrielle ; dans le N° 146, printemps 2008, consacré à "Martin Luther King un combat exemplaire", Driss Oumehdi a écrit un article intitulé "Oser enseigner Martin Luther King".

violente, les livres de Jean-Marie Muller (4), François Vaillant (5), Elisabeth Maheu (6), Alain Refalo (7), Jacques Sémelin (8), livres qui le confortent dans l'idée que la non-violence ne peut être cantonnée dans le domaine spirituel et doit être un outil dans le domaine politique. Il balaie alors tous les anciens numéros d'*Alternatives non-violentes*, rencontre son rédacteur en chef, François Vaillant, sympathise puis adhère au MAN, et dispose rapidement de toute une biographie sur la non-violence en français et en arabe. Il travaille beaucoup sur la pensée gandhienne et celle de Martin Luther King. Il fait ainsi la jonction entre deux approches de la non-violence : celle provenant de l'Occident et celle du monde arabe. Driss Oumehdi découvre, par un article de Christian Delorme (9), l'existence d'Abdoul Ghaffar Khan (10) qui, au Patchoun, à la frontière entre le Pakistan et l'Inde, a organisé une "armée non-violente" de 80 à 100 000 hommes et femmes qui a mené des actions non-violentes pour la libération de l'Inde. Ce "Gandhi des frontières afghanes" a fait quinze ans de prison en Inde, parfois en compagnie de Gandhi… et seize ans au Pakistan après l'indépendance. Il est mort en 1998 à 98 ans.

Stratégie de la non-violence dans le monde arabe

Driss Oumehdi diffuse des centaines de lettres en arabe sur la non-violence et publie avec Khaliss Jalabi, entre autres, un livre en arabe intitulé *La non-violence* (11). Certaines lettres sont regroupées et publiées dans un livre au Maroc : *Lettres sur le principe de non-violence* (12). Il publie deux articles dans *Alternatives non-violentes* (13). Il essaie d'y montrer l'importance de la notion de la non-violence, de sa présence dans le champ spirituel, mais aussi de ses implications dans le concret de tous les jours. Il utilise Internet pour tisser un réseau de relations avec d'autres étudiants-chercheurs et penseurs arabes et échange longuement avec eux. Il lutte contre une idée perçue dans le monde arabe qui associe la non-violence à la lâcheté et à la passivité. Il y explique que dans un conflit, l'ennemi est un être humain et que la solution du conflit ne peut passer que par le respect de l'autre. Il ne s'agit pas de détruire l'ennemi, ce qui entraîne des représailles sans fin, mais de trouver une solution acceptée par les deux bords.

De l'âshram de Gandhi au rôle des mosquées

Au Maroc, Driss Oumehdi a suivi des études islamiques au sein du département des études islamiques, puis influencé par un père soufi, il s'est rapproché de ce mouvement islamique marocain pacifiste où il adhéré pendant une quinzaine d'années.

Lorsqu'il arrive en France, en Seine-Saint-Denis, en 1997, il commence à fréquenter les mosquées locales. L'assemblée du vendredi n'y est pas, dans sa version d'origine, une simple prière, mais un moment de dialogue entre les présents sur les questions de société. C'est un lieu d'échange éducatif et politique non-violent ouvert aux problèmes de la cité, pas seulement aux questions entre musulmans. C'est un lieu où chacun peut exprimer ses différences. Driss Oumehdi définit ce moment comme devant être un moment laïc. C'est notamment pendant ces assemblées du vendredi que l'on discute des révoltes dans les banlieues.

Les gens sont invités à y prendre la parole et lorsque c'est son tour, Driss Oumehdi propose une présentation de la non-violence comme pouvant être un moyen de lutte pour dénoncer les problèmes des banlieues. Il s'appuie sur sa bonne connaissance du Coran et de la pensée islamique pour expliquer que les concepts "vendredi", "mosquée" et "université", dans la langue arabe, proviennent de la même racine "rassembler" "se rassembler avec autrui" fut-il un ennemi (comme en occident "religion" et "intelligence" qui viennent de "relier" en latin). Il propose donc que, régulièrement, les assemblées du vendredi servent à mettre en place un dialogue social et politique constructif.

Oser enseigner la non-violence aux enfants des écoles des mosquées

Au début, les gérants des mosquées sont intéressés par son discours et l'invitent à prendre la parole dans plusieurs mosquées de Seine-Saint-Denis. Il commence à donner des cours au sein des écoles des mosquées, aux plus jeunes. Il rencontre des centaines d'enfants. Après quelques années, cela va se bloquer. Les gérants des mosquées sont souvent d'anciens immigrés qui se contentent de faire répercuter aux imams des prêches en provenance du monde arabe (via Internet !) et ces questions de non-violence mettent en péril leur propre pouvoir au sein des mosquées. D'autant plus que Driss Oumehdi n'hésite pas à aborder des sujets cruciaux, interrogeant les jeunes sur les rapports hommes-femmes et demandant comment on peut lutter contre des rapports inégaux dans la société si on ne commence pas par résoudre les inégalités au sein de sa propre famille.

> Et également

■ Maison des parents, 30, avenue Louis-Bordes, 93240 Stains, tél : 01 48 26 65 71. *Accueil des parents d'enfants de 0 à 16 ans pour discuter des pédagogies éducatives, des ressources dans le domaine de l'éducation, des conduites à risques…*

■ Francas, 38, rue d'Anjou, 93000 Bobigny, tél : 01 41 60 13 00, www.francas93.asso.fr. *Education populaire laïque.*

(4) Jean-Marie Muller, porte parole national du MAN, auteur de plusieurs livres sur la non-violence notamment du *Dictionnaire de la non-violence* Gordes Le Relié Poche 2005. A écrit dans *Silence* n°356 et 357.
(5) François Vaillant, rédacteur en chef de ANV, auteur notamment de *La non-violence, Essai de morale fondamentale* Paris Cerf 1990.
(6) Elisabeth Maheu, formatrice à l'IUFM de Rouen, spécialiste dans les questions de l'éducation au sein de l'IFMAN, auteure notamment de *Sanctionner sans punir Lyon,* Chronique sociale, 2006.
(7) Alain Refalo, président du Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées, auteur notamment de *Henri David Thoreau Précurseur de la désobéissance civile,* CRNV, Collection culture de la non-violence, N° 3, 2006. Le CRNV a été présenté dans Silence n°353.
(8) Jacques Sémelin, directeur de recherche au CERI et CNRS, son dernier livre, une autobiographie, *J'arrive où je suis étranger,* Paris, Le Seuil, 2007.
(9) Christian Delorme prêtre à Lyon, spécialiste des questions d'intégration et de l'Islam, auteur notamment de *Prier avec Martin Luther King,* Nouvelle Cité, 1998.
(10) Abdoul Ghaffar Khan (1890-1988), non violent musulman, compagnon de Gandhi dès 1919, participa à ses côtés à la résistance non violente contre l'occupation britannique. Pour plus d'informations lire sa biographie intitulée *A man to Match his Mountains : Badshah Khan, Nonviolent soldier of Islam* de Eknath Easwaran Nilgiri, Press California, 1985.
(11) *La non-violence,* Driss Oumehdi, Khaliss Jalabi et d'autres, Dubaï, Al Mesbar Studies et Research Centre, 2007.
(12) *Lettres sur le principe de la non-violence,* Driss Oumehdi, Oujda, Maroc, Librairie Cordoba, 2007.
(13) "Oser prêcher la non-violence dans les moquées", *Alternatives non-violentes,* n°141 et "Oser enseigner Martin Luther King", op cit.

Désobéissance civile à Clichy-sous-bois

A Clichy-sous-Bois, avec les gérants de la mosquée Billal, il arrive à créer une "Ecole de l'éducation à la non-violence et à la paix" où il enseignait à plus de 200 jeunes filles et garçons de 5 à 20 ans, dans un quartier à majorité musulmane. Des débats passionnés se sont tenus chaque semaine autour de portraits de personnalités de la non-violence ou sur des questions d'actualité. Devant l'augmentation de la fréquentation de l'école et prétextant le manque d'enseignants, les gérants ont pris la décision de stopper l'école.

Cela a provoqué la colère des jeunes qui ont menacé de brûler la mosquée ! Comme quoi, il restait encore des débats à avoir… Alors que des tensions sont ainsi apparues, les gérants ont arraché les affiches éducatives sur la non-violence mises en place par Driss Oumehdi et ses élèves sur les murs de l'école. Les serrures de l'école ont été changées. Une pétition a alors circulé sur le thème "fermer une école, c'est ouvrir une prison" et 250 personnes du quartier ont signé. Driss Oumehdi a annoncé son intention de faire une grève de la faim non limitée devant la porte de l'école si on ne la rouvrait pas. De peur de voir arriver des médias, les gérants se sont consultés et ont proposé à Driss Oumehdi 10 000 € pour qu'il cesse son action, ce qu'il a bien sûr refusé. Après négociations par l'intermédiaire de sages, les gérants ont finalement accepté la réouverture de l'école. L'ambiance n'y était plus et Driss Oumehdi a proposé d'ouvrir, avec le soutien d'amis non-violents, et en sollicitant le soutien de la mairie de Clichy-sous-Bois, un centre extérieur sur la non-violence et la paix. Depuis, le projet est en débat… mais rien ne s'est concrétisé. En attendant, pour les plus intéressés des jeunes, Driss Oumehdi continue à donner des cours chez lui.

La question des femmes

Driss Oumehdi a toujours été choqué par les rapports hommes-femmes dans la culture arabo-musulmane. Il a donc effectué une recherche dans le Coran pour en avoir le cœur net. Il n'y a rien trouvé qui évoque une séparation obligée entre les deux sexes ou la domination de l'une par l'autre. De même, il n'a rien trouvé sur la nécessité de séparer les musulmans des chrétiens ou des juifs. Il en a conclu que c'est une vision qui a été imposée par des chefs religieux pour asseoir leur pouvoir. Driss Oumehdi a plusieurs fois animé des débats sur la lecture du Coran pour démontrer que ces pratiques sont artificielles.

En réponse, les imams religieux ressortent des textes anciens de commentaires du Coran. Pour Driss Oumehdi, il s'agit de "médicaments périmés". Ces textes avaient peut-être un sens à un moment historique donné, mais dans la société d'aujourd'hui, ils ne peuvent plus s'appliquer.

Il pense que ni la femme occidentale ni la femme arabo-musulmane n'est vraiment libre ; l'une et l'autre sont utilisées par l'homme. L'homme occidental qui veut dénuder la femme et l'utiliser comme marchandise, dans des sites pornographiques et l'homme arabe qui veut enfermer la femme dans la maison ou l'étouffer dans du tissu. Tout deux ont la même base de pensée : la femme serait un corps et objet sexuel respectivement pour gagner de l'argent ou pour satisfaire son égoïsme.

Réfractaires
Après la publication du remarquable livre *"Réfractaires à la guerre d'Algérie avec l'action civique non-violente"* (éd. Syllepse), le travail de mémoire se poursuit avec la sortie d'un DVD *Comme un seul homme* qui regroupe des entretiens avec des protagonistes de l'époque. On peut se procurer ce DVD contre 15 € à adresser à : *Réfractaires non-violents à la guerre d'Algérie, 46, rue de Verdun, 93290 Tremblay-en-France.*


DR

Driss Oumehdi avec ses élèves devant la mosquée Billal à Saint-Ouen.

Pour Driss Oumehdi, il n'est pas seulement important de lancer régulièrement des débats sur ce thème dans les mosquées et autres lieux de débats politiques, mais c'est l'un des vrais rôles de la mosquée qu'il faut développer.

Contre-violences des banlieues

Sur les révoltes des jeunes dans le département et ailleurs, Driss Oumehdi insiste sur le fait que lorsqu'on discute avec les jeunes, tous sont contre la contre-violence… mais également contre ce qu'ils appellent les "violences mères", comme la présence permanente de forces de police qui provoquent, agressent, contrôlent au faciès, tutoient… "Comme personne ne connaît la non-violence, ils utilisent la contre-violence comme réponse à d'autres violences". Lors des débats dans les mosquées, il entend des jeunes qui affirment que le Prophète a défendu les siens par la contre-violence, que la violence est mieux que la lâcheté, que la violence, lorsque l'on est agressé, est une légitime défense. Lorsque l'on pousse le débat plus loin, il apparaît qu'ils réagissent également à une autre violence que celles des flics : la violence sociale. Ils perçoivent qu'il y a un non-respect des plus pauvres, qu'il y a un taux de chômage important chez les jeunes et encore plus chez les jeunes immigrés.

Par contre, Driss Oumehdi s'oppose à l'idée d'un choc des civilisations. Il croit qu'il y a une lutte entre la justice et l'injustice. Il n'y a pas une opposition entre des "chrétiens", des "musulmans", des "juifs". C'est une distinction diffusée par les médias, avec des sous-entendus politiques qui ne correspondent pas à la réalité. Driss Oumehdi raconte comment, dans certains quartiers à forte majorité musulmane, les jeunes qui pourraient être d'autres religions finissent par se sentir musulmans eux aussi, car traités comme tels.

Etre le changement que l'on veut

Plusieurs fois, le canadien Khaliss Jalabi et le syrien Jawed Saïd ont rendu visite à Driss Oumehdi qui leur a organisé des conférences sur la non-violence. Par un hasard du calendrier, en 2005, Khaliss Jalabi était en visite en Seine-Saint-Denis pendant les émeutes. Les conférences ont eu un grand succès. Les jeunes étaient enthousiastes pour chercher d'autres solutions que la contre-violence. Il a notamment été perçu que les mosquées ne laissaient pas assez la parole à ces jeunes pour chercher collectivement des solutions. Il en est ressorti des constats pratiques : il faut commencer à faire son autocritique pour retrouver le respect de soi-même. Une faute nécessite la participation de la victime pour trouver une solution. On ne peut prendre pour modèle des pays arabes qui vivent sous forme de dictature. Si la dictature est en politique, n'est-ce pas parce qu'elle est déjà dans chaque famille ? On peut commencer par se changer soi-même avant de vouloir changer les autres. Il ne faut pas attendre que l'Etat soit le sauveur et il faut amorcer soi-même le changement social que l'on veut. Du changement social non-violent peut naître un nouveau projet politique. Et, plus concrètement encore : pourquoi certains jettent-ils des ordures par les fenêtres ? Estiment-ils que l'espace public est un dépotoir ? Pourquoi les ascenseurs sont-ils taggués avec des insultes et des dessins choquants ? Pourquoi les boîtes aux lettres sont-elles en mauvais état ?

Les discussions portent sur ce que l'on peut changer ici, soi-même ou collectivement, mais aussi sur des faits historiques : le Prophète avait mis en place une démocratie basée sur les fondements de la non-violence. Il a réussi à construire une démocratie non-violente. Malheureusement, trente ans après sa mort, la dictature est revenue. La démocratie occidentale n'est donc pas un modèle de la démocratie non-violente.

En conclusion de ces débats, que ce soit dans des dictatures ou ici, avec une démocratie qui ne fonctionne pas correctement dans les banlieues, les défaillances du système profitent toujours à ceux qui ont le pouvoir. Lutter pour la démocratie, c'est lutter contre le pouvoir. Non pas pour le remplacer, comme dans le cas des coups d'Etat qui ne changent rien, mais pour favoriser un fonctionnement plus horizontal, plus non-violent.

La recette non-violente du bonheur

Lorsque nous avons rencontré Driss Oumehdi chez lui, nous avons bien senti son enthousiasme. Il nous a offert du thé à la menthe à la marocaine. Dans son bureau, tout un pan de mur est occupé par des livres de penseurs non-violents et pacifistes arabes et musulmans. Les autres murs par des livres, travaux et recherches de philosophes, penseurs et militants du monde hindous, chrétiens et juifs. Driss Oumehdi espère qu'un jour ces livres seront à la disposition de tous dans un Centre de recherche sur la non-violence musulmane, afin de favoriser les synergies entre penseurs d'ici et d'ailleurs

Lorsque nous lui avons demandé pourquoi cette passion pour cette question, Driss Oumehdi nous a répondu "plus je fais ça, plus je suis heureux".

M.B ■

Driss Oumehdi, drisspaix@maktoob.com.

> Médiation municipale

La commune de Pierrefitte-sur-Seine, 26000 habitants, est la première commune en France à avoir mis en place une structure municipale de médiation pour développer l'accueil, la confiance, le soutien, le rapprochement entre les habitants. Cette initiative doit beaucoup au travail d'Hibat Tahib. Celui-ci est un avocat iranien qui a fui son pays en 1979 au moment de la révolution. Directeur du centre social Georges-Brassens dans la cité des Poètes, il intervient à partir de 1992 pour désamorcer la violence gratuite présente dans un quartier de 3000 habitants comptant 20% de chômeurs et 35% d'immigrés.
En 2005, pendant les "émeutes", la ville s'est déclarée "ville-médiation".
AFPAD, 7, place de la Libération, 93380 Pierrefitte-sur-Seine, tél : 01 49 71 56 90.

> Et également

■ Mouvement de la paix 93, Maison de la Paix, 9, rue Dulcie-September, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 40 12 09 12, www.mvtpaix.org.

■ Appel des Cent pour la paix, c/o Claude Brezot, 53, rue Pierre-et-Marie-Curie, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 60 88 53.

■ Acat, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Claude Gauthier, 20, rue des Acacias, 93250 Villemonde.


DR

Jeunes réalisateurs présentant leur documentaire à L'Ecran à Saint-Denis.

L'image autrement

En attendant la création d'une télévision locale à Saint-Denis, Riv'Nord multiplie les reportages sur la vie locale, cherchant à faire participer les habitants devant et derrière la caméra.

Riv'Nord se présente comme une association de formation et de production audiovisuelle. C'est un collectif de réalisateurs de documentaires, de techniciens audiovisuels et multimédias, animés par le désir de travailler dans un esprit coopératif et désireux de faire entendre et voir des situations, des personnes, des phénomènes généralement peu ou mal relayés par les médias dominants. Il offre un centre médiatique local où les gens qui le désirent peuvent produire eux-mêmes des informations complètes sur leurs propres activités ou élaborer des points de vue originaux sur la vie de la cité.
Riv'Nord est aussi producteur de ses propres films avec un intérêt particulier pour les luttes sociales et culturelles, les alternatives qui visent à transformer le monde, la société, dans le sens du bien-être social, de l'égalité des droits, du développement de la démocratie, de l'équité des échanges, de la préservation ou de l'accroissement des libertés publiques et privées, de la préservation de notre environnement, de la mise en pratique de production sous forme de coopératives. *Riv'Nord* s'inscrit dans le champ de l'économie solidaire et cherche à promouvoir les alternatives aux systèmes dominants.
Il y a aujourd'hui quatre animateurs salariés dont deux des fondateurs, Patrick Laroche et Sylvie Coren, et une trentaine de personnes qui aident.
Riv'Nord cherche à promouvoir des initiatives culturelles qui favorisent la rencontre entre différentes démarches alternatives. C'est ainsi que la rencontre avec *Adada* a donné naissance au festival *Excroissance* (voir pages suivantes).
Riv'Nord travaille à faire avancer l'idée d'une télévision locale où les habitants auraient la parole et plus encore les moyens de s'exprimer. Pour faire avancer ce projet, *Riv'Nord* participe au mouvement des télévisions associatives participatives au sein notamment de la *Fédération des vidéos des pays et des quartiers* (1). "En attendant qu'existe cette télévision, Riv'Nord réalise déjà des courts métrages d'actualité qui sont présentés avant les films classiques au cinéma l'Ecran à Saint-Denis, en attendant un élargissement à d'autres salles d'Ile-de-France (2)".

Le logement comme fil conducteur

Dans un département où la question du logement est centrale pour de nombreuses personnes, *Riv'Nord* a engagé une série de documentaires sur ce thème.
Ils ont ainsi suivi un squat de familles africaines de 72 personnes, dont les deux tiers sans papiers, installé dans un immeuble de 1885 classé monument historique car l'un des premiers en béton armé en France. Comme il est classé, ce bâtiment ne peut être détruit et les squatteurs ont engagé des négociations avec la mairie pour obtenir que la réhabilitation se fasse en logement social avec un relogement pour eux. *Riv'Nord* a négocié avec la mairie pour obtenir l'autorisation de filmer l'ensemble des débats. Le fait qu'une équipe filme les débats a sans doute joué dans la rigueur des négociations : les promesses ne pouvaient plus s'envoler et finalement le conseil municipal (à majorité communiste, avec d'autres élus de gauche) a voté à l'unanimité moins deux voix la

› A Lire

■ "Seine-Saint-Denis : arrêt sur images", numéro hors-série d'Altermondes, hiver 2007, 52p. 5 €. *La revue spécialisée dans la solidarité internationale a laissé prendre la plume à une douzaine de jeunes qui présentent leur département. Un regard fort instructif pour découvrir un autre monde !*

■ "Plaine commune, 8 villes à découvrir en Ile-de-France", Jacques Grossard, éd. Vendredi treize, 96 pages, 9,90 €. *Une brochure originale présentant des itinéraires à thèmes.*

■ Le Tigre, 122, rue Danielle-Casanova, 93300 Aubervilliers, tél : 01 48 33 55 20, www.le-tigre.net. *Magazine généraliste indépendant et sans publicité, distribué en kiosques et en librairies. Propose un regard singulier, rare, à contre-courant de l'uniformisation ambiante.*

■ Génération NTM, Nouvelles technologies multimédia, 1, passage Moulin-ChoiSel, 93200 Saint Denis, tél : 01 48 20 29 35 www.gntm.fr. *Association installée à la maison de l'internet citoyen de Saint-Denis, qui travaille à un projet de télévision locale.*

(1) Fédération des vidéos des pays et des quartiers Maison des associations, place Romée-de-Villeneuve 13090 Aix-en-Provence http://vdpq.org/
(2) Riv'Nord prépare avec l'association Rapsode à Paris (http://rapsode.free.fr) pour 2010 un festival de films d'expression populaire et, dans cette perspective, rencontre des partenaires d'ici et d'ailleurs afin de collecter des films réalisés dans cet esprit.

Folies d'encre
Fondé en juin 1981, à Montreuil, par Jean-Marie Ozanne, la première librairie indépendante *Folies d'encre* a depuis fait des émules. Celle de Saint-Denis est née en 1998, celle de Saint-Ouen en 2000, à Aulnay-sous-Bois en 2005. Chacune fonctionne de manière indépendante, mais avec une démarche commune : un fonds de livres important, un bon niveau de qualification du personnel et de l'animation en lien avec le milieu associatif local.

■ *53, avenue Gabriel-Péri, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 40 12 06 72.*

■ *9, allée de la Résistance, 93100 Montreuil, tél : 01 49 20 80 80.*

■ *22, rue Jean-Jaurès, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 09 25 12.*

■ *41, boulevard de Strasbourg, 93600 Aulnay-sous-bois, tél : 01 48 66 12 85.*

■ *3, rue du Garde-Chasse, 93260 Les Lilas, tél : 01 43 63 20 20.*

Bureau d'études
Créé par un collectif d'artistes, ce faux bureau d'études propose des écrits comme *le Journal la Belle au bois dormant* et surtout des cartes gigantesques bourrées d'informations comme "la carte du capitalisme" ou celles de l'autonomie. *Bureau d'études, 9, rue de la Révolution, 93100 Montreuil, http://utangente.free.fr.*

Le Méliès
A Montreuil, le Méliès est un cinéma art et essai qui a été "municipalisé" en 2002. Comme il bénéficie ainsi d'aides municipales et de l'Etat, il pratique des prix abordables. En 2006, il a déposé un permis de construire pour avoir trois nouvelles salles. Une concurrence jugée déloyale par UGC et MK2, deux réseaux de salles, qui ont porté plainte. Le Méliès a reçu le soutien de très nombreuses autres salles indépendantes, de nombreux réalisateurs (dont 7 palmes d'or à Cannes !). *Cinéma Le Méliès, 7, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 90 13.*

réhabilitation avec maintien des personnes. L'immeuble est maintenant prévu comme un établissement passerelle pour des personnes en attente de relogement.
Un autre film suit de la même manière les négociations pour le règlement des factures impayées d'électricité ou d'eau avec intervention des services sociaux. Le film interroge sur la privatisation de ces besoins élémentaires.
Dans une deuxième série sur le logement, *Riv'Nord* s'intéresse aux logements utopiques et à la prise en charge par les habitants d'initiatives d'autoréhabilitation. Dans ce cadre-là, ils ont suivi des entreprises de réinsertion qui forment des gens à la réhabilitation, avec l'arrivée des préoccupations écologiques (choix des matériaux, isolation, sources d'énergie…). Ils sont allés à la rencontre de ceux qui ont des jardins bios dans le département. Ils ont rencontré des offices HLM qui s'engagent dans la haute qualité environnementale ou sur la construction de maisons "Borloo" à 100 000 €. Ils ont filmé une réhabilitation de leurs logements sociaux par des employés en réinsertion…
Dans une troisième série, ils cherchent à filmer des alternatives aux questions du logement. Ils ont ainsi accompagné une délégation d'élus en visite avec l'Ecozac de Paris au quartier Vauban de Fribourg (Allemagne) (voir *S!lence* n°358).

Jeunes et émeutes

En 2005, ils ont été contactés par un étudiant de Paris-8 qui voulait faire des interviews de jeunes sur la question des émeutes dans le département. Malheureusement l'étudiant n'a pas fini son reportage. Il en reste quand même des rencontres, où les jeunes expriment le plus souvent, comme premier souhait, leur désir de partir. Lors d'un atelier collectif avec d'autres jeunes, ceux-ci ont réalisé une fiction sur leur quotidien, montrant avec un humour très glauque leurs conditions de vie, leur ennui, le chômage, et terminant par un happy end au deuxième degré où ils font la queue pour s'inscrire sur les listes électorales. Une réponse ironique aux élus de gauche qui ne leur proposent que cela (notamment à travers la démarche du très piloté collectif AC le feu !).

Expression des femmes

Ils ont aussi engagé une démarche en direction des femmes en constatant que le milieu associatif demandeur de collaboration vidéo est très masculin. La vidéo perçue comme une technique masculine ? Ils ont rencontré un collectif de femmes qui fait de la vidéo à Créteil (3), ce qui leur a donné des éléments pour mettre en place un travail vidéo avec un groupe de femmes en insertion, suivant des cours d'alphabétisation. Cela a donné parfois des résultats très émouvants comme cette Iranienne qui adresse une lettre-vidéo à sa famille et qui a trouvé aujourd'hui un travail de création en lien avec une boutique éthique.

Trois francs, six sous…

Pour réaliser ces documents vidéos, ils jonglent entre différentes sources de financement : subventions dans le cadre de l'Europe, de la région, du département. Ils ont profité un temps des indemnités d'intermittents du spectacle, source aujourd'hui en forte baisse.
Si le coût du matériel a beaucoup baissé du fait du numérique, il reste difficile de se payer car les aides ont elles aussi beaucoup baissé. La vente de leurs documentaires pourrait être une ressource. Mais *Riv'Nord* rencontre un problème de distribution. Les documentaires s'échangent avec d'autres réseaux, comme les télévisions locales, mais se vendent assez peu. Si les rencontres-débats autour des films sont nombreuses, c'est rarement une source de financement.
Le démarrage d'une télévision locale resterait un moyen de pérenniser un certain volume de travail. Encore faut-il arriver à convaincre suffisamment de partenaires financiers. Alors que les outils techniques permettent de démocratiser le média, il reste à découvrir comment financer une telle démarche participative et coopérative locale.

M.B ■

Riv'Nord, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 00 45.

Quelques vidéos au catalogue de Riv'Nord :

Chonique de la précarité généralisée, 2003, 97 mn. Rencontre avec une quinzaine de personnes d'horizons différents, étudiants, chômeurs, jeunes, âgés, femmes et hommes, confrontés à la précarité.

Travailler (+ ou -) autrement. 2003, 52 mn. Ce film donne la parole à quatre groupes de l'économie solidaire en Seine-Saint-Denis : Andines, Alices, Coups de mains et Femmes actives.

Bâti femmes, 2004, 60 mn, portrait de dix femmes qui ont choisi de travailler dans le monde du bâtiment.

Voyage et équité des échanges, 2005, 42 mn. Suivi de personnes du réseau Minga en déplacement entre Paris et Quimper. Questionnement sur le commerce équitable.

Vivre et victoire, 2001, 1h26. Suivi d'une lutte des sans-papiers pour leur

(3) Collectif de femmes de Créteil, http://videofemmes.blogspirit.com.

Vernissage d'une exposition dans les locaux de l'AdaDa.


DR

AdaDa et les cinquante clés

Quand les artistes s'engagent collectivement, cela donne des idées originales d'exposition commune...

Un collectif se forme en 1985, à Saint-Denis, et regroupe différentes pratiques : peinture, photographie, sculpture, installations… Pendant les premières années, comme cela se faisait déjà dans certains quartiers de Paris, ce collectif organise une journée portes ouvertes d'ateliers d'artistes. Cela permet à une quarantaine d'artistes de la commune de Saint-Denis de se fréquenter et d'amorcer une synergie. L'association formelle voit le jour en 1986 sous le nom d'ADAA. L'idée des portes ouvertes repose sur le désir de faire connaître son travail localement, de partager avec la population, de développer une recherche sur l'art contemporain dans la cité.

Mais le principe des portes ouvertes fait que l'artiste reste seul dans son atelier à attendre les visiteurs… ne faisant que renforcer une certaine solitude dans la création. Le collectif change de nom et devient *AdaDa* en 2001. Aux journées portes ouvertes s'ajoutent des expositions collectives. Bien sûr, comme le dit l'un des artistes que nous avons rencontrés, Henri Bokilo :"Tout le monde n'est pas sur la même longueur d'onde et ce sont souvent ceux qui se posent le plus de questions sur leur place d'artiste dans la société qui sont le plus demandeurs de cette approche collective".

En 2002, une exposition collective s'est tenue dans une galerie marchande vide où chaque artiste disposait d'une vitrine et d'un magasin. Cet ancien "Passage des étoffes" se transforme en "Passage des arts". Une douzaine d'artistes détourne, sur autant de vitrines, des affiches fournies par le cinéma L'Ecran, dans le cadre du off de son festival "Est-ce ainsi que les hommes vivent". Un pas est alors franchi : les arts sont dans la rue, à la vue de tout le monde.

Cela donne envie au collectif d'investir un des nombreux locaux vides de la ville pour en faire un lieu d'expression permanent.

Jean-Michel Delage

Jean-Michel Delage, un des artistes de l'AdaDa, réalise des portraits d'habitants du département. Un remarquable travail que l'on peut voir en se rendant sur son site : *portraitsdevisu.canalblog.com*.

Archipel 93

Il existe des îlots, des archipels de résistance subversifs aux idées de l'ordre établi porteurs de projets alternatifs. Faire connaître ces pensées, les confronter à vos propres aspirations, à vos expériences, les rassembler pour les mettre à votre disposition, tel est le but de la programmation d'Archipel. *Archipel 93, La Menuiserie, Café-Restaurant : L'Archipel des Plaisirs, 77, rue Jules- Auffret 93500 Pantin, tél : 01 48 40 56 53.*

Villa mais d'ici

Installée depuis novembre 2003 au cœur d'Aubervilliers , dans le quartier Villette-Quatre-Chemins, la *Villa mais d'ici* est un pôle de création pluridisciplinaire. Elle accueille en résidence des associations culturelles et des compagnies de spectacle vivant.

Le développement d'une programmation toute l'année, ouverte sur le quartier et sur la ville, impliquant les différentes communautés d'habitants, participe au renforcement du lien social.

Villa mais d'ici, 77, rue des Cités, 93300 Aubervilliers, tél : 01 41 57 00 89, www.villamaisdici.org.

Café culturel

Le Café culturel de Saint-Denis a ouvert en 1998 dans le but de toucher les publics les plus éloignés des structures traditionnelles. Il accueille des manifestations d'origines diverses : contemporain ou traditionnel, écrit ou oral, professionnel ou non, fêtes, jeux d'enfants, danses, expositions…

Café culturel Arts & rencontres, 11, allée des Six-Chapelles, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 96 11, http://cafeculturel.org.



DR

Carnaval devant les locaux d'AdaDa.

Le SoiXante [AdaDa]

En 2003, ils obtiennent de la mairie l'autorisation d'utiliser des locaux vides depuis quinze ans, dans une des rues commerçantes de la ville de Saint-Denis, au croisement de la rue Gabriel-Péri et de la rue du Jambon. Cette ancienne boutique propose 230 m^2 exploitables sur deux niveaux dont une grande salle avec des plafonds à 9 m de haut. Au départ, la mairie donne son accord pour y présenter une exposition pendant un mois. L'exposition s'intitulait "Le tubadada". Elle a consisté à installer des œuvres avec, comme contrainte, d'utiliser des tubes en PVC de 4 m et de créer l'œuvre sur place, les tubes étant placés verticalement comme une forêt de plastique.
L'exposition est un succès et, les locaux s'avérant pratiques, les artistes négocient de pouvoir y rester. Depuis, ils y sont toujours. La négociation pour une convention d'occupation se poursuit encore et toujours. L'*AdaDa* n'est pas devenue une entreprise culturelle ni une MJC. Cela reste un laboratoire alternatif de création par l'artistique d'un espace public et citoyen. Pour Henri Bokilo, *AdaDa* est devenu "squatteur officiel".

Cinquante clés

A l'étage du local d'*AdaDa*, on trouve trois pièces qui permettent d'accueillir des résidences d'artistes et un local technique. Bien que le local n'ait toujours pas de chauffage, du fait du statut précaire de son utilisation, il y a de nombreuses demandes pour utiliser cet étage. Le collectif choisit les résidences en fonction des demandes (souvent un besoin de place ponctuel), des coups de cœur, parfois en lien avec la préparation d'une œuvre pour une future exposition collective.
Tout cela se fait dans le plus d'horizontalité possible et cinquante clés du local ont été réparties entre les artistes sans que cela pose problème.

Le collectif d'artistes prend maintenant le temps de débattre régulièrement des thèmes d'exposition, longtemps à l'avance, et chacun-e peut alors proposer son intervention… dans un espace qui reste toutefois limité. Les mélanges artistiques et les travaux collectifs sont particulièrement mis en avant.
Au local alternent des expositions personnelles et des expositions collectives à thème. Les thèmes sont choisis suffisamment larges et à l'avance pour que tout le monde puisse s'y reconnaître (la passion, le déchet, la croupe du monde… pendant celle de rugby) ou avec une contrainte de matière que tous doivent utiliser, comme les tubes.
Depuis 2003, une vingtaine d'expositions collectives ont été organisées ainsi qu'une dizaine d'expositions personnelles. Il y a eu également des concerts-performances, des spectacles de danse, de marionnettes, des rendez-vous avec des écrivains, des journées vidéos avec l'association *Riv'Nord*, une dizaine de journées consacrées au théâtre, des projections vidéo, souvent avec la présence du réalisateur, des ateliers de mosaïque, de dessin, de vidéo, de Qi Gong… Un café philo s'y est donné rendez-vous et évidemment, de très nombreux repas et fêtes entre artistes et invités y ont lieu. Depuis 2007, l'association s'est ouverte au spectacle vivant, à la danse et à l'écriture. Elle a rejoint le FRAAP, Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens.
Le collectif *AdaDa* s'est investi ponctuellement dans des initiatives plus larges comme le FRAP (Festival des résistances et des alternatives de Paris) ou le festival Cultures Roms. Il a participé à des repas de quartiers. Les locaux ont été prêtés à de nombreuses associations permettant de multiples formes d'expressions.
En 2003 a été lancé le festival *Ex-Croissance* avec l'association *Riv'Nord*… festival que nous retrouverons ci-après.

Des projets

Le collectif d'artistes est ouvert à de nouvelles participations que ce soit du public, des artistes, des associations… ou des financements. Il bénéficie pour le moment surtout de l'aide de la commune et d'un grand investissement bénévole des artistes.
Chaque thème d'exposition se veut une ouverture sur de nouveaux axes de rencontre afin de tisser un réseau de relations et d'œuvrer ensemble.

M.B ■

SoiXante AdaDa, 60, rue Gabriel-Péri,
93200 Saint-Denis,
http://60adada.viabloga.com,
http://www.fraap.org.

> Auberbabel
Auberbabel est une association implantée à Aubervilliers qui défend la diversité linguistique en organisant des repas linguistiques et une chorale multilingue. Toutes les langues et dialectes sont les bienvenus.
Auberbabel, 36, rue Auvry, 93300 Aubervilliers, http://membres.lycos.fr/auberbabel.

> EthnoArt
L'association EthnoArt mène des actions de valorisation de la diversité culturelle en Ile-de-France en diffusant les savoirs ethnologiques et en s'appuyant sur les disciplines artistiques (musique, danse, théâtre, photographies, arts plastiques, audiovisuel).
EthnoArt, 77, rue des Cités, 93300 Aubervilliers, tél : 01 41 57 04 63, www.ethnoart.org

> Steus
Groupe de hip-hop né en 1996, Steus, par souci d'indépendance, a créé ses propres studios d'enregistrement. Il propose aujourd'hui des ateliers d'initiation à la musique assistée par ordinateur, au graff, à l'écriture, au DJing…
Steus, 71, rue Robespierre, 93100 Montreuil, tél : 01 48 59 58 08.

Une Excroissance pour construire le monde

Riv'Nord et AdaDa ont lancé en mai 2004 le festival Excroissance. Un festival qui mêle curieusement démarches culturelles et réflexions sur une société de croissance.

Juste après le Forum social européen de 2003 qui s'est tenu en grande partie en Seine-Saint-Denis, *AdaDa* a accueilli *Riv'Nord* en résidence. Les deux structures se sont retrouvées sur une même envie : faire que les arts permettent un regard croisé avec la société.
Elles décidèrent de lancer une rencontre et, en cherchant un thème, choisirent : "Croissance, ex-croissance, décroissance". Il s'agissait, avec un thème assez ouvert, lié à une question de société, de mélanger les arts. Le nom d'*Excroissance* est ensuite resté pour les années suivantes. Un festival était né.

Mélange à tous les étages

Excroissance est une tentative de mixage entre arts, cultures et société, autour de l'idée d'un accès à la culture libre, gratuit et participatif. Chaque année, le choix du thème, du programme et le déroulement de la manifestation en mai-juin, se construit collectivement avec différentes structures artistiques et culturelles principalement locales. La première année, *Excroissance* ne durait qu'une semaine mais maintenant, les rencontres s'étalent sur plus d'un mois, en partie dans les locaux d'*AdaDa*, mais également dans d'autres lieux culturels.
En 2005, le thème a été "*Résister, c'est créer, créer c'est résister*". Les questions d'inégalités étaient au centre des débats : comment naissent ces inégalités et comment les combattre. En 2006, sous le titre "*On construisait la maison commune et on l'appelait le monde*", les questions de logement et d'habitat – alternatif ou non – étaient au cœur du programme. En 2007, "*Un(e) autre (im)monde(ice) est possible*" proposait toute une réflexion sur comment "aérer nos poubelles", "l'égouts et les couleurs", le gaspillage, le jetable, (dé)chargez-vous… Le programme pour les rencontres de 2008 n'a pas échappé à la réflexion sur l'héritage de Mai 68, curieusement mélangée avec l'année internationale de la pomme de terre lancée par la FAO, le fonds alimentaire des Nations-Unies.
A travers des thèmes "décalés" voire dérangeants, l'objectif est d'arriver à sortir de l'habituel public de convaincus : il ne sert à rien de faire une soirée de plus sur le chômage avec des associations de chômeurs ou une soirée sur la condition des femmes uniquement avec des féministes. Il y a donc continuellement une recherche de mixité, dans les modes artistiques et dans les thèmes. On recherche des croisements entre plusieurs visions, plusieurs pratiques…

Participatif un jour…

Le festival ne bénéficie d'aucune subvention. Chaque organisation qui propose une activité se débrouille pour se financer sur ses fonds propres. Cela évite des questions sans fin, chaque association ayant une manière différente de gérer la question des subventions.
Cela pose toutefois un problème de reconnaissance car *Excroissance* n'est alors pas visible en tant que telle par les institutions et apparaît comme une initiative informelle. C'est un débat pour le futur…
Ce mode de financement "autogéré" par les structures qui proposent des activités a très vite intéressé des groupes plus éloignés. C'est le cas par exemple d'"Instants Vidéos", s'occupant de cinéma expérimental, en provenance de Marseille.
Excroissance est ouvert à des associations non artistiques. Dès la première édition, l'APEIS, une structure d'aide aux chômeurs (1), a animé un débat avec *Minga* (voir page 32). Des militants associatifs se sont ainsi investis dans l'organisation, permettant un premier mélange.

pommes de terre de tous pays nourrissez nous

Henri Bokilo

› Produit intérieur doux
Espace Mains d'Œuvres se présente comme un "lieu pour l'imagination artistique et sociale". Il propose différentes activités dont le *festival sur le produit intérieur doux* qui aborde les questions liées à l'argent, aux échanges, au don, avec actions artistiques et rencontres citoyennes, une fois par saison, dans des lieux différents. Prochain festival du 15 au 30 septembre 2008 à Bobigny dans le cadre de la Biennale de l'environnement.
Espace Mains d'Œuvres, 1, rue Charles-Garnier, 93400 Saint-Ouen, www.mainsdoeuvres.org, www.produitinterieurdoux.org.

› Festival Quartier Libre
En octobre, l'association *Comme vous émoi* organise cet événement qui consiste à fermer le quartier du Bas Montreuil à la circulation et au stationnement pendant deux jours afin de libérer l'espace public et à l'ouvrir à la créativité. Plus de 100 événements artistiques portés par les habitants se tiennent sur ces deux jours. Prochaine édition : le 4 et 5 octobre 2008.
Comme Vous Émoi, 5, rue de la Révolution, 93100 Montreuil, www.commevousemoi.asso.fr.

(1) APEIS, 8, rue de Verdun, 94800 Villejuif, tél : 01 46 82 52 25, www.apeis.org.

Compagnie pour l'artisanat des menteurs

Cette compagnie s'est créée en 2004 à Aubervilliers pour aborder les thèmes sensibles dans un esprit participatif et convivial avec le public. Des spectacles sont proposés sur les discriminations, l'exclusion, la communication entre habitants, la santé… Les spectateurs sont invités à dialoguer à la fin du spectacle pour apprendre à reconnaître ce qui nous est commun, ce qui nous différencie et pour mieux vivre ensemble. *Compagnie pour l'artisanat des menteurs, Olivier Thomas, 23, rue de l'Union, 93300 Aubervilliers, tél : 09 54 37 93 93, http://artisanat.menteurs.free.fr*

Kosmopolite

Kosmopolite est le premier festival international de graffiti et d'expression graphique en France. Créé en 2002 de la rencontre entre deux groupes d'artistes — les MAC et le collectif Douze 12 — et de la municipalité de Bagnolet, il a pour ambition de promouvoir la richesse et la diversité des différentes formes d'art pictural urbain. Elément phare de la scène du graffiti, le festival *Kosmopolite* a acquis aujourd'hui une renommée certaine. *Kosmopolite, tél : 01 43 60 48 25, http://kosmopolite.com.*

Terre en tête

Terre en tête est une festival organisé tous les deux ans par le conseil général et se veut une biennale de l'environnement. Au sein d'un parc de 24 hectares, 8000 m² de chapiteaux accueillent différents débats et expositions avec une volonté de déboucher sur des solutions concrètes. La cinquième édition se tient du 25 au 28 septembre 2008. *Terre en tête, conseil général, hôtel du Département, BP 193, 93006 Bobigny cedex, tél : 01 41 60 06 26.*

Pour le troisième *Excroissance* où la question du logement a été très présente, plusieurs associations travaillant sur ce thème ont participé aux débats puis, de fait, à l'organisation. Pour la quatrième édition, sur les déchets, il y a eu des soirées avec les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, en Lorraine (2), ou la participation des *Ateliers de la Bergerette* de Beauvais, une recyclerie autogérée depuis plus de quinze ans (3).



DR

Montage photo pour annoncer le festival.

Participatif toujours ?

Tous sont passionnés par les démarches dites “participatives”. Mais l'organisation d'un événement comme *Excroissance* montre que pour être totalement participatif, il faudrait y passer l'année. “Trop de paroles tue la parole”. La parole devient vite… une excroissance ! Il a alors été débattu de la possibilité d'une charte qui éviterait de redébattre sans fin d'une année sur l'autre. Mais ce projet de charte a lui-même provoqué des débats sans fin !

Après ces quelques années d'expérience, les animateurs des deux principales associations estiment que le processus est riche et qu'il réussit bien son rôle de mixage social, mais que c'est extrêmement lourd à gérer.

Edition après édition, il se tisse un réseau qui incite à en faire toujours plus (croissance !) et il a été nécessaire de mettre des limites : comme pour la planète, la disponibilité des animateurs n'est pas infinie et il y a un risque d'épuisement. La formule adoptée est maintenant une exposition permanente pendant l'ensemble du festival, dans les locaux d'*AdaDa* avec, en extérieur, un ou deux événements par semaine, dans des lieux qui ne sont pas toujours les mêmes.

La réussite se mesure au fait que des personnes viennent de tout le département pour suivre le festival, un public qui n'est pas l'habituel public “coureur d'expo”. La plupart des événements sont soit gratuits soit avec libre participation aux frais, ce qui ne permet pas de savoir exactement combien de personnes participent une ou plusieurs fois. Les estimations vont de 1500 à 3000 selon les organisateurs. On attend les chiffres de la police…

Communiquer autrement

Un programme participatif prend du temps en amont pour sa conception, mais aussi en aval pour sa communication. Si les médias locaux relaient les informations qui leur parviennent, il est plus difficile de travailler avec des médias plus éloignés (Cassandre, Silence, radios libres…) du fait des délais pour annoncer l'événement.

Du côté des politiques, on observe une certaine prudence. La mairie de Saint-Denis suit, regarde, ne prend pas position, mais participe au co-financement. Quelques militants Verts et LCR se sont impliqués, quelques élus curieux aussi.

Excroissance contre décroissance ?

A la lecture des thèmes et des débats, on sent que les animateurs sont en pleine réflexion sur la question de la décroissance. Alors pourquoi retenir *Excroissance* ? La première raison est que dans un collectif, tout le monde n'est pas sur la même longueur d'onde et le mot excroissance permet plus de liberté qu'un seul débat sur la décroissance. L'excroissance a été jugée plus en mouvement, plus stimulant pour un travail vivant : c'est quelque chose qui se créé, qui prolifère anarchiquement comme une œuvre artistique.

Pour les animateurs, cela n'exclut par une orientation politique nette : les débats lors de la deuxième édition ont permis de montrer comment l'actuel système économique produit de la misère, la quatrième édition que l'on est tous pour diminuer les déchets… mais que c'est pourtant l'inverse qui se produit. L'ex-croissance serait le dépassement de la croissance. Tout un programme (participatif bien sûr !).

M.B ■

(2) http://burestop.free.fr
(3) Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, www.recycleries-ressourceries.org.

Une maison commune pour femmes solidaires

D'anciennes militantes de la Maison des femmes de Montreuil ont lancé un projet de maison de retraite pour femmes dans un esprit solidaire, autogéré, citoyen et écologique.

En 1999, Thérèse Clerc, 81 ans aujourd'hui, présidente de la Maison des femmes de Montreuil, lance un appel à réflexion sur le sort réservé aux vieux et aux vieilles dans une société structurée autour de la compétition et de valeurs patriarcales. Peut-on changer la société sans changer la place des anciens, aujourd'hui de plus en plus enfermés dans des maisons de retraite ?
Plusieurs femmes se réunissent alors et créent l'association La maison des Babayagas (1). Elles commencent à élaborer un projet de maison de retraite autogérée. Cette idée d'autogestion, où les unes aident les autres le plus possible, doit permettre de diminuer les coûts de manière importante et de résoudre la question de l'accès aux maisons de retraite, aujourd'hui réservé aux plus aisé(e)s (2)


Le projet architectural

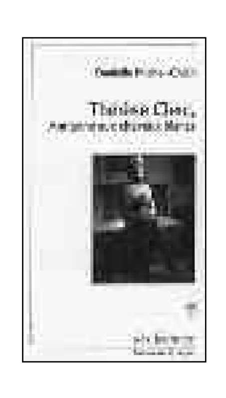
Dans un premier temps, les politiques ne donnent pas suite… mais la canicule de 2003 va changer la donne. Fin 2003, la commune de Montreuil accepte de donner un terrain où sera construite la future maison de retraite. Celle-ci devrait être gérée par l'office des HLM et comprendrait des studios autonomes loués aux résidentes, à un prix peu élevé, avec la possibilité de profiter de l'aide personnalisé au logement (APL). La conception du bâtiment prévoit un recours à des techniques écologiques : choix des matériaux, capteurs solaires sur le toit. Une partie du bâtiment est prévue pour des usages communautaires : salle polyvalente, jardin, salles de soins, bibliothèque, tisanerie…
Le terrain étant voisin de la Maison des femmes, les initiatrices envisagent d'en faire une extension avec, par exemple, une université du savoir des vieux dans la salle commune de 200 m2.

Non-mixité

Le projet prévoit de n'accueillir que des femmes en résidence — veuves, divorcées ou célibataires —, fatiguées des conflits avec les hommes, qui peuvent y venir en journée et être invités à y passer la nuit à l'occasion. Comme le dit Thérèse Clerc : "Il y en a assez des femmes qui construisent le nid et des hommes qui s'y installent".
Le projet initial, qui prévoyait seulement 16 places, a été revu à 19. Une quarantaine de femmes se sont manifestées avec souvent un fort passé associatif, syndical et/ou politique, plusieurs anciennes du PSU notamment (3). Comment choisir ? Pour Thérèse Clerc, il sera nécessaire de passer par une phase d'essai pour vérifier la capacité de vivre ensemble : "Les vieilles dames ne sont pas toujours commodes".
En attendant que la maison ouvre, l'association organise dans une colonie de vacances, en dehors des vacances scolaires, des rencontres et des périodes de vie en commun.
Consciente de la difficulté à passer le quatrième âge, elle cherche, au départ, à varier les âges des postulantes pour éviter d'avoir trop de personnes très âgées en même temps. Plutôt que d'avoir recours à un encadrement extérieur, il s'agit de développer un compagnonnage solidaire. La recherche d'une entraide collective doit permettre d'éviter le recours à des services coûteux et donc permettre d'intégrer de faibles revenus.
Cette entraide, sauf dégradation grave de la santé, laisse l'espoir de permettre de rester autonome le plus longtemps possible.



Danielle Michel-Chich, Ed. des femmes, 2007 - 132 pages - 14 €



(1) Babayagas est le nom donné à des grands-mères un peu sorcières dans des contes en Europe de l'Est. Les Babayagas vivaient, selon la légende, dans des maisons faites de pain d'épices et de pâte d'amande. Elles y racontaient des histoires aux enfants qui en profitaient pour grignoter leurs maisons. Les Babayagas, fâchées de cette effronterie, dévorèrent tout crus les garnements…
(2) Le coût d'un séjour au sein d'une maison de retraite conventionnelle est d'au moins 2500 € par mois.
(3) Le PSU, Parti socialiste unifié, se situait à la gauche du PS dans les années 1960 et 1970. Il a connu son heure de gloire en soutenant l'indépendance de l'Algérie et des anciennes colonies. Il a disparu à la fin des années 1980.

Alors que le projet franchissait différentes étapes administratives, un colloque a été organisé le 8 mars 2007 sous l'égide du conseil général de Seine-Saint-Denis. On y a débattu de la place des vieux et des vieilles dans la société, de leur nombre croissant (4), de l'art de bien vieillir, d'expériences diverses. A l'issue du colloque a été posée la première pierre sur le terrain proposé par la mairie, en plein centre-ville.
C'est alors qu'un obstacle intervient : le département refuse le financement du projet sous prétexte qu'il exclut les hommes. Pour Thérèse Clerc, il y a un problème entre la rigueur des administrations et le côté innovant du projet : cela n'entre pas dans les cases toutes faites et il est plus facile de bloquer le projet que de réfléchir à une évolution du cadre administratif.
Mais les Babayagas ne se laissent pas abattre : conférences de presse, débats dans plusieurs villes, pétitions (avec signature d'hommes) font tout pour faire avancer le dossier. Début 2008, celui-ci est sur le bureau de Christine Boutin, ministre du logement, qui s'est déclarée intéressée.


DR
Réunion des candidates pour le projet.

Thérèse Clerc avance l'idée d'une discrimination positive : les femmes à la retraite touchent en moyenne 42 % de pension en moins que les hommes. Elle dénonce également un faux problème : à 80 ans, il y a sept femmes pour un homme. Des cours ont été mis en place avec une ergothérapeute pour travailler l'autonomie, la respiration, l'équilibre…
Comme le dit joliment Thérèse Clerc : "Vieillir vieux, c'est bien, vieillir bien, c'est mieux".
La nouvelle maire de la commune, Dominique Voynet, va-t-elle aider à faire avancer le dossier ? L'écologie aurait tout à y gagner.

M.B ■

Maison des Babayagas, Thérèse Clerc, 1, rue Hoche, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 80 53 ou Suzanne Goueffic : 01 48 08 35 08 ; Monique Bragard : 01 48 59 86 83.

› Voix d'elles rebelles
Voix d'elles rebelles est une association féministe de défense du droit des femmes et des jeunes filles de toutes origines, notamment celles issues de l'immigration. On ne naît pas Citoyen(ne), on le devient. *Voix d'elles rebelles, cité Gabriel-Péri, 1, place Lautréamont, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 22 93 29, www.voixdelles.org.*

› Le peuple qui manque
Le peuple qui manque est une structure de programmation et de distribution de films créée en 2005. C'est un laboratoire de réflexion autour de l'art contemporain, de la vidéo plasticienne, du cinéma politique et des multitudes. Elle organise des événements ponctuels (festival de films, programmation dans des cinémas, expositions, rencontres, etc.), principalement sur la question du genre. *Le peuple qui manque, Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 08 68.*

› Et également
■ Maison des femmes de Montreuil, 28, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 46 59.
■ Femmes solidaires, 12, avenue Edouard-Vaillant, 93000 Bobigny, tél : 01 48 47 44 97.
■ Observatoire départemental des violences envers les femmes, Ernestine Ronai, ronai@cg93.fr, tél : 01 43 93 92 78, www.seine-saint-denis.fr/Observatoire-dpartemental-des-.html. *Premier département à mettre en place un tel observatoire afin de favoriser le travail des partenaires sociaux et de rendre visible le phénomène.*
■ SOS femmes 93, 4, place Albert-Thomas, 93140 Bondy, tél : 01 48 48 10 48. *Centre d'accueil d'urgence.*
■ Afana, Femmes africaines pour un nouvel avenir, 44, boulevard Anatole-France, 93300 Aubervilliers, tél : 01 43 52 17 48.
■ Femmes des deux rives, 22, rue Henri-Barbusse, 93300 Aubervilliers, tél : 06 21 41 27 60.
■ Amicale du Nid, 11/13, rue Félix-Merlin, 93800 Epinay-sur-Seine, tél : 01 41 68 20 28.

(4) Les plus de 65 ans devraient être 17 millions en France en 2020.


Marie Clem's
De nombreuses associations ont leur siège dans cet immeuble de Montreuil.

Le CLER, Comité de liaison de culture dans le domaine

Si vous avez une vue aérienne de Montreuil, vous remarquerez, sur un immeuble, une immense centrale photoélectrique. Surnommée "le toit bleu", elle se trouve sur le toit d'un immeuble géré par les HLM. A l'origine, cette installation provient d'une campagne de Greenpeace, qui avait collecté des fonds pour développer une centrale de démonstration. Ne pouvant l'installer sur son propre immeuble, Greenpeace l'a proposé au collectif d'associations qui occupe le dernier étage de l'immeuble du 2 bis, rue Jules-Ferry.

Une centrale de démonstration

Cette centrale de démonstration a bénéficié d'un apport de 10 000 € de la part de sympathisants de Greenpeace, et le montage financier, avec des aides diverses (Europe, Ademe, OPHLM) a permis d'investir à l'arrivée environ 150 000 €. Aujourd'hui "le toit bleu" reste la plus grande installation photovoltaïque en Ile-de-France, bien que sa production soit encore modeste : l'équivalent de la consommation de huit foyers en électricité. L'OPHLM, Office public des HLM, satisfaite du fonctionnement du toit bleu, envisage maintenant de créer 500 toits sur le même modèle : si l'on monte visiter le toit bleu, on peut se rendre compte, en regardant alentour, que des milliers de toits sont disponibles pour accueillir d'autres photopiles, sans avoir à envisager, comme le font malheureusement maintenant les grosses structures, de placer des centrales solaires en plein champ.



Sous le toit bleu, des énergies, renouvelables

énergies renouvelables, espère, par son réseau, provoquer un changement de l'énergie afin d'aller vers une société plus sobre et plus décentralisée.

Alors que le développement des énergies renouvelables semble aller dans le sens d'une centralisation accrue, avec parcs éoliens et centrales solaires géantes, le CLER, installé à l'étage inférieur, est une fédération nationale dont le travail consiste à rappeler que les choix sont politiques et que la centralisation des énergies renouvelables n'est pas justifiée.Vouloir faire encore des centrales n'est qu'un manque de réflexion pour ceux qui ont déjà la culture des centrales thermiques ou nucléaires.

Consommer moins, consommer localement

Dès l'antiquité, le potentiel du vent et du soleil a été perçu : que l'on pense aux navires à voile, aux moulins à vent, au séchage des plantes sur les toits… Mais ce n'est que dans les années 1970, avec le premier choc pétrolier, que le sujet devient un enjeu de société. Des associations de promotion des énergies renouvelables voient le jour localement, en bonne partie pour contrer le discours sur le recours inévitable au nucléaire.
En 1984 se met en place une première fédération de ces associations. Au fil des ans, elle s'ouvre à d'autres structures, notamment les artisans installateurs, les fabricants, les architectes, puis, dans les années 1990, à quelques industriels. Le plus gros est alors Vergnet, fabricant d'éoliennes, qui compte une cinquantaine de salariés. Les associations restent moteurs dans le CLER.
En 1996 apparaît le Syndicat des énergies renouvelables, pour défendre les intérêts des industriels. On y trouve de gros adhérents comme EDF, Areva… Pour ce syndicat, il s'agit avant tout de négocier des conditions avantageuses pour produire. Il n'y a pas de prise en considération des questions de maîtrise de l'énergie, des économies d'énergie… Le syndicat cherche à produire **plus** alors que le CLER se pose la question d'utiliser **mieux** les énergies disponibles.
Cela conduit à des approches totalement différentes, dans le domaine des agrocarburants par exemple, mais également dans la question de la taille des installations, sur la vision que l'on peut avoir d'une politique énergétique, sur la question sociale de la décentralisation des sources de production…
Le CLER s'est toujours prononcé pour la décentralisation, la maîtrise de l'énergie, la diversification des modes de production, afin de favoriser une prise en charge locale et démocratique de la question énergétique.

Faire passer l'information

Dans le sens d'une meilleure diffusion locale des informations, le CLER est à l'origine de la mise en place d'un réseau de points info-énergie qui sera ensuite repris par l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, agence gouvernementale rattachée au ministère de l'écologie.
Pour favoriser la prise en compte locale des questions d'énergie, le CLER a établi différents

Apij-Bat

L'association Apij-Bat, association pour l'insertion des jeunes dans le bâtiment, est une entreprise solidaire qui cherche à favoriser l'insertion des jeunes. Depuis 2000, elle a choisi de ne plus faire que de l'éco-construction en Ile-de-France. Elle a par exemple rénové les locaux de l'association Franciade, à Saint-Denis, association présentant des poteries artisanales réalisées selon les méthodes redécouvertes lors de fouilles locales.

■ Apij-Bat, 7, place Youri-Gagarine, cité des Cosmonautes, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 29 73 70.

■ Franciade, 42, rue de la Boulangerie, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 26 25 79.

Et également

■ Entreprise RC-Eco, 146 bis, rue Chanzy, 93100 Montreuil, tél : 01 48 57 89 28. *Isolation par l'extérieur de bâtiments anciens.*

■ APS Achitecture patrimoine santé, 71, rue de Robespierre, 93100 Montreuil, tél : 01 48 59 28 91. *Architecte. Conseil et formation en construction bois, chanvre, terre, géobiologie, feng shui, ossature bois, bioclimatique…*

■ Bâtiments verts, bio-architect, 22, avenue Jean-Jaurès, 93420 Villepinte, tél : 01 48 61 30 71. *Aide à l'auto-construction, construction bois ou chanvre, bioclimatique, HQE.*

■ Eric Schmitt, 9, rue Marceau, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél : 01 41 71 11 04, architecte, matériaux sains et bioclimatique.

■ François Pelegrin, 36, promenade Marx-Dormoy, 93460 Gournay-sur-Marne, tél : 01 43 04 03 03. *Architecte en habitat sain.*

■ Patrick Petit, 118, avenue de la Résistance, 93340 Le Raincy, tél : 01 43 81 19 61. *Architecte en habitat sain.*


Marie Clem's

Visite sur le toit avec Raphaël Claustre.

concours entre les communes : celles qui ont le plus recours au solaire thermique, au solaire photovoltaïque, avec des catégories qui tiennent compte du nombre d'habitants dans chaque commune. Ce genre de concours permet une émulation entre les élus et des débats locaux.
Au sein des adhérents du CLER, on compte plusieurs centres de documentation comme le CIELE à Rennes ou Observer à Paris. Le CLER dispose également dans ses bureaux d'un centre de documentation. Une publication bimestrielle, CLER-infos, permet aux adhérents de se tenir au courant de ce que l'ensemble de la filière accomplit dans différents domaines.
Toujours dans un souci de promotion au niveau local, les associations adhérentes se coordonnent pour assurer des journées portes ouvertes (en octobre) dans différents lieux : chaufferies bois, cogénération, maisons bioclimatiques, maison passives, maisons solaires, microhydraulique, petit éolien… Il faut toujours rappeler que nous avons tout un ensemble de techniques disponibles et que chacun, personne ou collectivité, doit trouver un équilibre entre ces techniques.
Le CLER édite différents documents de synthèse sur des questions techniques, sans occulter les problèmes politiques. Il est aussi partie prenante dans différents cursus de formation pour les métiers de terrain, les questions liées à l'urbanisme…

Faire évoluer la politique énergétique

Si le CLER est une structure distincte de l'association négaWatt (1), plusieurs de ses administrateurs en font partie et il se retrouve sensiblement dans la démarche : d'abord économiser et maîtriser les consommations pour diminuer les besoins, avant de chercher, localement, comment répondre aux besoins.
En France, la recherche sur la maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est encore très faible. C'est souvent une question d'individus. Depuis plusieurs années, le CLER, en liaison avec la région Ile-de-France, pousse à la création de l'INES, un futur centre de recherche.
Le "Grenelle de l'environnement" a permis au CLER de présenter certaines priorités dans le domaine de l'énergie : notamment la nécessité d'accélérer l'évolution des normes dans la construction neuve, pour rattraper ce qui se fait déjà dans des pays voisins, ou encore de débloquer des fonds pour abaisser la consommation d'énergie dans l'habitat ancien.
Le site Internet du CLER explique concrètement, région par région, comment amorcer un dossier administratif pour aller dans le sens de la rénovation énergétique du bâti ancien.
Si, au Grenelle de l'environnement, le nucléaire a été enlevé des débats comme condition préalable du gouvernement, le CLER a quand même choisi d'être présent car il importe d'impulser un changement de culture dans la question de l'énergie : quand on aura la possibilité de faire des choix énergétiques localement — ce que laisse présager le développement des énergies renouvelables — il n'y aura plus de place pour le nucléaire ou les grosses installations (2).
Le fait que le nucléaire ait été hors débat n'est pas jugé forcément négatif. Raphaël Claustre, qui a suivi les rencontres, estime en effet que si le nucléaire avait été au programme, cette énergie qui ne représente que 16 % de l'utilisation finale aurait sans doute occupé 99 % du temps ! Reste que le nucléaire engloutit pour le moment plus de 80 % des budgets de recherche et que si l'on utilisait cet argent pour développer des énergies renouvelables décentralisables, il serait sans doute plus facile d'atteindre les objectifs français, notamment dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.
Une autre politique énergétique est possible, encore faudrait-il que le débat sur le sujet soit possible, ce qui reste bien difficile en France. Le CLER participe à de nombreuses initiatives européennes et peut se regonfler le moral en voyant ce qui se passe au-delà de nos frontières.

M.B ■

CLER, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.


Marie Clem's

Le CLER dispose d'un centre de documentation.

(1) Association négaWatt, Ecosite, BP 147, 34140 Mèze, www.negawatt.org
(2) Certains projets éoliens, par exemple en mer du Nord, atteignent déjà plusieurs centaines de MW, soit des puissances proches de celles de petits réacteurs nucléaires. Un choix purement capitalistique.

Les Amis de la Terre

Dans les mêmes locaux que le CLER, on trouve les Amis de la Terre. Ceux-ci ont une longue histoire et, après un passage à vide dans les années 1990, l'association connaît aujourd'hui un important regain d'activité.

Les Amis de la Terre sont nés au niveau international au tout début des années 1970. Avec *Greenpeace* et le *WWF* (*Organisation mondiale de protection de l'environnement*), il fait partie des trois grands réseaux internationaux écologistes. Dans les années 1970, les groupes locaux des Amis de la Terre se multiplient et l'on en compte près de 200 dans toute la France. D'un fonctionnement très démocratique, ils sont alors de tous les combats et nombre de leurs adhérents fournissent d'intéressantes réflexions à travers des livres et différentes revues.

Alors qu'un débat se fait autour de la naissance d'un mouvement politique, une partie de la fédération des Amis de la Terre de Paris décide de se lancer en politique. Cela débouche sur la candidature de Brice Lalonde aux élections présidentielles de 1981. En 1984, les Verts naissent et… ne reconnaissent pas la direction de Brice Lalonde. S'ensuit alors une période troublée de concurrence, où Brice Lalonde crée le parti *Génération écologie*.

Des décisions à la base

Du côté des *Amis de la Terre*, ces conflits provoquent hésitations et découragement. Si, rapidement, il est voté que les *Amis de la Terre* restent dans le domaine associatif, le mal perdurera longtemps. Des militants optent alors pour le passage chez les Verts, d'autres se concentrent sur le travail local.

Quelques groupes d'*Amis de la Terre*, notamment dans le sud-ouest, vont survivre à cette longue crise et mener localement leurs actions comme auparavant.

A la fin des années 1990, il ne reste qu'une douzaine de groupes actifs. Une réflexion est engagée au niveau fédéral pour relancer le mouvement et recréer un processus démocratique, qui débouche en 2003 sur l'adoption de nouveaux statuts qui donnent encore plus le pouvoir à la base, c'est-à-dire aux groupes locaux. La structure nationale se définit alors comme une "agence de conseil" en lien avec des groupes locaux autonomes et assure la liaison avec l'international.

Concrètement, par rapport au fonctionnement de *Greenpeace*, où les campagnes sont décidées au niveau international pour être appliquées localement, les *Amis de la Terre* appliquent le processus inverse : les groupes locaux travaillent sur leur problématique et proposent aux autres groupes une mutualisation des actions. Cela peut alors devenir une campagne nationale, voire remonter au niveau international. Le national répercute également des appels de l'international pour des campagnes lancées dans d'autres pays ou dans le cadre de grande coalition d'ONG (par exemple sur les forêts tropicales, les institutions financières). Elle peut participer à ces campagnes sans implication de groupes locaux si ceux-ci donnent leur feu vert. Le débat interne permet souvent de donner aux demandes internationales une orientation spécifique.

Ce nouveau fonctionnement a fait remonter les effectifs de 900 personnes en 2000 à près de 3000 aujourd'hui. Cela reste encore très faible par rapport à la Grande-Bretagne, par exemple, où l'on compte 120 000 membres.

Climat et logement

Il s'agit aussi de ne pas refaire ce que font d'autres associations. Ainsi, sur la question du climat, les *Amis de la Terre* ont décidé de mener une campagne cherchant à relier le social à l'écologie. Ils ont choisi d'intervenir dans le domaine du logement (20 % des émissions de gaz à effet de serre) et font la promotion de l'isolation. Ils ont édité, en septembre 2007, un guide indiquant les démarches à suivre pour celui qui veut isoler chez lui, qu'il soit locataire, copropriétaire ou propriétaire. Cette campagne s'est faite en accord avec le RAC (*Réseau Action Climat*), qui partage des locaux voisins (voir article suivant).

Au niveau national, les *Amis de la Terre* ont participé au Grenelle de l'environnement et ont demandé, en coordination avec d'autres associations comme le *CLER*, une réglementation plus économe et, surtout, le lancement de formations spécifiques dans le domaine du bâtiment : la rénovation du bâti ancien pourrait employer jusqu'à 100 000 personnes dans un domaine où il manque déjà 40 000 personnes. Les discussions ont montré qu'alors que les diagnostics sont maintenant obligatoires en cas de vente d'une habitation, on manque de personnes compétentes pour faire ces diagnostics.

> **Un groupe local** des Amis de la Terre Montreuil-Est Francilien s'est créé au printemps 2005. Il regroupe aujourd'hui une petite dizaine de membres actifs. Il organise des projections cinéma et des débats. Il a créé un jeu de plein air sur le thème des transports. Il participe au Conseil local de l'environnement de Montreuil. Il a mis en place un bus pédestre dans le quartier du bas Montreuil.
> Contact : Léa 06 66 65 28 12
> *http://atmontreuil.canalblog.com*

> **La Maison ouverte**
> La *Maison ouverte* propose de mettre en relation activités culturelles, politiques, artistiques et sociales. Il s'agit de partager les solidarités, lutter contre toutes les formes d'exclusion, transmettre des idées et des savoirs, organiser des moments de convivialité…
> *La Maison ouverte, 17, rue Hoche, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 29 02.*

> **Ras l'Front**
> Ras l'Front est un réseau de lutte antifasciste, regroupant une centaine de groupes en France et publiant un mensuel.
> ■ Ras l'front, Bourse du travail, 11, rue Génin, 93200 Saint-Denis.
> ■ Ras l'front, BP 104, 93370 Montfermeil.
> ■ Ras l'front, 35-37, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil.
> ■ Ras l'front, BP 77, 93162 Noisy-le-Grand cedex.


Marie Clem's

Repas entre permanents des associations.

Réduire les déchets

De nombreux groupes locaux — ils sont aujourd'hui une trentaine — sont confrontés à la question des plans départementaux d'élimination des déchets, avec souvent comme solution technocratique le recours à l'incinération. Les incinérateurs ne faisant que séparer les déchets en énergie, gaz, liquide et mâchefers, ils ne résolvent pas la question, mais la déplacent (pollution par les dioxines par exemple). Les groupes locaux font la promotion de la réduction des déchets à la source, animent des campagnes de sensibilisation sur nos modes de consommation, prônent en fin de compte le tri avec compostage des déchets organiques, réutilisation et recyclage le plus poussé possible.
Ces groupes locaux ont proposé au niveau national de mener une campagne spécifique sur les piles. Cette campagne qui s'est tenue en 2006 a dénoncé le faible taux de recyclage (malgré une obligation légale de rapporter les piles aux vendeurs), et a fait la promotion de moyens d'éviter les piles dans de nombreux cas. Une campagne sur la valorisation des déchets organiques devrait suivre.

Responsabiliser les banques

Dans le cadre d'une campagne internationale, les Amis de la Terre ont développé une campagne d'interpellation des institutions financières. Cette démarche s'est révélée ambiguë : si les banques ont maintenant l'obligation légale de présenter un "bilan environnemental" de leurs activités, cela se traduit par des économies d'énergie dans leurs agences, par des sièges luxueux aux normes "haute qualité environnementale"… mais les banques refusent systématiquement d'ouvrir le débat sur les prêts accordés, leurs finalités et leurs conséquences sur l'environnement. Pour le moment, seule la Caisse d'épargne s'est montrée intéressée pour réaliser un bilan-carbone de ses placements. Le syndicat Sud-Banque a fait part de son intérêt pour la démarche mais n'a pas réussi à faire remonter la question dans les institutions.

Se développer

La coordination nationale reste une petite structure avec une dizaine de salariés. Elle bénéficie d'un financement à 40 % par des fondations qui soutiennent les Amis de la Terre au niveau international, à 20 % par des fonds publics accordés dans le cadre d'études spécifiques ou en subvention de fonctionnement, 20 % par des emplois aidés et le reste provient des contributions des adhérents et des groupes locaux, et des retours sur les campagnes.
Ce manque d'autonomie financière est aujourd'hui un frein. Les fondations donnent de l'argent en fonction des campagnes. Si par exemple, en ce moment, le travail sur les agrocarburants est financé, il n'y a pas de fonds pour traiter d'autres sujets pourtant importants comme le nucléaire ou les OGM.
Actuellement, les Amis de la Terre sont présents dans 72 pays. C'est le réseau qui compte le plus de groupes locaux, même s'il n'est pas toujours visible car certains pays ont adopté d'autres noms : Bund en Allemagne, Pronatura en Suisse. Un bureau international d'une vingtaine de salariés, à Amsterdam, a essentiellement pour rôle de faire circuler les informations. Il n'a pas un rôle de direction comme au WWF ou à Greenpeace. Ce sont les groupes locaux qui ont le pouvoir de décision.
Il y a également un bureau à Bruxelles d'une vingtaine de personnes — une par langue — pour suivre les débats de l'Union européenne et alerter les groupes locaux des décisions qui vont être prises. Le bureau européen travaille actuellement beaucoup sur les questions des OGM et du climat.


Marie Clem's

Anne Bringault, directrice des Amis de la Terre.

Les Amis de la Terre français connaissent donc un renouveau qui n'a pas encore atteint le niveau des années 1970, mais qui est significatif d'un retour à un besoin de fonctionnement démocratique par la base, et aussi de la nécessité de faire le lien entre l'écologie et les questions sociales. C'est sans doute aujourd'hui le réseau international le plus cohérent entre les idées défendues et ses pratiques.

M.B ■

› et également

- Alternative libertaire, BP 118, 93511 Montreuil cedex, http://libertaires93.over-blog.com.
- Réseau Voltaire, BP 35, 93201 Saint-Denis cedex 01.
- Les Verts 93, Alain Terres, 24 b, allée Henri-Barbusse, 93320 Les Pavillons-sous-Bois, tél : 01 48 02 01 82.
- Les Verts Montreuil, Joseph Rynkiewicz, 64, rue Nungesser, 93100 Montreuil, tél : 08 70 32 60 36.
- Les Verts Les Lilas, Pierre Stoeber, 80 b, rue de Romainville, 93260 Les Lilas, tél : 01 48 97 22 97.
- Les Verts d'Aubervilliers, Odile Fournier, 181, avenue Jean-Jaurès, 93300 Aubervilliers, tél : 01 48 34 90 06.
- Les Verts du Raincy, Ginette Contrastin, 15, allée Valère-Lefebvre, 93340 Le Raincy, tél : 01 43 81 84 45.
- Les Verts d'Aulnay, 80, avenue Anatole-France, 93600 Aulnay-sous-Bois, tél : 01 48 79 15 13.
- Pantin Ecologie, Gérard Dabin, 11, avenue Weber, 93500 Pantin, tél : 01 48 43 81 54.
- Alternatifs 93, Claude Goislot, appt 499, 17, rue Gaston-Dourdin, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 26 58 10.
- Sud-Rail, 17, boulevard de la Libération, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 35 75.
- Groupe des conseillers communautaires verts et citoyens de Plaine commune, 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis cedex, tél : 01 55 93 57 14.
- LCR, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
- CNT 93, BP 58, 93260 Les Lilas, tél : 06 70 80 08 27, http://cnt-f.org/ud93.
- Attac 66-72, rue Marceau 93100 Montreuil, tél : 01 41 58 17 40, www.france.attac.org.



DR

Action devant le Parlement de Bruxelles en mai 2008, dénonçant l'utilisation de voitures polluantes par ceux chargés de fixer les normes.

Un Réseau au secours du Climat

Né en 1996, avant les accords de Kyoto, le Réseau Action Climat fédère les associations qui mènent une action dans le domaine du changement climatique.

En 1992, lors du sommet de Rio, les preuves s'accumulent que nous avons un réchauffement climatique d'origine humaine. Des négociations au niveau international commencent pour essayer d'obtenir de la part des Etats un engagement à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces négociations vont déboucher en 1996 sur ce que l'on a appelé le protocole de Kyoto.

A l'époque, Antoine Bonduelle, qui dirige l'INESTENE, un bureau d'étude sur les questions énergétiques aujourd'hui disparu, et Hélène Connor, chargée de campagne à Greenpeace sur la question du climat, constatent l'absence de coordination entre les différentes associations françaises.

Reprenant ce qui se fait dans d'autres pays, ils proposent aux différentes associations de se fédérer pour créer une association spécifique ayant pour but de suivre les négociations internationales, les études scientifiques, les mesures mises en application et de faire circuler l'information auprès des groupes adhérents. Le RAC-France est né en 1996, avec au départ 14 structures adhérentes (liste ci-contre).

Ensemble dans le bon sens

Le RAC permet de partager les informations, les compétences, mais également de peser politiquement face aux institutions. Au départ, il n'avait pas vocation à s'adresser au grand public. Cela se fera progressivement. Sollicité pour faire de l'expertise, il livre des résultats qui donneront des publications destinées, elles, au public.

La mise en place de cette coordination permet de prendre conscience que le thème du changement climatique touche beaucoup de secteurs… et donc beaucoup de réseaux associatifs. Pour les institutions, le RAC va vite être perçu comme un centre de ressources, ce qui va nécessiter de collecter des données et de les rendre accessibles. Du côté du public, les demandes de conférences vont se multiplier.

L'Union européenne va lui demander de recenser les initiatives pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et le charge en plus d'évaluer l'impact de ces initiatives.

Au départ, ce sont les associations adhérentes qui vont reprendre à leur compte les demandes, mais très vite, une personne sera embauchée pour

Les groupes adhérents

- Greenpeace
- le WWF
- les Amis de la Terre
- le CLER
- la FNAUT (Fédération nationale des associations d'usagers des transports)
- 4D (Dossiers et débats pour le développement durable)
- Agir pour l'environnement
- FNE (France Nature environnement)
- Fubicy (Fédération des usagers de la bicyclette)
- LPO (Ligue pour la protection des oiseaux)
- Réseau Sortir du nucléaire
- EDIF (Energie durable en Ile-de-France)
- Hélio international
- Hespul

Environnement

- Gagny environnement, Jean Denis, 18, rue des Collines, 93220 Gagny, tél : 01 43 81 49 20.
- Forêts en Aulnoye, BP 42, 93290 Tremblay-en-France, tél : 01 43 83 30 26.
- Amis de la Nature, Ghislaine Gardaire, 10, rue Roger-Salengro, 93330 Neuilly-sur-Marne.
- ADSEPA, Association de défense du plateau d'Avron, Roger Lignot, 20, rue Fernand-Sanglier, 93360 Le Plateau-d'Avron, tél : 01 43 00 47 33.
- Environnement 93, Agnès Auger, Daniel Maunoury, 7, rue Pasteur, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 40 12 31 18.
- Centre ornithologique d'Ile-de-France, maison de l'oiseau, parc de la Poudrerie, allée Eugène-Burlot, 93410 Vaujours, tél : 01 48 60 13 00.
- Circuler autrement, André Ridon, 10, avenue Dumont, 93600 Aulnay-sous-Bois.

sur *www.idfe.org*.



DR

Action en avril 2008 dénonçant les publicités illégales pour les automobiles. La loi impose en effet que la consommation et les émissions du véhicule soient aussi lisibles que le slogan.

Egalement dans le même bâtiment

> **Déclic,**
tél : 01 48 57 86 72, www.declicsolidarite.org
Créée en 1995, Déclic, agitateur de solidarité, est une association qui a pour objet d'accompagner les acteurs de la solidarité et du développement durable dans leurs actions de communication et de sensibilisation.

> **Cofides Nord-Sud**,
tél : 01 49 33 00 51, www.cofides.org
Pour pallier l'insuffisance des systèmes bancaires dans les pays du Sud, *Peuples solidaires* et *Terre des hommes France* ont créé en 1995 la Coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire Nord-Sud afin de proposer au Nord comme au Sud des formes novatrices de solidarité. Des centaines de porteurs de projets ont depuis pu bénéficier de la garantie *Cofides*, pour l'accès à du micro-crédit.

> **Peuples solidaires,**
tél : 01 48 58 21 85, www.peuples-solidaires.org
La fédération Peuples solidaires est une association de solidarité internationale née en 1983 de la fusion entre deux mouvements : le Mouvement 1% Tiers-monde pour un développement solidaire (créé en 1974) et l'Union des comités pour le développement des peuples (créée en 1972). Peuples solidaires fédère des adhérents individuels et des groupes locaux qui souhaitent agir pour un "développement solidaire de tous les peuples". Elle regroupe 80 associations locales, 300 adhérents individuels et 7500 personnes participent aux campagnes de son Réseau-solidarité.

suivre ce qui se passe au niveau international. Et puis une deuxième sera chargée de la circulation de l'information et des questions agricoles, une troisième de la coordination des actions des associations et de la question des transports, enfin une quatrième va travailler plus spécifiquement en direction des collectivités locales pour les conseiller dans la mise en place d'un plan climat. Le RAC n'a pas de bénévoles : les personnes qui veulent l'aider sont renvoyées vers les associations adhérentes. Les salariés sont sous contrôle d'un conseil d'administration où siègent treize personnes, une par association fondatrice.

Le Pari



Le RAC va relayer, en France, en 2000, la campagne internationale "Le Pari" qui consiste à demander à des élèves et des étudiants, pendant une année scolaire, soit huit mois, d'atteindre dans leur établissement les objectifs du protocole de Kyoto prévus sur… huit ans. Cette campagne, qui donnera d'excellents résultats, permettra de mettre en avant la faible mobilisation de nos politiques et l'énorme potentiel dont on dispose pour diminuer nos émissions (économies d'énergie, choix dans la mobilité…).

Faire passer l'information au Sud

Outre son rôle en France de circulation des informations et de gestion des demandes de conférences, le RAC a développé une autre activité à la demande d'associations de l'Afrique francophone : un travail de traduction des conférences internationales, ces associations n'ayant que rarement accès aux débats internationaux. Le RAC est ainsi en relation avec de nombreux groupes dits "du Sud" qui prennent conscience des actions à mener chez eux : lutte contre la déforestation, adaptation au changement climatique, mais aussi questions énergétiques liées à des projets de développement.

Elargir la mobilisation

Avec le temps et l'importance que prend la question climatique dans les débats politiques, le RAC a tissé des liens de plus en plus larges avec d'autres réseaux comme celui des magasins Biocoop, le mouvement altermondialiste Attac, le CRID (coordination d'associations de solidarité internationale)… Quand des campagnes sont lancées, le RAC est souvent sollicité mais, le plus souvent, il se cantonne dans un rôle d'expertise, vérifiant que les argumentaires de campagne ne contiennent pas d'erreurs. Il n'a pas un rôle militant.
Le RAC propose une lettre électronique mensuelle, Infos de serre, qui communique les dernières informations sur le sujet.
De fait, cette fédération constitue un contre-pouvoir important face à des lobbies qui, derrière un discours de "développement durable", cherchent surtout à protéger durablement leur position. Le RAC s'oppose ainsi aux constructeurs automobiles et aux discours erronés sur la voiture propre. De même, le RAC a publié d'excellentes données sur la question du nucléaire, montrant que celui-ci n'a et n'aura qu'un rôle marginal sur la question de l'effet de serre.

M.B ■

RAC, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92, www.rac-f.org.

Pour ne pas être génétiquement manipulés

Depuis plusieurs années, la lutte est intense autour de la question des organismes génétiquement modifiés. Dissémination de pollens, fauchages volontaires, clause de sauvegarde... Au milieu des arguments et des approximations des uns et des autres, Inf'OGM essaie de faire passer les informations les plus justes possibles.

Christophe Noisette, qui a une formation de philosophie, était objecteur de conscience à la *FPH, Fondation pour le progrès de l'Homme Charles Leopold Meyer*. Cette fondation intervient sur les grandes questions planétaires et notamment sur les questions agricoles et la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, trois rencontres sur le thème des OGM, en Suisse, en Belgique et en Inde, ont été organisées et à chaque fois une publication réalisée pour capitaliser l'expérience de ces rencontres. Lors de ces conférences, Christophe Noisette rencontre des organisations comme *Greenpeace, Solagral, la Confédération paysanne*… qui mènent des campagnes contre les OGM. La FPH leur propose alors de réfléchir au moyen de faire circuler les informations entre ces orgainsations. L'idée de mutualiser un service d'information qui vérifierait, traduirait, synthétiserait et contextualiserait une information disparate et polémique fait son chemin et la fondation donne son feu vert pour financer une association qui assurerait ce rôle. C'est ainsi qu'en 1999 est née l'association *Inf'OGM, veille citoyenne sur les OGM*.

OGM et choix de société

Christophe Noisette est embauché en septembre 1999 comme animateur de l'association et bénéficie alors d'une aide de l'Etat sur cinq ans (contrat emploi-jeune). La première activité de l'association va être de publier tous les mois un quatre-pages. Au départ, avec le financement de la fondation, ce bulletin est offert gratuitement aux associations et aux particuliers qui en font la demande.
Le sujet prenant de l'ampleur, il est complété, à partir de 2001, par des dossiers thématiques de 4 à 8 pages (par exemple : "polémiques autour du riz transgénique doré", mars 2001). A partir de 2004, le bulletin devient payant pour assurer un plus grand autofinancement et pallier au désengagement du ministère de l'Environnement. Les informations restent largement gratuites via le site internet de l'association.

Contrairement à certaines approches, la question des OGM n'est pas abordée uniquement pour son aspect scientifique, mais également sous un angle social : quelles conséquences le choix des OGM peut-il entraîner sur la société (privatisation des semences et du vivant, risque de prolifération, enjeux financiers, implications dans le domaine de la recherche, questions éthiques…).
Pour suivre les différents aspects des questions que posent les OGM, l'association va progressivement embaucher. Ils sont aujourd'hui cinq salariés (pour trois plein-temps) : Christophe Noisette continue à animer la circulation de l'information (rôle de rédacteur en chef), une personne travaille sur les questions scientifiques, une autre sur les questions juridiques, une autre assure l'administratif et le rôle important mais discret de secrétaire de rédaction et la dernière le secrétariat et la comptabilité.



Christophe Noisette / www.lairederien.net

Exposition pédagogique organisée avec une association algérienne AREA-Ed, et une association de Montpellier BEDE, exposée ici à la bibliothèque nationale d'Alger.

Constatant que le bulletin est trop technique pour le grand public, il sera remplacé en juillet 2006 par deux autres publications. *Inf'OGM ACTU*, destiné aux acteurs engagés sur le débat des OGM (associations, journalistes, responsables politiques ou scientifiques), proposé uniquement par abonnement internet, réactualisé plus souvent que le bulletin papier. Un bulletin grand public, nommé simplement *Inf'OGM*, com-

Enseignement des médecines complémentaires

Depuis le début des années 1980, il est possible de suivre des cours au sein du département des médecines complémentaires de l'Unité de formation et de recherche santé, médecine et biologie humaine de Bobigny, au sein de la faculté de médecine. En soirée ou en week-end, les étudiants de médecines peuvent y suivre des cours d'acupuncture, mésothérapie, ostéopathie, acupuncture obstrétricale, phytothérapie, naturopathie, homéopathie, pharmacopée chinoise, auriculothérapie. Certaines disciplines sont ouvertes à des non-médecins.
Département des médecines complémentaires, UFR Santé, médecine et biologie humaine, 74, rue Marcel-Cachin, 93017 Bobigny cedex, tél : 01 48 38 76 11.



Marie Clem's

Christophe Noisette.

posé de quatre pages d'actualité, d'une fiche technique, d'une page de débat, d'une page de présentation des ouvrages ou vidéos récemment publiés paraît tous les deux mois. Ces médias différents ouvrent des débats de plusieurs niveaux avec des publics différents. En revanche, cela demande d'avoir des modes de rédaction différents.


Christophe Noisette / www.lairederien.net

A la tribune, à Tizi Ouzoou (Algérie), Christophe Noisette, Salim Bourras

Répercuter les informations

Globalement, *Inf'OGM* ne cherche pas à prendre position : c'est aux associations, aux institutions, aux personnes de le faire. *Inf'OGM* collecte des informations, les analyse, les vérifie, les répercute et lance des débats sans y répondre. L'information est pour *Inf'OGM* la pierre d'angle du débat social, libre à chacun ensuite de se positionner. Par exemple, l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) a accepté de travailler sur l'idée de peupliers transgéniques spécifiques destinés à la fabrication d'agrocarburants dits de deuxième génération (comprendre non-alimentaires), et a reçu des autorisations pour des plantations de plein champ ; par ailleurs, il mène un programme pour la protection des espèces de peupliers anciens. Est-ce complémentaire ou contradictoire ?

Inf'OGM épluche une cinquantaine de sources de presse étrangère. Cela lui permet de relever des sujets qui peuvent faire l'objet de débats ailleurs : ainsi, dans la presse allemande, les actions des faucheurs volontaires en France sont jugés comme des actions violentes alors que le blocage d'un train nucléaire non. Alors violence ou non-violence ?

Beaucoup de questions portent sur le financement et la gouvernance de la recherche : où sont les priorités ? A qui profite telle ou telle recherche ? Qui a décidé de faire une telle recherche ?

Choix scientifiques ou choix politiques ?

Inf'OGM relate également les polémiques scientifiques, nombreuses car issues d'une science jeune, mais pour poser la question du lieu du débat : est-ce aux scientifiques de débattre entre eux de ces choix ? Dans la mesure où une polémique porte sur le danger potentiel de l'usage d'un OGM, le débat est-il scientifique ou politique ?

Inf'OGM travaille notamment en lien avec la fondation *Sciences citoyennes*, qui pose les mêmes questions. Cela permet des rapprochements entre différents sujets polémiques scientifiques : les OGM présentent de nombreuses similitudes avec le nucléaire et les nanotechnologies : culture du secret, investissement financier important, manipulation politique de l'information, risques à long terme… et, partout, déficit démocratique. Christophe Noisette aime lier la question des OGM à d'autres sujets "techniques", cela permet de relier une question *a priori* scientifique à une question de société. Mais *Inf'OGM* ne tranche pas : la loi dit que… l'institution X dit que… la firme dit que… l'association Y dit que… *Inf'OGM* fournit des éléments pour que chacun puisse élaborer dans l'intimité de ses valeurs, son propre jugement.

L'essentiel est d'agir comme un centre de ressources, en particulier pour les associations, les responsables politiques et les médias.

Pour trancher dans un débat, il faut un long processus. Ainsi, sur la question de la coexistence possible avec d'autres cultures, pendant sept ou huit ans, *Inf'OGM* s'est contenté de lister tous les cas où cela n'a pas fonctionné… pour en arriver aujourd'hui à dire que la position scientifique est consensuelle : il n'y a pas de coexistence possible.

Autres consensus :

- les procédures d'évaluation mises en place dans les pays qui utilisent des OGM ne constituent en rien des garanties quant à leur innocuité pour la santé humaine et pour l'environnement, tant les études menées sont incomplètes, orientées et incompatibles avec la rigueur scientifique ;
- La majorité des décisions politiques concernant les OGM sont prises contre l'avis des populations, parfois sous couvert de procédures de consultation inacceptables d'un point de vue démocratique.

Identifier les manques législatifs

Pour les règles qui prévoient qu'un produit contenant plus de 0,9 % d'OGM soit étiqueté en conséquence, *Inf'OGM* se contente de rappeler que 80 % des produits contenant des OGM vendus sur le marché échappent à la règle de l'étiquetage car la loi a "oublié" de considérer que les produits issus d'animaux nourris avec des OGM contiennent eux-mêmes des OGM (lait, œuf, viande, fromage).

L'expertise juridique permet d'analyser le contenu des lois et des décrets, de montrer ce qui était demandé et par qui… et de noter ce qui a été retenu ; cela montre le plus souvent une connivence

> Doulas

La doula est une femme au coté de la femme enceinte et de ceux qui l'entourent, elle est à l'écoute de ses désirs, ses besoins et la suit dans ses choix. Elle propose un accompagnement dans la continuité, une relation de confiance, de complicité et d'intimité de femme à femme. Pour l'association *Doulas de France*, la doula a pour vocation d'accompagner et de soutenir la future mère et son entourage pendant la grossesse, l'accouchement et la période postnatale, grâce à son expérience et à sa formation, et cela uniquement en complément du suivi médical choisi par les parents (hôpital, clinique, sage-femme libérale...). Une doula n'a pas de fonction médicale, elle n'est pas thérapeute. Elle soutient le travail des sages-femmes. *Doulas de France, 34, boulevard Chanzy, 93100 Montreuil, www.doulas.info. Agnès Aubry, 06 80 59 23 09 ou 08 72 12 41 70.*

> Et également

■ Mama Luna, 11, avenue Henriette, 93170 Bagnolet, tél : 01 48 70 87 75, www.mama-luna.fr. *Offrir aux parents des ressources pour un maternage épanoui, pour développer des liens forts entre parents et enfants.*
■ La santé autrement, 6, square du 11-Novembre-1918, 93240 Stains.
■ A l'écoute du monde, 10, rue Rochebrune, 93100 Montreuil.



(INA, Dz), Robert Ali Brac de la Perrière (BEDE) et Lila Salhi (Ina, Area-ed).

entre Etat et producteurs. L'exemple de la gestion réglementaire de la coexistence en France est frappant : les mesures ne sont pas des obligations mais sont issues d'un "accord" entre le ministère et l'AGPM, association des promoteurs des OGM. *Inf'OGM* fut à l'époque le seul média à en avoir clairement précisé la nature alors que les journaux et télés ont recopié le communiqué de presse du ministère de l'Agriculture sans trop se poser de question.
L'expertise se fait aussi dans le domaine de l'écriture : *Inf'OGM* est sollicité pour relire de nombreux documents pour des campagnes lancées par la Confédération paysanne, les Amis de la Terre… pour des dossiers dans la presse, pour des interventions dans le domaine de l'Education nationale.

Faiblesse du financement

Tout cela a un coût… Or les recettes de ces activités ne couvrent pour le moment que 13 % des frais. L'association doit donc jongler avec les emplois aidés, les dotations de fondations ou de particuliers. Il y a actuellement de nombreuses demandes de l'étranger, notamment des pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie) où les OGM se développent en dehors de tout débat politique ; aussi des pays africains (Burkina Faso, Sénégal…) : répondre à ces demandes est extrêmement complexe à cause des coûts de déplacements, des problèmes de traduction, de la nécessité d'appréhender le contexte juridique local… Bref, il y aurait fort à faire et l'argent reste un frein. Une ressource qui, malheureusement, ne manque pas dans le camp des promoteurs des OGM.
Malgré cette faiblesse du porte-monnaie, il est remarquable que, sondage après sondage, l'opinion publique reste toujours autant opposée à l'introduction des cultures OGM et à la mise en place d'une clause de sauvegarde sur le seul maïs autorisé en France, début 2008 ; cela peut laisser espérer un blocage d'une technologie que rien ne justifie.

M.B ■

Inf'OGM, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 65 40, www.infogm.org ou moins spécialisé : www.lesogm.org.

L'Usine solidaire

Une ancienne usine située face au stade de France sert de lieu de réception… et de réinsertion. Une démarche qui cherche à hisser les plus démunis vers le haut.

En 1984, confrontée à un problème de drogue d'un de ses enfants, Régine, chanteuse et tenancière d'une boîte de nuit à Paris, décide de créer *SOS Drogues*. Découvrant d'autres problèmes sociaux comme les difficultés de logement, d'emploi, de réinsertion pour les anciens prisonniers, Régine va multiplier les structures d'aides, regroupées au sein du *Groupe SOS*, énorme structure qui emploie aujourd'hui près de 2000 personnes dans différentes activités d'insertion (encart page suivante).

La main à la pâte

La chocolaterie Meunier est à l'abandon quand, en 2001, naît le projet d'en faire un centre d'insertion particulier : des personnes en difficulté y apprendront à servir dans des restaurants haut de gamme. *L'Usine*, dont une partie est classée (la cheminée notamment), est entièrement en structure bois d'où un grand nombre de poteaux. Elle est réhabilitée en gardant de grands espaces, en installant des cuisines fonctionnelles. Régine demande au chef cuisinier de son restaurant, Richard, s'il serait intéressé pour encadrer l'expérience. Celui-ci, après dix ans dans le restaurant de Régine, démarre alors une nouvelle vie dans la formation.
Plusieurs tentatives de services sont faites avant de trouver un équilibre. Aujourd'hui, il y a un petit restaurant situé dans un bâtiment indépendant, un centre d'affaires avec un menu haut de gamme, plus un immense centre de réception qui occupe l'essentiel de l'usine et qui peut recevoir jusqu'à 1500 couverts.
Lors des grands événements sportifs qui se tiennent de l'autre côté de la rue, il arrive parfois qu'il faille mettre des chapiteaux à l'extérieur et le record est de 4000 repas pour un service.



Marie Clem's

Communication classique

Ce lieu a servi les repas pendant le Forum social européen. Lorsque nous sommes allés voir la présentation sur Internet, nous nous sommes demandé si nous ne nous étions pas trompé : toute la communication est extrêmement classique et ne présente jamais *L'Usine* comme une entreprise d'insertion.

Pour le visiteur, seuls les bureaux du *Groupe SOS*, situés dans les anciens locaux de gardiennage, à l'entrée, peuvent mettre la puce à l'oreille.

Richard, qui nous fait visiter les lieux, nous fait d'abord une présentation classique jusqu'à ce que nous lui posions des questions sur le côté insertion de l'entreprise. Comme il nous le précise, la communication est ainsi orientée volontairement. Les personnes formées ici sont destinées à rejoindre des grands établissements parisiens et doivent donc se frotter avec des "officiels". Lors d'une finale sportive, il nous raconte qu'un premier ministre récent est venu manger à *L'Usine*. Le lieu est très demandé par des entreprises qui ont leur siège dans le nord parisien. Richard insiste sur la nécessité d'avoir le plus de mélange possible dans les événements pour varier les contraintes : cela va de la réunion syndicale au défilé de mode de luxe.

Cette mixité des genres et le côté festif ont permis d'avoir de bons résultats avec les personnes en réinsertion qui sont agréablement surprises de l'ambiance de travail.

Dans les coulisses…

Si tout est fait pour que, du côté public, tout se passe bien, les choses sont plus complexes à gérer du côté coulisse. Entre ceux et celles qui arrivent en retard, qui abandonnent… voire qu'il faut aller chercher au commissariat, l'organisation des plannings de travail n'est pas de tout repos.

Aujourd'hui, il y a 50 postes : 9 encadrants et 41 personnes en insertion. Cela va de la gestion des toilettes (pour 1500 personnes, il en faut beaucoup) aux voituriers pour les personnalités, en passant par les animateurs musique et vidéo, les hôtesses, la sécurité… et bien sûr la cuisine et le service en salle.

Comme les personnes sont en formation, il y a un renouvellement permanent, ce qui implique beaucoup plus de travail qu'une formation classique dans un restaurant. Envoyés principalement par les agences locales de l'ANPE, ils reçoivent des chômeurs de longue durée, des RMIstes, des personnes ayant des problèmes d'alcool, atteintes du sida, sortant de prison…

Il est important pour eux de veiller à mélanger ce genre de personnes.



Marie Clem's

La mezzanine.

› Maison des associations, des alternatives et de la formation

Sur plus de 1400 m², la Maaform, Maison des associations, des alternatives et de la formation, est née initialement, en 1992, du regroupement de la fédération des Cigales, de la société coopérative Garrigue, du réseau Reas. Les Cigales sont des clubs d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'économie solidaire.

La société coopérative Garrigue intervient également pour des investissement dans le capital de société, mais à un niveau plus élevé. Le Reas, Réseau pour une économie alternative et solidaire, né en 1992, n'existe plus aujourd'hui. Ce réseau a posé les fondements de ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie solidaire. Dès le départ, une partie des locaux a servi à mettre en place un restaurant d'insertion, *Le Relais* qui fonctionne toujours aujourd'hui. Pendant de longues années, il y a eu également *Andines*, structure d'où est né *Minga* (voir page 32). Au fil des ans, les locaux ont toujours accueilli de très nombreuses associations. On y trouve aujourd'hui un syndicat du cirque de création, des groupes culturels, l'Ami, Ateliers mutualisés pour une usage social de l'information, etc.

Maaform, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 48 46 89 75 ou 01 48 91 31 97 (Le Relais), 01 49 91 90 91 (Fédération des Cigales), 01 48 91 67 26 (Syndicat du cirque de création), 01 48 44 09 52 (AMI).

› Juristes solidarités

L'association *Juristes solidarités* a vu le jour sous l'impulsion d'un collectif de militants, paysans, travailleurs sociaux, juristes, ... et ayant une pratique de terrain en dehors ou au sein de l'appareil judiciaire. *Juristes solidarités* propose d'utiliser le droit comme un outil d'autonomie, de développement et de transformation sociale.

Juristes solidarités, 5, rue de la Révolution, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 39 91, www.agirledroit.org.

Le groupe SOS

Le groupe SOS fédère aujourd'hui les associations suivantes :

› *SOS Drogue international* qui, depuis 1984, vient en aide aux victimes des dépendances, publie la revue Interdépendances et gère 40 établissements d'hébergement, de soins et d'insertion.

› *SOS Habitat et soins* qui, depuis 1986, a mis en place des appartements thérapeutiques pour des personnes dont l'âge, la pathologie ou la précarité nécessite un soutien. Cette association gère 26 établissements.

› *SOS Insertion et alternatives*, créé en 1994, développe des actions éducatives en direction des mineurs en vue de prévention et de réinsertion. Elle gère 15 établissements. Elle fait un travail d'insertion en utilisant le microcrédit et le commerce équitable.

› *Arcat*, depuis 1984, aide et accompagne les malades exclus dans leur démarche de soin, informe les personnes sur le système de santé, publie Le Journal du sida.

› *Le kiosque info sida toxicomanie*, créé en 1992, offre dans Paris un centre de documentation.

› Le groupe SOS a été rejoint également par l'association *JCLT* qui, depuis 1960, héberge et oriente des enfants et adolescents ayant des problèmes familiaux, scolaires, éducatifs et culturels. *JLCT* gère 43 établissements.

› *Crescendo* développe des crèches et des haltes-garderies avec une attention particulière pour les enfants handicapés. Cette association gère 14 établissements.

› Le *Collège coopératif de Paris*, organisme de formations supérieures pour adultes, est ouvert à des adultes ayant une expérience professionnelle ou bénévole confirmée pour une formation de niveau master 1, sans pré-requis universitaire.

Les salariés qui arrivent sont en CDD pour trois mois à un an… avec possibilité de rester au maximum deux ans. L'Usine bénéficie d'une exonération des charges et de 8000 € annuels d'aide par poste. Il n'y a donc pas le même souci financier que dans une entreprise classique. Toutefois, il est important d'avoir un fonctionnement le plus proche de celui d'un grand restaurant pour ne pas donner une image irréelle à ceux et celles qui y sont en formation.
La principale différence avec une entreprise est dans l'écoute. Ici, on se montre plus souple lorsque les problèmes sont justifiés. Le contrat moral avec les personnes en formation, c'est que le client ne doit se rendre compte de rien.
90 % des arrivants sont sans formation. Certains arrivent des Restaurants du Cœur. D'autres viennent du restaurant Relais de la Maaform à Pantin (voir en marges). A l'arrivée, entre 60 et 65 % des personnes qui passent à l'Usine trouvent ensuite un emploi. Le secteur restauration manque de personnes formées au haut de gamme et leur structure est donc originale dans ce milieu.


Marie Clem's

Le restaurant extérieur aux salles de réception au pied de la cheminée classée.

Traiteur équitable et bio

Le groupe SOS a développé parmi ses activités une Compagnie du commerce équitable (voir encart). Il y a une recherche permanente d'interactions entre les activités du groupe. Ainsi, cette Compagnie de commerce équitable a fourni l'ensemble du mobilier des salons d'affaires avec des sièges et des tables provenant d'une coopérative du Honduras.
Les produits alimentaires de la Compagnie ont été introduits dans les menus proposés par L'Usine. Ceci a provoqué des débats et des demandes… notamment pour avoir la possibilité de commander des repas à l'extérieur.
En interaction entre la *Compagnie de commerce équitable* et L'Usine, une activité de *Traiteur éthique* est née en 2006. Cette nouvelle proposition en a amené une autre : une demande de traiteur en aliments biologiques. La carte du traiteur s'est donc ouverte aux produits bios, tout comme la carte de *L'Usine*.
Avec le développement du traiteur équitable et biologique, une communication se fait dans un nouveau sens, sans intervention, on constate une fréquentation en hausse de la part de gens sensibilisées à ces questions (réunions du WWF, des Verts…). Alors que le stade de France assurait 50 % du chiffre d'affaires au départ, il n'est plus qu'à 30 % aujourd'hui. Ce chiffre d'affaires a atteint 5 millions d'euros en 2007 avec 20 % provenant de l'activité traiteur. Beaucoup d'argent… mais avec des prix faibles par rapport à la qualité (plat du jour au restaurant à 8 €).
L'Usine bénéficie de l'effet réseau du groupe SOS, avec de nombreuses complémentarités. Elle présente donc une grande capacité d'adaptation aux demandes extérieures, ce qui explique sans doute la réussite de son taux de placements de personnes qui se trouvent, au départ, en grande difficulté.

M.B ■

L'Usine, 379, avenue du Président-Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis, tél : 01 55 87 55 25.

› *Auxilia* propose des conseils en développement durable aux collectivités.
Le groupe SOS a impulsé la mise en place de différentes entreprises d'insertion comme ici *L'Usine* et *Traiteur éthique*, mais également *Alter Mundi Café* (bar équitable, Paris XIe), *Alter Mundi* (mode et décoration issu du commerce équitable, Paris 11e), *Alter Mundi mode* (textiles équitables, Paris 4e), *La compagnie du commerce équitable* (grossiste commerce équitable, La Plaine-Saint-Denis), *Presscode* (gestion des publications du groupe, Paris et Marseille), *Alternacom* (agence de communication, La Plaine-Saint-Denis), *Alterauto* (location de voitures haut de gamme, à moteur hybride… La Plaine-Saint-Denis).

Groupe SOS, 379, avenue du Président-Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis, tél. : 01 55 87 55 55, www.groupe-sos.org.

› Réseaux d'échanges réciproques de savoirs

Les associations de ce réseau essaient de valoriser les échanges réciproques de savoirs entre personnes ; chacun dispose de savoirs précieux, savoirs de la vie domestique, savoirs culturels, connaissance d'un métier, d'un loisir, etc.
■ Poivre et sel, 55, rue Hector Berlioz, 93150 le Blanc-Mesnil.
■ Rers de Montreuil, 11, rue Pierre-de-Montreuil, 93100 Montreuil.
■ Rers Clichy-Montfermeil, CSID, 16, rue Utrillo, 93370 Montfermeil.
■ Rers Pré-Saint-Gervais, 3, place Anatole-France, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.
■ Les Jardins des Savoirs, Rers Pantin, 66, parc des Courtilières, 93500 Pantin.
■ Rers Sevran, centre social Marcel-Paul, 12, rue Charles-Conrad, 93270 Sevran.
■ Rers Saint-Denis, bourse du travail, 9-11, Gémini, 93200 Saint-Denis.
■ Rers Les Lilas, 8, square du Docteur-Courcoux, appt. 898, 93260 Les Lilas.

Et également

■ Inser'éco 93, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. *Propose un petit guide des structures d'insertion en Seine-Saint-Denis.*
■ Restaurant Le Martin-pêcheur, chemin de l'Ecluse, 93330 Neuilly-sur-Marne, tél : 01 43 08 13 69. *Restaurant-guinguette au bord de la Marne fonctionnant en structure d'insertion.*
■ Reconstruire, 162, avenue Emile-Cossoneau, 93160 Noisy-le-Grand, tél : 01 43 03 77 66. *Entreprise d'insertion réalisant des espaces verts.*
■ Aprae, 7, allée des Chèvrefeuilles, 93270 Sevran, tél : 01 43 85 69 66. *Maraîchage biologique en jardin d'insertion avec distribution de paniers de légumes. 35 personnes en contrat aidé.*
■ Altermonde, 23, boulevard Jules-Guesde, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 26 49 86. *Magasin géré par une structure d'insertion Territoires, qui propose des paniers de légumes biologiques et des produits du commerce équitable.*
■ Apcis, Association pour la promotion culturelle intercommunautaire stanoise, 8, square Molière, 93240 Stains, tél : 01 48 22 47 95.



Minga, une pépinière de questionnements

L'association Minga regroupe une centaine d'entreprises, coopératives et associations pour débattre ensemble des manières d'aller vers un commerce plus équitable. Une pépinière de questionnements.

Minga organise le salon Equitexpo.

Minga ("faire ensemble" en quetchua, langue indienne d'Amérique du Sud) est née d'une réflexion critique sur la mode actuelle du commerce équitable. Pour en comprendre la genèse, il faut remonter un quart de siècle en arrière.

Tout commence en 1980 quand des Colombiens s'interrogent sur la façon de développer une forme de commerce qui leur permette de vivre coorectement de leur travail. Ils rencontrent des Français, dont Michel Besson, qui leur propose de vendre en France des produits de leur artisanat. Andines vient de naître ; c'est une SCOP (société coopérative ouvrière de production) qui va se développer autour de l'importation de produits provenant d'Amérique du Sud.

Au fil des années et des rencontres, *Andines* se diversifie avec des produits d'Amérique centrale, d'Afrique, de Palestine, de France… Le principe de départ est que la demande doit venir des producteurs et non des acheteurs. C'est parce qu'une opportunité de produire existe que l'on cherche un débouché dans des réseaux solidaires et non parce qu'il existe un besoin de consommer.

D'Andines à Minga

En 1995, alors qu'*Andines* connaît une crise de croissance, un audit interne permet de se rendre compte que chaque coopérateur consacre environ 20 % de son temps de travail à des activités de contacts, de renseignements, de formation… bref à des activités militantes "non productives", ce qui pèse sur le bilan de l'entreprise. Comme il y a un refus de solliciter des fonds publics pour une entreprise, une réflexion s'engage pour que cette activité d'information se fasse hors de la coopérative. Cela donne naissance, en 1999, à l'association *Minga*, avec comme finalité de favoriser la mise en place d'un réseau d'entreprises autour des questions soulevées par le commerce équitable.

Aujourd'hui, *Minga* regroupe une centaine de structures : un tiers d'associations vivant de leur travail, des SCOP comme *Andines*, des coopératives, des GAEC (équivalent agricole des SCOP), des SARL ou EURL (entreprises classiques)…

Les contradictions du commerce équitable

Le réseau *Minga* se fixe comme premier but d'animer un débat entre ces structures pour aller vers toujours plus d'éthique dans les différentes activités, avec la volonté commune que tous veulent vivre de leur travail.

Car, contrairement à certains qui affirment faire du "commerce équitable", les structures comme *Andines* se sont rendu compte qu'elles doivent affronter des contradictions : c'est bien beau de

mettre en avant une solidarité avec des producteurs de vin au Chili… mais quelle est l'empreinte écologique du voyage pour faire venir ce vin, quelle éthique peut avoir le transporteur (bateau avec pavillon de complaisance, marins surexploités), quelle concurrence établit-on avec les viticulteurs d'ici, etc.

Pour arrêter des dérives commerciales sur le commerce équitable, *Andines* a pris la précaution de déposer la marque "commerce équitable" il y a quelques années ; cela bloque aujourd'hui ceux qui voudraient utiliser ce vocabulaire pour un label qui figerait les pratiques à un bas niveau d'exigence (ce n'est pas un hasard si l'essentiel des aides gouvernementales vont, pour le moment, à des structures comme *Max Havelaar*).

Minga se veut en priorité un lieu de débat, mais également une aide pour ceux qui cherchent à se lancer : il incite à bien réfléchir à ce que l'on veut faire et à prendre conscience que le commerce, par sa définition même, ne peut jamais être tout à fait équitable, surtout quand les distances entre producteurs et consommateurs sont énormes et qu'il y a obligation de passer par un certain nombre d'intermédiaires.

L'équitable ne peut se contenter de fixer des conditions sur le seul produit. L'éthique doit aussi concerner l'ensemble de la filière. *Minga* vise donc à développer des petites structures autonomes au sein desquelles le fonctionnement peut se faire de manière coopérative, plutôt que de grosses structures hiérarchisées. Rien à voir avec les démarches de labellisation ou de chaînes de magasins (bientôt les franchises ?).

Concrètement, aucune structure adhérente à Minga n'a plus de dix salariés. Mais cela évolue car des discussions sont en cours avec le réseau *REPAS* (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires), qui compte des structures allant jusqu'à 50 salariés. L'ouverture à ce réseau est le fruit d'une réflexion sur l'importance de soutenir aussi le commerce local, commerce qui peut être tout aussi équitable… et souvent moins lourd côté empreinte écologique que le commerce Sud-Nord.


Marie Clem's

Elie Préveral, animateur du centre de ressources.

Dans un souci d'éviter une hiérarchisation en son sein, *Minga* est en train de se décentraliser en commençant par les régions où le réseau compte le plus d'adhérents : Rhône-Alpes, Provence, Ile-de-France, Bretagne…

Minga a bénéficié, pour son lancement, d'une aide financière de 20 000 € sur trois ans de la part de l'éphémère Ministère de l'économie sociale et solidaire, lors du passage du Vert Guy Hascoët au gouvernement.

Une première activité a été le démarrage d'Equitexpo, salon "vers un commerce plus équitable" dont les deux premières éditions ont eu lieu en 2005 et 2007 à La Plaine-Saint-Denis. Il a bénéficié du soutien de Michel Bourgain, maire de l'Ile-Saint-Denis, vice-président de la communauté de communes et actuel président d'*Accueil paysan* (1). Il offre d'abord une vitrine aux adhérents du réseau, mais permet aussi de s'ouvrir à d'autres domaines. C'est un lieu ouvert au public qui a permis la mise en place d'un grand nombre de débats d'actualité. Par exemple : comment se rémunérer dans une filière mettant en relation des pays ayant des niveaux de vie différents ? Comment aider sans coloniser ? Empreinte écologique et retour au local ?

Il est question de maintenir ce salon à un rythme de tous les deux ans à Paris en alternance avec un salon qui changerait de ville dans les années intermédiaires. En 2007, il y a eu 150 exposants et 8000 visiteurs.

Un centre de ressources

La deuxième activité développée par l'association a été la mise en place d'un *centre de ressources*. Celui-ci a ouvert en 2006 pour recevoir les porteurs de projet, les aider à prendre conscience des enjeux, leur présenter ce qui existe, les impasses à éviter, et les aider à commencer une activité. Ils ont bénéficié d'aides de la région Ile-de-France et du département, mais avec une demande spécifique pour l'aide à la création d'entreprises, ce qui nécessite la présence de formateurs plus spécialisés. Une expérience qui devrait permettre par la suite de s'exporter dans d'autres régions.

La première année de fonctionnement a permis d'accueillir 150 personnes pilotées par les réseaux militants, les réseaux de création d'entreprise… mais aussi, pour près d'une trentaine, par la lecture du livre de Minga "Vers un commerce équitable" (2) ou celui de Christian Jacquiau sur le commerce équitable (3).

Après discussions, seules 17 ont été suivies jusqu'à la création d'une activité économique. Les autres se sont arrêtées en chemin car le centre leur a permis de comprendre les limites de leur démarche. Ce peut être un manque de motivation : on ne crée pas son emploi dans ce domaine seulement parce que c'est un créneau. Certains recu-

Adhérents à Minga en Seine-Saint-Denis :

■ Andines Scop, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60, www.andines.com.
■ 360°Sud, 3, allée Fernand-Lindet, 93390 Clichy-sous-bois, tél : 06 09 44 54 41.
■ Eki-Table, 11, rue du Chemin-de-Fer, 93240 Stains, tél : 06 63 25 19 74.
■ Euro overseas logistics, 110 B, avenue Leclerc, 93500 Pantin, tél : 01 48 10 02 10. *Aide au traitement du fret international.*
■ Homme de maïs, 9, rue Marceau, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél : 06 18 02 15 95.

Associations franco-africaines de développement

La Fafrad fédère les Associations franco-africaines de développement du département. Cela passe par des aides économiques pour créer son emploi ici, par des investissements là-bas, en restant ici, par l'aide au retour au pays avec un projet économique… Créée en 1992, elle fédère 160 associations. *Fafrad, 6, rue des Bons-Enfants, 93000 Bobigny, tél : 01 41 50 10 02, www.fafrad.org.*

(1) Michel Bourgain a été interviewé dans Silence n°354.
(2) "*Vers un commerce équitable*", livre disponible contre 3,50 € ; DVD de 20 mn sur le même thème à 10 €, à commander à Minga.
(3) Christian Jacquiau, *Les Coulisses du commerce équitable*, Mille et Une Nuits, 2006.

Marie Clem's

Marie Clem's

Le centre de ressources, comme Riv'Nord, sont hébergés au Bateau-Lavoir à Saint-Denis.

lent devant la complexité de la création d'entreprise… Le centre de ressource fait attention d'expliquer qu'arrêter un projet ne doit pas être perçu comme un échec. Certains enfin sont réorientés vers une activité plus militante ou vers un autre choix professionnel. Lorsque l'on a une envie, il ne faut pas la perdre, mais la rationaliser. Pour Elie Prévéral, permanent du centre, il faut "faire monter le cœur au niveau du cerveau".

Des formations sont mises en place notamment avec *Quatre Mâts Développement* (4) pour ceux et celles qui sont prêts à franchir le pas. Des stages en entreprise sont déjà en cours et le rapprochement avec le réseau *REPAS* pourrait permettre d'amplifier le système de compagnonnage mis en place au sein d'entreprises. Du fait du financement, pour le moment, les stages sont limités à la région Ile-de-France où, sur une trentaine d'adhérents, une dizaine accepte de recevoir des stagiaires.

Le centre de ressources anime chaque mois des ateliers à thème pour les porteurs de projets du genre "fret international et formalités douanières" (avec le Douanier Vert), "l'environnement de l'entreprise"…



Marie Clem's

Didier Porte, président de Minga-Ouest (Rennes), et administrateur national.

Une étude est en cours pour ouvrir une troisième activité autour de la mutualisation des risques.

Au départ, *Minga* a été hébergé dans les locaux d'*Andines*, ce qui a été source de confusion. Aujourd'hui *Minga* et le centre de ressources ont déménagé pour s'ouvrir au Centre des Bateaux Lavoirs, à Saint-Denis, dans un local partagé avec d'autres associations et structures de formation.

Différences d'approches

Pour *Minga*, la démarche de *Max Havelaa*r, soutenue par les instances publiques, relève de la démarche coloniale, proche de celle que l'on observe en général entre la France et ses anciennes colonies (Françafrique). Il y a des relations de dominants à dominés. La structure multinationale impose son fonctionnement aux producteurs… comme les autres multinationales.

Un des débats au sein de *Minga* porte sur l'articulation entre terrain économique et terrain politique. Il ne semble pas souhaitable d'aller sur ce dernier, vu la grande diversité d'approches réunie au sein du réseau. Il n'en reste pas moins que les questionnements permettent d'ouvrir le débat à d'autres démarches comme celles des AMAP, de l'importance des marchés locaux, du commerce de proximité…

Finalement, *Minga* est un lieu de "remue-méninges" qui fait avancer les débats sans oublier les doutes et les questions pour le moment sans réponse. Après tout, l'éthique, c'est peut-être déjà cela : savoir que l'on ne peut pas tout résoudre.

M.B ■

Minga, Centre de ressources pour un commerce équitable, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53, www.minga.net.

> Amnesty international

■ Groupe 202, Mathilde Peyruche, 9, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél : 01 48 57 20 80.

■ Groupe 257, Jean-François Chevallier, 13, avenue Napée, 93420 Villepinte, tél : 06 03 92 88 89

■ Groupe 403, Sébastien Jollent-Solère, 96, rue Carnot, 93100 Montreuil, tél : 06 71 61 23 19

■ Groupe 423, Marion Ribeaudeau, 5, avenue Lagache, 93250 Villemomble, tél : 01 48 94 65 96

■ Groupe 444, David Pineau, 23, rue des Ursulines, 93200 Saint-Denis, tél : 06 13 54 70 82.

> Et également

■ La paille et le mil, Maison des associations gervaisiennes, 3, place Anatole-France, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél : 01 49 42 73 78.

■ CSPT, Comité de soutien au peuple tibétain, 174-176, boulevard Eugène-Decros, 93260 Les Lilas, fax : 01 48 45 12 09, www.tibet-info.net.

■ Solatina, 70, boulevard Anatole France, 93210 La Plaine-Saint-denis, tél : 01 55 84 43 38, www.mestresbrasil.com. *Partant de la capoeira, a mis en vente des vêtements adaptés, extensibles et souples provenant du commerce équitable.*

■ Europe solidaire sans frontière, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, tél : 06 85 07 29 52. *Association de solidarité internationale… dans les locaux de la LCR.*

(4) Quatre Mâts Développement, Centre de Kerfléau, 56850 Caudan www.quatre-mats.org

Silence en danger : aidez-nous !

Comme l'ensemble de la presse, Silence connaît actuellement des difficultés importantes (voir encadré) qui compromettent son avenir. Un redressement financier des plus rapides s'impose pour pouvoir continuer à publier votre revue.

Des choix importants à tenir

La revue a fait le choix de l'autonomie (pas de subventions, peu de publicité) et souhaite pouvoir continuer en ce sens. C'est la garantie de notre autonomie politique et de notre liberté de ton.
Par ailleurs, *Silence* n'est pas diffusé en kiosque. Jusqu'ici cela n'avait pas posé de problèmes : de nombreus-e-s bénévoles se chargeant de faire découvrir autour d'elles et eux ce vivier d'alternatives. Plus de 200 personnes diffusent la revue et tiennent des stands chaque année. L'équipe de la revue continue de travailler à son amélioration.

26 ans de combats et d'alternatives

Après 26 ans de parution, vous êtes nombreus-e-s à nous dire que *Silence* a une place à part dans la presse alternative, et compte beaucoup dans la prise de conscience et la mise en action vers un monde meilleur. Vous êtes des milliers à nous avoir adressé de ces informations qui ne passent pas dans les médias dominants.
Si *Silence* disparaît, ce sont les alternatives qui nous tiennent tou-te-s à cœur qui risquent de passer un peu plus sous silence !

Redresser la barre…

L'équipe de *Silence* engage des efforts internes importants pour sortir de cette situation : économies sur les salaires, reprise de l'expédition de la revue entièrement par des bénévoles, campagne de diffusion,… Mais ces efforts ne suffisent pas et c'est pourquoi l'engagement des lecteurs, lectrices et ami-e-s de la revue s'avère indispensable !

Vous pouvez également proposer S!lence à de possibles lieux de dépôts, à votre médiathèque, diffuser la revue lors de soirées, de manifestations, sur des stands.

Pour que Silence existe en 2009

Opération 2009 soutiens !

Vous avez dû trouver entre les pages 2 et 3 de ce numéro une enveloppe prépayée. Nous vous invitons à nous la retourner avec un chèque du montant de votre choix. Ce chèque peut correspondre à :
› **des abonnements** d'une ou de plusieurs personnes de votre entourage. A partir du 5e abonnement, nous prolongerons gratuitement votre propre abonnement d'un an.
› **des dons :** depuis octobre 2007, les déductions fiscales d'impôt sont acceptées pour les dons à la presse. Concrètement, pour un don de 100 €, nous vous enverrons en début d'année 2009 un reçu fiscal qui vous permettra de récupérer 66 € déductibles de votre impôt sur le revenu ! 100 € pour nous ne vous coûte donc que 34 € ! (1).
L'objectif de cette campagne de soutien est de récolter 2009 chèques pour un montant total de 80000€ dont 1000 nouveaux abonnements d'ici la fin de l'année 2008. En vous remerciant par avance de votre soutien,

Pour la rédaction de Silence,
Esteban, Guillaume Gamblin, Michel Bernard ■

■ **Vous êtes musicien-ne ?** *Dédiez-nous un concert (présentation de la revue, diffusion de la revue, recette d'une soirée…).*
■ **Vous êtes artiste ?** *Offrez-nous la vente d'une réalisation artistique, d'une planche de BD, etc.*
■ **Vous êtes viticulteur, brasseur ?** *Nous aimerions lancer une cuvée Silence, avec étiquettes illustrées.*
■ **Vous avez d'autres idées…**

Pour toute précision, vous pouvez contacter la revue par téléphone au 04 78 39 55 33. A très bientôt !

(1) et comme pour les crédits d'impôts, cela est aussi valable pour ceux qui ne sont pas imposables : le fisc vous rembourse.

Après quelques années bénéficiaires, *S!lence* était, en 2005, tout juste équilibré. En 2006, la revue accusait un déficit de 12 561 €. 2007 présente un déficit plus important de 43 608 €. Les ventes de la revue ont connu une baisse sensible (-13 %), alors que les dépenses continuaient à monter. Si début 2008, nous avions encore un peu de trésorerie, il n'en est rien aujourd'hui car le déficit s'est poursuivi avec une chute des abonnements (de 5200 mi-2006 à 4000 mi-2008). D'où une situation extrêmement fragile.

Bilan financier 2007Résultat d'exploitation simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2006	2007	Produits	2006	2007
Achats librairie	3	0	Ventes librairie	2	1
Imprimerie	68	75	Revues vendues	222	195
Frais reproduction divers	1	1			
Expédition	23	20			
Routage	31	29	Variations stocks	-12	4
Achats & charges externes	18	20			
Salaires & charges sociales	85	97	Aide emploi	2	2
Amortissements	3	3			
Stocks	15	18	Reprise stocks	20	16
Droits d'auteurs/Taxe appr.	2	2	Soutiens et dons	3	3
Charges financières	0	0	Produits financiers	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Excédent	**-12**	**-44**			
Total charges	**237**	**221**	**Total produits**	**237**	**221**

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)

Actifs	2006	2007	Passif	2006	2007
Investissements	2	2	Fonds associatif	73	61
Stocks	16	18	Excédent	-12	-44
Titres participation	31	31	Total fonds propres	**61**	**17**
Clients	5	12			
Divers à recevoir	12	19	Fournisseurs	25	24
			Produits avancés	33	32
Trésorerie	69	12	Frais dus personnel	21	18
Charges avancées	5	0	Divers dettes	2	3
Total actif	**142**	**94**	**Total passif**	**142**	**94**

éducation

Journée internationale pour la liberté d'instruction

La deuxième journée internationale pour la liberté d'instruction se tiendra le 15 septembre 2008. En France, il s'agit de rappeler que si l'éducation est obligatoire, cela ne signifie pas que les enfants doivent aller à l'école publique ; les parents peuvent choisir d'autres formes d'éducation : écoles privées sous contrat ou non, instruction dans la famille ou à plusieurs familles. Pour connaître les actions près de chez vous : *http://jipli.free.fr/france*

Paris

Living school

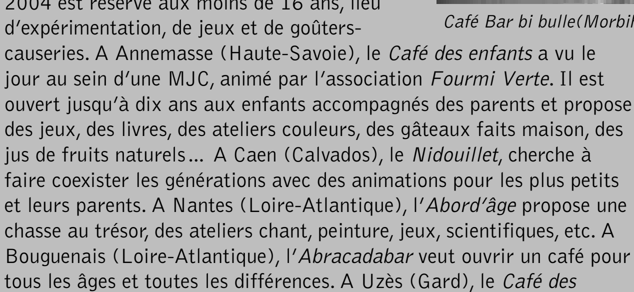
Living school est une école privée bilingue français-anglais qui s'est ouverte fin 2007 dans le 19e arrondissement, dans une rue piétonne, près du parc des Buttes-Chaumont, avec une classe de maternelle (3 à 6 ans). La directrice, formée à la pédagogie Montessori, Caroline Sost, a mis trois ans à concrétiser ce projet. En plus du programme de l'éducation nationale, l'école propose d'apprendre aux enfants des attitudes essentielles de la vie : être autonome, avoir des relations harmonieuses avec les autres, être en bonne santé, comprendre le monde et y participer. *Living school, 6, allée Darius-Milhaud, 75019 Paris, tél : 06 72 15 88 44 ou 09 50 72 58 48.*

Cafés des enfants



Café Bar bi bulle(Morbihan).

Dans le cadre des alternatives à Paris, nous avions présenté *Cafézoïde* (n°338), un café que pour les enfants, avec des ateliers, une salle de lecture, une salle de jeux… et des boissons. Le concept a donné envie à d'autres personnes de créer un tel ailleurs en d'autres lieux. A Lorient, dans le Morbihan, existe le *Bar bi bulle* qui depuis 2004 est réservé aux moins de 16 ans, lieu d'expérimentation, de jeux et de goûters-causeries. A Annemasse (Haute-Savoie), le *Café des enfants* a vu le jour au sein d'une MJC, animé par l'association *Fourmi Verte*. Il est ouvert jusqu'à dix ans aux enfants accompagnés des parents et propose des jeux, des livres, des ateliers couleurs, des gâteaux faits maison, des jus de fruits naturels… A Caen (Calvados), le *Nidouillet*, cherche à faire coexister les générations avec des animations pour les plus petits et leurs parents. A Nantes (Loire-Atlantique), l'*Abord'âge* propose une chasse au trésor, des ateliers chant, peinture, jeux, scientifiques, etc. A Bouguenais (Loire-Atlantique), l'*Abracadabar* veut ouvrir un café pour tous les âges et toutes les différences. A Uzès (Gard), le *Café des petites mains* propose aux enfants et aux parents divers ateliers, expositions et animations. Il sert un plat du jour de cuisine biologique et végétarienne. A Arcueil (Val-de-Marne), *Anis Gras, le lieu de l'autre* propose un café pour les 4 à 12 ans avec des animations artistiques et des jeux. A Lille (Nord), les *Potes en Ciel* ont lancé aussi un café des enfants en 2006.



- *Cafézoïde, 92 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 38 26 37.*
- *Bar bi bulle, 41, rue Louis-Roche, 56100 Lorient, tél : 06 62 51 46 98.*
- *Fourmi Verte, MJC Centre, 3, rue du 8-Mai, 74100 Annemasse, tél : 04 50 92 10 20.*
- *Le Nidouillet, 17, rue des Boutiques, 14000 Caen, tél : 02 50 65 07 85.*
- *A l'Abord'âge, 94, rue de la Ville-en-Pierre, 44000 Nantes, tél : 02 40 48 71 46.*
- *L'Abracadabar, 2, rue du Grand-Tertre, 44340 Bouguenais.*
- *Café des petites mains, 7, avenue Général-Vincent, 30700 Uzès.*
- *Anis Gras le lieu de l'autre, 55, avenue Laplace, 94110 Arcueil, tél : 01 49 12 03 29.*
- *Les Potes en ciel, 17, rue d'Arcole, 59000 Lille, http://lespotesenciel.over-blog.com.*

habitat

Seine-Maritime

Ecoquartier en vue

La commune de Caudebec-lès-Elbeuf, 10 000 habitants, travaille depuis 2005 au lancement d'un écoquartier sur un terrain de 29 hectares. Les objectifs fixés par la commune sont les suivants : construction passive, zéro rejet CO_2 pour l'habitat, énergie 100 % renouvelable pour l'habitat, diminution de 20 % de la consommation d'eau par récupération des eaux de pluie et économies, mixité sociale et fonctionnelle, priorité aux déplacements doux, parking pour voitures partagées. *www.ville-caudebec-les-elbeuf.fr.*

Bordeaux

Ecoquartier au nord ?

L'association *H Nord* s'est créée en 2005 à Bordeaux pour réunir des personnes intéressées pour la mise en place d'un écoquartier dans le nord de la commune sur d'anciens chais du port, à la lisière des Chartrons et de Bataclan : l'îlot Dupaty. Celui-ci d'une surface de 2 hectares pourrait accueillir 80 logements collectifs, privé et social. Le groupe vous accueille le premier mardi de chaque mois à 20 h au centre social et culturel de Bordeaux Nord, 58, rue Joséphine. *Association H Nord, Marc Lasaygues, 14, quai de Bacalan (porte 15), 33300 Bordeaux, tél : 05 56 69 99 11 (Isabelle Camus) ou 05 56 50 36 04 (Daniel Lefèvre).*

Ecoquartier à définir

Le terme d'écoquartier est en train de devenir à la mode. Il serait sans doute bon d'engager un débat sur ce que cela peut recouvrir. Si dans le cas du quartier Vauban, à Fribourg (voir n° de juin 2008), on a une certaine autonomie énergétique, elle n'est pas de 100 %. De même, si la place des voitures est réduite, la voiture n'est pas absente, voiture qui consomme de l'énergie, de l'espace… Enfin, quel est le taux d'autonomie alimentaire de ces écoquartiers ? Les quelques potagers présents ne couvrent sans doute qu'une infime partie des besoins des habitants. Si l'alimentation doit faire des milliers de kilomètres pour alimenter l'écoquartier, que reste-t-il du bilan énergétique ? Une étude suédoise a montré qu'en moyenne l'alimentation d'une famille dépasse en énergie ses besoins de chauffage du fait des circuits de distribution de plus en plus longs. De même que la ville ne peut exister sans la campagne qui l'alimente, un écoquartier devrait aussi intégrer le coût écologique de ses relations avec son environnement. MB.

Rhône

Ateliers d'Oïkos

L'association *Oïkos* propose des formations tout au long de l'année pour les grands mais aussi pour les plus jeunes. Ateliers enfants : pochoirs et peintures écologiques (9 juillet), construire une maquette sur l'eau et la maison (16, 23 ou 30 juillet). Pour les grands : soirée-débat "L'eau et la maison, récupération de l'eau de pluie et économie d'eau", le 16 juillet en soirée. *Oïkos, 150, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 94 94 38, www.oikos-ecoconstruction.com.*

Médias

Carnets d'aventure, *hors-série n°3, printemps 2008.* Ce hors-série est consacré au voyage écologique et pour une fois c'est vrai ! L'édito et les 12 premières pages posent clairement la question : comment voyager non-motorisé et surtout ne plus prendre l'avion. Et le reste du numéro vous propose de voyager à vélo, à pied, avec des ânes, en voilier, etc.

DR

Territoires, *mai 2008, 7,50 €.* Dans ce numéro, un intéressant dossier sur les formes actuelles de désobéissance civique et sur l'implication des élus.

Systèmes d'échanges locaux



DR

Rencontre annuelle

Les SEL, Systèmes d'échanges locaux, permettent d'échanger et de s'entraider en passant par le biais d'une monnaie virtuelle locale. Environ 300 SEL sont actifs en France. Une rencontre annuelle est organisée par *SELidaire*. En 2008, elle se tiendra du 18 au 24 août en Bretagne, au LEPA de Saint-Aubin-du-Cormier (Ille-et-Vilaine) . Echanges sur la solidarité dans les SEL et entre les SEL, richesses et partages, ateliers artistiques et savoir-faire, débats sur le social, le développement durable… fest-noz le 23. Coordination : *SEL du Couesnon et de la Minette, tél : 02 99 69 68 71, sel.couesnon@laposte.net, http://selidaire.org* ou auprès d'un SEL.

Festivals

Belgique : 19e Festival interculturel du conte. Il se tient à Chiny (extrême-sud de la Belgique, au nord de Longwy), les 11, 12 et 13 juillet 2008, avec des conteurs venant de divers pays francophones. Stages, librairie, musique… *Festival interculturel du conte, tél : 0032 61 31 30 11, www.conte.be.*

Morbihan : 5e village solidaire au festival interceltique. Du 1er au 10 août, le village solidaire accueille une trentaine de stands avec artisanat, produits équitables, actions de solidarité internationale. Le thème de l'année sera la biodiversité. Des débats sont organisés avec Kokopelli, le CRISLA, le GAB, Peuples des forêts primaires, Greenpeace… Pour l'ouverture des jeux olympiques, le 8 août, les débats porteront sur la citoyenneté et les droits de l'homme. *Village solidaire Morbihan, 26, rue Siam, 56100 Lorient, tél : 02 97 21 24 29, www.villagesolidaire56.org.*

Côtes-d'Armor : écofestival de Planguenoual. La deuxième édition de l'écofestival de Planguenoual sur le site d'Herbarius, se tiendra le dimanche 3 août 2008, autour du thème *Les plantes et leurs multiples utilisations*. Entre bocage et bord de mer, un tour d'horizon dans les domaines de l'habitat écologique, des énergies renouvelables, de l'agriculture et jardinage bio, de l'alimentation, de la gestion de l'eau, de la santé. Courts métrages, animations ludiques, stands… et balades. Conférences de Jean-Claude Pierre (Eaux et Rivières de Bretagne), Fabrice Nicolino (agrocarburants), André Pochon (agriculture durable), Patrick Baronnet (la maison autonome). Entrée gratuite. *Eco 22, Florence Goulley, Le Haut du Val, 22400 Planguenoual, tél : 06 03 43 25 28, www.eco22.net.*

Côtes-d'Armor : rencontres Terre d'harmonie. Le collectif d'associations *L'Arbre qui marche* organise à Saint-André-des-Eaux, les 8, 9 et 10 août 2008, les rencontres (sans alcool) *Terre d'harmonie* autour de cinq thèmes : musiques ethniques, écologie, habitat nomade, santé, artisanat. Cette rencontre se tiendra sur le site naturel de l'étang de Bétineuc avec concerts, stages, ateliers, conférences, animations… Les associations, artisans et bénévoles volontaires peuvent contacter le collectif. *L'arbre qui marche, La Lande, 35410 Nouvoitou, tél : Christalen Fieu au 06 73 30 02 27, www.terreharmonies.fr.*

Ille-et-Vilaine : Tous dans le même panier. L'association *Tous dans le même panier* organise son deuxième écofestival les 26-27 et 28 septembre 2008 à Montreuil-les-Landes (au nord de Vitré). Village associatif, conférences sur la spiruline, la solidarité internationale et locale, les échanges équitables, l'agriculture responsable, les OGM, les lignes THT, les abeilles. Marché fermier, projections, démonstrations, et plusieurs concerts. Restauration, buvette, camping. *Tous dans le même panier, La Grande lande, 35210 Montreuil-des-Landes, www.tousdanslememepanier.com.*

La Rochelle : 5e Baz'Arts. Chaque jour sur une place différente les 7, 8 et 9 août 2008… avec une caravane pour aller d'une place à l'autre. *Baz'Arts collectif, tél : 05 46 68 17 61, www.festivalbazarts.com.*

Landes : Méli-mélo. La ferme Pons organise du 15 au 24 août, un méli-mélo autour du partage de savoir-faire : foyer amélioré, pollinisation naturelle des courges, découvrir sa voix, feutre, lactofermentation, savon, pain et pâtisserie sans gluten, tissage, pâté végétal, pain au levain, teinture végétale… Apportez vos propositions. Logement sous tente, repas collectifs, libre participation aux frais. *Ferme Pons, route de Bélus, 40300 Cagnotte, tél : 05 59 64 67 07.*

Foix : 12e Résistances. Le festival *Résistances* propose plus de 80 films engagés du 4 au 11 juillet à Foix. Quatre thématiques pour cette année : la cité idéale, les alternatives locales à l'économie mondiale, résistants ou terroristes ?, langues et accents. Une trentaine de réalisateurs seront présents. En plus, chaque jour, un film du Sud ou de l'Est, chaque matin à 10 h, un film pour les enfants, chaque soir dans la ville, un film en plein air. *Festival International de Films Résistances, 24, avenue de-Gaulle, 09000 Foix, tél : 05 61 65 44 23, http://festival-resistances.fr.*

Ariège : 15e Terre de couleurs. Du 18 au 20 juillet 2008 à Daumazan-sur-Arize (sud de Toulouse). Toute la musique du monde, un village associatif, des entreprises de l'économie sociale et solidaire, une démarche éco-festival… *Terres de couleurs, 09230 Sainte-Croix-Valvestre, tél : 05 61 66 34 62, www.terredecouleurs.asso.fr.*

Puy-de-Dôme : La Belle rouge. Du 25 au 27 juillet 2008 à Saint-Amant-Roche-Savine, la compagnie Jolie-Môme propose un festival avec théâtre, musique, luttes, cinéma, débats… *Compagnie Jolie-Môme, BP 22, 92235 Gennevilliers cedex, tél : 01 49 98 39 20, www.cie-joliemome.org.*

Esperanto

Lot-et-Garonne : Altertour. L'Altertour que nous avons déjà présenté plusieurs fois fera étape à Sainte-Livrade, dans le Lot-et-Garonne, sur le thème "diversité culturelle et espéranto". Pour l'accueillir, les groupes espérantistes locaux organisent du 19 au 21 juillet 2008 trois jours de fête. Renseignement : *Emile Mas, 2, rue de l'Espéranto, 47190 Galapian, tél : 05 53 87 84 58.*

Vienne : Stages. Le centre Kvinpetalo de Bouresse propose différents stages tout au long de l'été : initiation à l'espéranto (8 au 12 juillet), réalisation d'un CD musical (29 juillet au 6 août), cours intensifs (12 au 16 août), préparation aux traductions (12 au 16 août). *Kvinpetalo, 15, rue du Lavoir, 86410 Bouresse.*

Côtes-d'Armor : rencontres internationales. Les rencontres internationales d'espéranto de Plouëzec se tiennent du 16 au 23 août 2008 avec le matin des cours, l'après-midi, du tourisme, le soir des activités culturelles. *Plouëzec espéranto, 5, Hent Toul Broc'h, 22470 Plouëzec, tél : 06 98 49 59 82.*

Sète : semaine internationale. La semaine internationale d'espéranto se tient à la maison familiale "Le Lazaret", à 50 m de la plage, du 23 au 30 août 2008. Cours, excursions, culture… *Esperanto Kulturo kaj Progresso, 10, impasse Jules-Ferry, 34290 Servian, tél : 04 67 39 16 30.*

Lyon : jeunes espérantistes. L'association Espéranto-Jeunes organise à Lyon du 17 au 24 août 2008, une fête avec musique, chanson, théâtre… *Espéranto-Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86.*

agri-bio

Annecy

Mobilisation autour de la réforme de la Pac

Un conseil des ministres européens de l'agriculture est prévu à Annecy (Haute-Savoie) du 21 au 23 septembre 2008. Il y sera question de la réforme de la politique agricole commune. A cette occasion de nombreuses organisations (Confédération paysanne, Attac, CCFD, Greenpeace...) veulent organiser une mobilisation citoyenne les 20 et 21 septembre 2008 pour aborder des questions comme les alternatives à l'agriculture intensive, la défense de l'agriculture paysanne, le refus des OGM, l'agriculture biologique, la défense des semences paysannes, les liens entre politique européenne et émeutes de la faim... Les groupes, syndicats, associations intéressés par cette initiative sont invités à prendre contact avec *Cathy Rémy, Confédération paysanne de Haute-Savoie, Maison de l'Agriculture, 52, avenue des Iles, 74994 Annecy cédex 9, tél : 04 50 88 18 47.*

Bretagne

Kaol Kozh

Kaol Kozh (vieux choux, mais également jeu de mot avec kolkoze, ferme collective en russe) est un réseau de producteurs bio bretons qui cherche à redévelopper la biodiversité des semences. En seulement 20 ans, le nombre de variétés de blé panifiable en Bretagne est passé de 250 à 6 ! *Kaol Kozh* lance un appel à semences. Si vous multipliez une variété locale d'une plante alimentaire ou fourragère, le réseau demande un prêt de semences qui est rendu la saison suivante avec en prime un échantillon d'une autre variété au choix. *Kaol Kozh, Ivan Sachet, FRAB, ZI Sud-Est, 17, rue du Bas-Village, CS 37725, 35577 Cesson-Sevigné cedex, tél : 02 99 77 32 34.*

Ariège

Domaine de Portecluse

En 1988, un GFA, Groupement foncier agricole, permet d'acheter un domaine. Dès le départ, le lieu se veut ouvert aux questions sociales et culturelles. En 1995 est ouverte une école Steiner qui comptera jusqu'à 80 élèves en 2000, une trentaine aujourd'hui. La cantine de l'école est assurée pour une bonne part par la production de la ferme. La ferme sert de support pédagogique pour de nombreuses activités. En vingt ans, l'équipe présente sur le lieu s'est renouvelée. Aujourd'hui, un couple assure une activité de polyculture-élevage, un autre du maraîchage, un troisième de l'apiculture, chacun gérant sa propre économie. Un groupement des occupants de Portecluse (agriculteurs et collège pédagogique) se réunit une à deux fois par mois pour gérer le lieu, en lien avec le GFA propriétaire juridique du foncier. Avec 80 hectares dont la moitié en landes et bois, le domaine peut accueillir de nouvelles activités. Avis aux amateurs. *Domaine de Portecluse, 09350 Campagne-sur-Arize, tél maraîchage : 05 61 68 02 58, élevage : 05 61 60 15 11, apiculture : 05 61 69 25 11. (Biodynamis, mars 2008)*

décroissance



DR

Les roulottes de l'espoir

L'association *Les roulottes de l'espoir* cherche à promouvoir des solutions alternatives dans les domaines de l'écologie, la solidarité, l'habitat, le transport, les énergies renouvelables, la santé, l'alimentation, l'agriculture, l'éducation. Pendant l'été 2007, bénéficiant d'un financement Défi-jeunes, elle a réalisé une exposition itinérante sur les énergies renouvelables qui s'est déplacée avec une roulotte tractée par deux chevaux des Yvelines à la frontière espagnole en Pays Basque. Un nouveau projet consiste à faire un voyage avec la même roulotte en invitant six jeunes adolescents en rupture avec la société, accompagnés d'un guide et d'un guide équestre. Un moyen de promouvoir les voyages lents et non polluants. *Les Roulottes de l'espoir, 2, rue Brune, 78990 Elancourt, tél : 01 30 62 02 37.*

Développement durable

La semaine du développement durable, début avril, est aussi celle de la bêtise durable. Sur une radio commerciale, un jeu demande à un candidat une action en faveur du développement durable. Ce dernier répond "aller au travail à pied". Et il gagne un voyage offert par X d'une semaine en Tunisie. Bien sûr, X est une compagnie d'aviation. Autre émission, Nicolas Vanier présente une voiture en plastique. Comme celle-ci est moins lourde, elle consomme moins de carburant. Conclusion du présentateur : "avec le plastique, on économise le pétrole" ! Un ignare qui ne sait pas que le plastique est fabriqué avec du pétrole. Et pour terminer, allons au sommet de l'Etat, avec Sarkozy affirmant une nouvelle fois que "grâce au nucléaire, la France assure 80% de son indépendance énergétique". Une annonce reprise par tous les médias et que seule Reuters a accepté de corriger partiellement suite à un communiqué de presse du Réseau Sortir du nucléaire : le nucléaire assure 80% de notre électricité, ce qui ne fait que 17% de notre énergie. Et ce que Reuters n'a pas repris : 100% de l'uranium du nucléaire est importé.

Panique sur le pétrole

C'est peu de dire que le prix du pétrole s'envole. Le cap des cent dollars le baril a été franchi le 2 janvier 2008. Celui des 110, le 14 avril 2008. Celui des 120, le 5 mai 2008. Celui des 130, le 21 mai 2008. Ces hausses rapides ont des conséquences énormes pour ceux qui bénéficient de carburants détaxés : en France, les pêcheurs ont ouvert le mouvement, suivi des routiers, des agriculteurs, des taxis, des ambulanciers... Les compagnies aériennes craignent une baisse de leurs marges... et les compagnies low-cost souffrent (point positif !). A l'étranger, la situation est parfois dramatique. De nombreux Etats s'avouent incapables de compenser les prix par des aides ou la baisse des taxes. Des manifestations se multiplient tout comme les vols de carburants.

En France, PS et UMP essaient de proposer des mesures pour limiter les conséquences d'un pétrole cher : prime à la cuve de fioul, baisse des charges salariales pour les pêcheurs, prime pour les salariés qui doivent se rendre à leur travail en voiture...

La peur de nos dirigeants est évidemment que le coût des carburants tire tous les prix à la hausse. L'inflation a déjà été de 7% sur l'alimentation entre mai 2007 et mai 2008 en Europe (5,5 % en France). Le poisson du fait de sa raréfaction, augmente les consommations de pétrole dont le prix augmente : il est en train de devenir un produit de luxe.

Pourtant, il faudra bien prendre en compte que nous avons probablement atteint le pic de production et que les seules solutions viables sont celles qui visent à diminuer notre consommation d'énergie. Si nous sommes capables d'augmenter notre consommation de 2 à 3% par an, nos économistes devraient être capables de programmer une baisse de la consommation du même pourcentage.


Colloghan

Paris

Peintures fraîches

Mathieu Colloghan, dont nous avons déjà passé quelques dessins et BD dans *S!lence*, s'offre une exposition jusqu'au 18 juillet 2008 à la Galerie Itinerrance de la Librairie Goscinny, 7 bis, rue Goscinny, 75013 Paris. On y croise des poupées zapatistes, des Black panters rêveurs, des femmes au foyer, des lanceurs de pavés et des journalistes aux ordres. Et si vous n'allez pas dans la capitale, vous pouvez vous consoler sur *http://colloblog.blogspot.com*.

Pologne

Prendre le maquis

Des écologistes anarchistes radicaux ont décidé d'organiser des stages de survie en milieu naturel en prévention d'une brutale chute du système économique actuel. Ils organisent pour cela une rencontre pendant tout le mois de juillet dans une région forestière sauvage de Pologne, en Poméranie… avec l'espoir d'y lancer ensuite une communauté de vie. Au programme : recherche d'autarcie dans la nature, rejet de toute production industrielle, fonctionnement sans hiérarchie… Pour rejoindre le lieu, il faut prendre contact (en anglais) avec Hanna en Finlande (*jungle@ssyh.fi*) ou avec la *librairie Scrupule, 26, rue du Faubourg-de-Figuerolles, 34000 Montpellier, tél : 04 67 92 24 18*.

Toulouse

Elémen'terre

Elemen'terre est une association présente en Midi-Pyrénées qui se propose d'organiser des événements liés à l'écocitoyenneté et l'économie solidaire. Elle propose des solutions les plus écologiques possible pour l'organisation de telles manifestations (restauration bio, toilettes sèches, écoconsommation, imprimerie verte, couverts réutilisables, tri des déchets…). Elle cherche des bénévoles pour diversifier son panel d'interventions. *Elémen'terre, 2 bis, chemin de la Pescadoure, 31200 Toulouse, elementerre@gmail.com.*

Aveyron-Hérault

Université d'été des communautés de l'Arche

Les communautés de l'Arche organisent, au sud du Larzac (Aveyron) du 18 au 20 juillet 2008, des universités d'été avec chaque jour une conférence-débat : le 18, une pensée de la conciliation à partir de la philosophie de Lanza del Vasto, animé par Daniel Vigne, philosophe ; le 19, pistes pour la décroissance, animé par François Schneider, chercheur ;
le 20, la désobéissance civique, animé par Jean-Baptiste Libouban. Les débats seront enrichis par la présence de militants du Droit au logement, du Réseau éducation sans frontière, des Faucheurs volontaires… En dehors de ces moments de débats, des ateliers proposent différentes approches : artisanat d'art, médecine naturelle, travail de la voix, marche afghane, jeux coopératifs, communication non-violente, etc. *Université d'été des communautés de l'Arche, JC Vigour, 153, impasse du Muscadet, 34090 Montpellier, tél : 04 67 21 53 85.*

Isère

Passion rurale

Ils sont une douzaine de 22 à 36 ans et ont vécu ensemble pendant plusieurs années dans différents lieux militants de Grenoble. Ils sont actifs dans les mouvements d'éducation populaire, sociaux, écologistes, féministes… Ils se sont mis en association pour créer un projet commun en milieu rural et viennent de découvrir la possibilité d'acheter une ancienne colonie de vacances à Mens, dans le Trièves, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Grenoble. D'importants bâtiments à restaurer et onze hectares de terrain dont deux cultivables. Pour en faire un lieu qui échappe à la spéculation immobilière et où peuvent se développer des initiatives solidaires et écologiques, un appel à souscription est lancé. Pour en savoir plus : *Passion rurale, chez Violaine Mula, 3, rue de la République, 38000 Grenoble.*

Rhône

Chantier participatif

Le Jardin de Cocagne du pays de l'Arbresle déménage sur un nouveau terrain à La Tour-de-Salvagny. Pour gérer les futures activités, un bâtiment en paille et terre va être mis en chantier pendant tout l'été. Si vous désirez apprendre à autoconstruire en utilisant cette technique alternative, partager un chantier collectif et solidaire de construction d'un bâtiment écologique, si vous souhaitez aider concrètement un Jardin de Cocagne, structure d'insertion par le maraîchage biologique, vous pouvez venir entre le 30 juin et le 5 septembre 2008. Repas de midi offert chaque jour, inscription à l'avance nécessaire. *Jardins de cocagne du pays de L'Arbresle, tél : 04 74 26 83 08 (Evelyne) ou www.jardnco.org.*

Fêtes, foires salons

Mayenne : 5e Planète en fête. 5 et 6 juillet à Pommerieux (proche de Craon). Une centaine d'exposants sur le thème de l'environnement et du développement durable, 25 producteurs bio, des démonstrations de matériel : déchiquetage bois, presse à huile, éolienne, panneaux solaires, four solaire, paillage chanvre, désherbage thermique… animations, conférences de Christian Vélot sur les OGM (samedi 15h30), enjeux de la biodiversité (17h30), l'agri bio pour nourrir le monde (dimanche 15h30), environnement et santé avec Dominique Belpomme (17h). L'électricité nécessaire à la fête sera entièrement produite sur place par des installations en énergies renouvelables. *Civam bio Mayenne, 38 bis, rue du Laurier, 53000 Laval, tél : 02 43 53 93 93.*

Vosges : week-end ressourçant. 5 et 6 juillet, à l'auberge de la Pierre Percée, lieu dit les Essarts, 70600 Fouvent-le-Bas, entre Vesoul et Langres. Ateliers de découverte, exposants, conférences, animations autour du thème de l'habitat sain, la nature, le bien-être. Possibilité de camper sur place, chambres, repas végétarien. Concert autour du feu. Entrée gratuite. *La vie naturellement, tél : 03 84 68 93 83.*

Tarn-et-Garonne : 14e foire Bio et santé. 6 juillet à la Promenade du Moulin, à Moissac, entrée gratuite, stands, animations, conférences. *Tréfle vert, La Gayre, 82370 Varennes, tél : 05 63 30 91 74, http://trefle.vert.free.fr.*

Tarn-et-Garonne : Biocénose. 13 juillet, place du village à Mansonville. Thème de l'année : économie d'eau. Marché bio, habitat écologique. *MCD, Le Bourg, 82120 Mansonville, tél : 05 63 94 35 90.*

Hérault : première foire bio. 20 juillet à Pézenas, 150 exposants, buffet bio tenu par une colonie de vacances, ateliers pratiques, conférences… *Civam Bio, maison des agriculteurs, B, Mas de Saporta, CS 50023, 34875 Lattes, tél : 04 67 06 23 90.*

Aude : 10e foire bio à Couiza. 2 et 3 août. Thème de l'année : en chemin vers la cohérence. Producteurs bio, artisans, écoconstructeurs et associations. *Nature & Progrès, tél : 04 68 20 94 75.*

Hérault : 12e Estivale de la bio. 15 août à Ollargues, avec 80 exposants, conférences, balades, musique. *Civam Bio, maison des agriculteurs, B, Mas de Saporta, CS 50023, 34875 Lattes, tél : 04 67 06 23 90.*

Indre : 34e foire bio de Neuvy-Saint-Sépulcre. 30 et 31 août. Producteurs, artisans, ateliers, conférences, animation enfants. Entrée gratuite. *Le Gargaillou, Hélène Saget, La Brande, 36160 Feusines, tél : 02 54 30 69 41.*

Namur : 24e Valériane. 5 au 7 septembre à Namur Expo. 300 exposants, 40 conférences, *Nature & Progrès Belgique, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90, www.natpro.be.*

femmes-hommes

La Barbe !

Un groupe de femmes qui a pris le nom *La Barbe* manifeste depuis le 8 mars 2008 dans les réunions à forte majorité masculine en portant une barbe postiche pour protester contre le sexisme ambiant. Elles sont intervenues le 27 mars lors du conseil national des Centres commerciaux, le 15 avril lors de l'Assemblée générale de Carrefour, le 15 mai 2008 au Sénat pour un colloque sur la 5e république où sur 16 intervenants on ne comptait qu'une seule femme, le 29 mai lors de l'AG du groupe Casino… D'autres actions sont prévues dans le monde des arts, des médias… *www.labarbelabarbe.org.*



DR

De la virginité comme "qualité essentielle"

Le 29 mai 2008, le tribunal de Lille a accepté d'annuler un mariage suite à un recours du mari, après que celui-ci ait constaté que sa femme n'était pas vierge au moment du mariage. Le jugement s'appuie sur l'article 180 du code civil qui stipule que "s'il y a erreur sur la personne, ou sur des qualités essentielles de la personne, l'autre époux peut demander la nullité du mariage". Ainsi, la virginité deviendrait une valeur essentielle ! Plusieurs associations de femmes ont dénoncé ce jugement "médiéval".

Birmanie

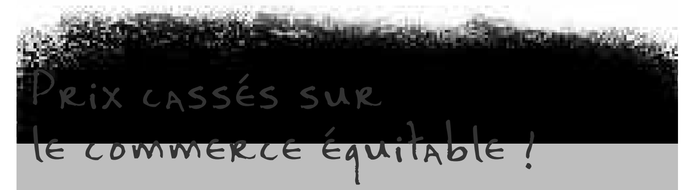
Envoyez votre culotte !

Il existe un tabou en Birmanie qui dit qu'un homme perd son pouvoir s'il touche un vêtement féminin en-dessous de la ceinture. Pour faire peur aux militaires de la dictature et dénoncer les nombreux viols dont sont victimes les femmes du pays, un groupe de femmes birmanes, *Lanna action for Burma* a lancé un appel aux groupes féministes en octobre 2007 pour envoyer aux ambassades ou au gouvernement des petites culottes. L'action a réellement démarré dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre ce printemps. A Paris, on peut écrire à l'*Ambassade de Birmanie, 60, rue de Courcelles, 75008 Paris*. Pour en savoir plus : *www.ptitesculottespourlapaix.ca*.

Parité en politique ?

Si les listes sont paritaires aux élections municipales, il n'y a ensuite aucune contrainte pour l'élection du maire par le conseil municipal. De même, il n'y a pas de règles pour les conseillers généraux. Résultat, après les élections municipales et cantonales de 2008, il n'y a que 8,5 % de femmes mairesses, 13,1 % de femmes conseillères générales.

nord-sud



Prix cassés sur le commerce équitable !

La logique du commerce équitable devrait être d'augmenter sensiblement les prix des produits pour aller vers une rémunération correcte de l'ensemble de la filière nécessaire à la diffusion de ce produit : depuis le producteur jusqu'au vendeur en passant par les transporteurs et le distributeur, éventuellement le transformateur… Le choix de Max Havelaar et de quelques autres d'appuyer leur développement sur la vente en grandes surfaces provoque exactement le contraire : une concurrence entre grandes marques pour vendre le moins cher possible.

Ainsi, en mai 2008, pendant la *Quinzaine du commerce équitable*, les magasins Leclerc ont proposé des produits "équitables" à prix cassés, jusqu'à trois fois moins cher que le prix de vente équivalent dans des boutiques indépendantes. Comment cela a-t-il été possible ? Leclerc a négocié avec une jeune entreprise de distribution une vente sans marge exceptionnelle officiellement pour lancer les produits. Ladite entreprise a dû vendre sans marge pour répondre aux demandes de Leclerc, espérant ainsi se faire une réputation sur ce coup.

A l'arrivée, nous avons donc des produits qui ont bien été payés un peu plus cher aux producteurs, mais ensuite une chaîne de distribution qui n'a pas été financée… et les magasins Leclerc qui se sont payés une bonne communication… de quoi attirer plus de consommateurs pour acheter les très nombreux produits inéquitables de ses magasins.

(Politis, 15 mai 2008)

Les prix dérapent… au niveau mondial

Dans le livre *Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières* (Hachette, 2005), Jean-Pierre Boris, journaliste à *Radio-France international*, explique bien comment fonctionne la spéculation sur les produits alimentaires. Certains gros financiers n'hésitent pas à acheter des stocks, à les placer sur des cargos… lesquels vont ensuite attendre dans les eaux internationales. Suivant l'évolution des cours, ils choisissent vers quel port aller écouler leur marchandise. Avec la pénurie alimentaire de ce printemps, ces pratiques spéculatives provoquent des envolés des prix : le 27 mars 2008, le prix du riz a ainsi augmenté de 31% en une seule journée. Largement de quoi entretenir les opérations spéculatives.

Ethiopie

Conservation de la nature contre autochtones

L'organisation de conservation de la nature *African Parks* a annoncé fin 2007 qu'elle cessait la gestion du périmètre du parc naturel national d'Omo. Ce retrait a provoqué la joie des organisations villageoises Mursi de la région qui depuis des années dénonçaient le déplacement des populations et les interdictions de pâturage. *Survival* avait dénoncé pendant des années l'absence de concertation entre les autorités du parc et les villageois. Sous prétexte de protection de la nature, *African parks* avait par exemple expulsé des chasseurs-cueilleurs qui vivent sur ce territoire depuis toujours. Les parcs naturels dans les pays du sud sont souvent pensés comme un moyen de faire venir le touriste occidental et d'engranger de l'argent, détruisant ainsi des relations symbiotiques entre la nature et les peuples indigènes.

Maîtrise de l'énergie

Limitation de la climatisation. La climatisation est une catastrophe : pour rafraîchir à l'intérieur, on rejette la chaleur à l'extérieur, ce qui augmente cette température et incite d'autres personnes à brancher la climatisation… dans un cercle vicieux qui provoque une hausse importante de la température dans les centres-villes : en juillet 2007, alors que la canicule sévissait en Grèce, on a mesuré 45°C en périphérie de la ville… et jusqu'à 54°C dans le centre (+9 °C !) !
Un décret entré en vigueur en France le 1er juillet 2007, recommande de ne pas utiliser la climatisation dans les locaux de travail tant que la température n'y dépasse pas 26°C (décret 2007-363, JO du 21 mars 2007). Mais rien n'est prévu pour faire appliquer cette mesure.

Finlande : contre le chauffage électrique. Jan Vapaavuori, le ministre finlandais (conservateur) du logement a annoncé une nouvelle réglementation afin de limiter le nombre d'habitations neuves équipées tout électrique. "Dans l'intérêt de notre économie, il serait plus prudent d'utiliser l'électricité pour nos industries que pour chauffer des habitations" a-t-il déclaré. Exemple à suivre…

Ecosse : électricité propre. Alors qu'en Grande-Bretagne, seule 5% de l'électricité est d'origine renouvelable, l'Ecosse a déjà atteint les 20% et son gouvernement a annoncé qu'il visait les 50% d'ici 2020. Pour le Parti national écossais, le développement des énergies renouvelables en remplacement de l'exploitation du pétrole en mer du Nord doit permettre à l'Ecosse d'augmenter son indépendance vis-à-vis de Londres.

Genève maîtrise l'énergie. Le conseil d'Etat du canton de Genève a adopté son plan directeur de l'énergie jusqu'en 2011. Il met en application une baisse de la consommation d'électricité, pour aller vers 2000 W de puissance nécessaire par habitant, soit le niveau de 1990. Pour cela, il instaure une obligation d'intégrer la dimension énergétique dans tout projet d'aménagement et met en place des normes de construction et de restauration des bâtiments plus économes. Le conseil de Genève applique ainsi de fait les référendums qui appuient une société sobre en énergie et sans nucléaire.

France : fin du chauffage électrique ? Les nouvelles réglementations dans l'habitat concoctées dans le cadre du Grenelle de l'environnement pourraient condamner le chauffage électrique. D'une part parce que des études récentes montrent que son bilan carbone n'est pas aussi bon que ce qui était annoncé (il faut des centrales thermiques pour faire face aux pointes de consommation en cas de grand froid), d'autre part parce que la comptabilité de l'énergie pourrait prendre en compte l'énergie primaire (ce qu'il faut pour produire) et non l'énergie finale (ce qu'il restitue) : dans ce cas le chauffage électrique consomme énormément du fait de son très mauvais rendement.

Des maisons positives en 2020

Dans le cadre du Grenelle de l'environnement et de l'application des directives européennes, le parlement devrait légiférer cette année sur les nouvelles normes dans l'habitat. Actuellement, les normes prévoient un abaissement automatique de la consommation d'énergie de 15 % tous les cinq ans, ce qui ne suffira pas pour atteindre les objectifs européens. La nouvelle loi doit permettre de passer de 105 kWh/m² par an, moyenne actuelle dans la construction à des maisons à énergie positive d'ici 2020. Pour l'ancien, des aides à la rénovation doivent permettre de passer de 240 kWh/m² par an à 150 kWh/m² par an en 2020. Problème : pour arriver à ce niveau de performance, il faudra investir 600 milliards d'euros… alors que pour le moment les aides de l'Etat s'élèvent à moins de 2 milliards par an.

nucléaire



Marche Londres-Genève passant devant le chantier de Flamanville.

EPR : rien ne va plus !

Nicolas Sarkozy semble vendre des réacteurs nucléaires EPR à chacun de ses voyages… En théorie seulement ! Ainsi, en **Libye**, des responsables du secteur électrique ont annoncé qu'il n'était pas envisageable de construire un tel réacteur sans prévoir la reconstruction de tout un réseau électrique, celui existant n'étant pas prévu pour de tels voltages. Les deux réacteurs vendus à la **Chine** ? Un communiqué de presse provenant d'une mission commerciale et industrielle française en Chine, repris dans *Capital* du 15 mai 2008, s'inquiète des répercussions de la contestation de la flamme olympique. On y lit notamment que "les Chinois ralentissent les discussions de négociations que mène Areva pour finaliser la vente de centrales EPR". Ainsi donc, ces contrats ne sont toujours pas signés ! La Chine a mis une clause prévoyant d'abord la construction d'une usine de retraitement des déchets ce qui selon les spécialistes peut suffire à bloquer le dossier pendant une bonne dizaine d'années. **En Finlande,** la facture gonfle. Le seul réacteur EPR réellement vendu pour pour 3 milliards d'euros à la compagnie finlandaise TVO aurait dû être mis en route à la mi-2009. Il n'en sera rien et Areva parle maintenant de 2011, un délai que les spécialistes estiment irréaliste, tant les problèmes de chantier sont nombreux. Après 2009, Areva va devoir payer des pénalités de retard, de l'ordre du milliard d'euros par an. Reste la **France** ? Pas sûr ! A Flamanville le chantier a été suspendu le 21 mai 2008 ! Après plusieurs avertissements, l'Autorité de sûreté nucléaire a fait stopper le chantier. Ce service du ministère de l'industrie, reproche à EDF de ne pas respecter le cahier des charges concernant le ferraillage du béton de la dalle qui doit supporter le réacteur. MB.

Paris

Manifestation

L'empereur français a décidé de fêter sa présidence de l'Union européenne par un grand rassemblement des chefs d'Etat autour du 14 juillet à Paris. Pour dénoncer son rôle de parfait commercial du nucléaire, le Réseau Sortir du nucléaire lui organise une réception. Un rassemblement est pour cela organisé le samedi 12 juillet 2008 à 14 h, place de la République à Paris. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.*

Bure

Festival 2008

A l'occasion du passage de la marche antinucléaire Londres-Genève (voir Silence d'avril), les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, organise une fête le samedi 28 juin 2008 sur le terrain de l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois (à 6 km de Bure), à partir de 14 h. Renseignements : *Vosges An, Hélène et Stéphane Maimbourg, 7, rue Leclerc, 88190 Golbey, tél : 06 72 55 56 96, http://vosges-a.n.over-blog.org.*

paix

Vers l'interdiction des bombes à sous-munitions

Après avoir obtenu l'interdiction des mines anti-personnel en 1997, les marchands d'armes avaient vite trouvé une alternative : des bombes à sous-munitions qui en explosant au sol dispersent des centaines de mini-bombes dont un certain nombre n'explosant pas tout de suite, minent le terrain comme les mines anti-personnel. Après plus de dix ans de négociations et la pression de quelque 250 ONG, une conférence internationale à Dublin s'est achevée le 29 mai 2008 par la décision de 111 pays d'interdire ces armes. 28 Etats dont la France en produisaient. Le ministère de la Défense français a annoncé le retrait des bombes M26 de ses stocks d'armes, une bombe qui disposaient de 644 sous-bombes. Mais il faudra que la France ratifie la nouvelle convention pour que nos marchands soient tenus de cesser d'en produire et d'en vendre.

Biscarosse

Visite verte

A la demande du sénateur vert Jean Desessart, une délégation de quatre élus Verts a pu visiter le centre d'essai des Landes de Biscarosse où sont testés les tirs du missile longue portée M51. A leur sortie, les élus Verts ont reconnu que l'armée avait respecté les règles démocratiques… mais que cela ne justifie en rien la poursuite d'essais en totale contradiction avec le Traité de non-prolifération signé par la France. Ce traité interdit la modernisation des armes nucléaires par les pays qui en possèdent. A noter que les Verts avaient demandé à être accompagnés par des représentants du Réseau Sortir du nucléaire, ce que l'armée a refusé.


DR

Ile-de-France

Jeûnes à Taverny et à Paris

Depuis 1983, à l'initiative de Solange Fernex et Théodore Monod, se tient chaque année un jeûne à Taverny, devant l'entrée de la base de commandement de la force nucléaire aéroportée, entre le 6 août (anniversaire du bombardement d'Hiroshima) et le 9 août (anniversaire de Nagasaki). Un autre jeûne se tient devant le Mur de la paix, sur le Champ de Mars (arrière de la Tour Eiffel) aux mêmes dates. *Maison de vigilance de Taverny, tél : 01 39 95 68 28 ou Marie-Claude Thibaud, tél : 06 71 60 05 46.*

politique

"Si l'on essaie d'imaginer ce que les grandes entreprises auraient pu concevoir pour contrecarrer une écologie trop virulente à leurs yeux, ceci ressemblerait à la Fondation Nicolas Hulot. Cette dernière, dans ce sens, est très bien pensée"
Corinne Lepage citée dans *Science Frontières,* novembre 2007.

Mumia Abu-Jamal

Jugement en attente

La révision demandée par la Cour d'appel fédérale le 27 mars 2008 suspend bien la condamnation à mort, mais un nouveau jugement doit être prononcé qui peut la rétablir. Donc rien n'est encore joué et Mummia Abu-Jamal est en prison… depuis 1982. *Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal, tél : 04 91 42 98 47, mumia-libre.over-blog.com.*

Brésil

Marina Silva démissionne

Marina Silva, nommée ministre de l'environnement en 2003 au Brésil, a démissionné le 14 mai 2008. Issue de la lutte pour la protection de la forêt amazonienne, proche du leader assassiné Chico Mendès, victime d'une contamination au mercure, elle a essayé au sein du gouvernement de Lula de faire avancer les idées écologistes. Lasse de servir de faire-valoir à un gouvernement de plus en plus libéral, elle a fini par décider de s'en aller. Elle avait essayé en vain de faire passer une loi interdisant les OGM, une autre concernant la protection de la forêt amazonienne, notamment contre le défrichage pour les biocarburants.


DR

Marina Silva.

Rencontres d'été

Rencontres libertaires. Les communistes libertaires se retrouvent du 26 juillet au 6 août 2008 à Eychenat, sur la commune d'Esplas-de-Sérou, près de Foix en Ariège. Tarifs du camping selon les revenus. Un thème par jour : enjeux de l'agriculture (dimanche 27), luttes économiques, luttes sociales (28), militantisme et mode d'action (29), technologies, la découverte de l'ignorance (30), projection de films (31), corps et sexualité (1er août), sans-papiers (2), éducation (3), politique de guerre et enjeux géostratégiques (4), Mai 68 encore (5). *Offensive communiste libertaire, c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex, tél : 03 26 82 36 16* ou *Offensive libertaire et sociale c/o Mille Bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 06 70 61 94 34.*

Alternatifs. Les Alternatifs organisent leur université d'été à Sainte-Croix, dans la Drôme, du 20 au 24 août 2008. Au programme : les grandes questions qui traversent le mouvement féministe actuellement (violences, contraception, IVG, mixité, prostitution, homosexualité et transsexualité, femmes et autogestion, parité et lieux de pouvoir, immigrées…). *Les Alternatifs, 40, rue de Malte, 75011 Paris.*

Réseau Sortir du nucléaire. Du 2 au 9 août 2008, près de Granville dans le sud de la Manche. Ressourcement, échanges d'infos, de savoir-faire et de talents, actions. Thème : arts et militance. Renseignements : *Jocelyn Peyret, tél : 06 20 36 57 17, jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr*

Mouvement écologique indépendant. Le MEI tient ses journées d'été du 21 au 24 août 2008 au Centre de séjour touristique de Bayeux, dans le Calvados, à 10 km des plages normandes. Débats divers et conférence sur la théorie Gaïa. *MEI c/o Thierry et Sylvie Bernard, 15, rue du Tumulus, 14320 Fontenay-le-Marmion, tél : 02 31 79 11 84.*

Mouvement pour une alternative non-violente. Le Man tient ses journées d'été du 27 juillet au 1er août 2008 à Sion, à 30 km de Nancy. Le thème de l'année est "écologie et non-violence" avec des intervenants extérieurs, des ateliers et des échanges de pratiques. Camping, dortoir, chambre d'hôte et hôtel au choix. *MAN Nancy, 22, rue Mozart, 54600 Villers-lès-Nancy, tél : 03 83 40 13 44.*



Quand la démocratie l'emporte

Terrena, l'une des plus grosses coopératives agricoles de France (12 600 salariés), a organisé une consultation de ses 26 000 adhérents sur différentes questions agricoles dont les OGM. 34 débats locaux ont été organisés en janvier 2008 avec à la fin un questionnaire. Seuls 1500 questionnaires ont été retournés (12%), 57% se prononcent pour poursuivre la recherche sur les OGM… mais 66% pensent que leur culture n'est pas nécessaire et 54% qu'ils présentent un danger pour la diversité.
En conséquence, Terrana a annoncé qu'elle ne vendrait pas de semences OGM en 2008 et 2009, même si la loi les y autorise de nouveau. D'autres questions sont intéressantes : 57% estiment que l'objectif de 6% de terres en bio en 2020 sera difficile à atteindre, 54% sont favorables à ce que la coopérative leur propose des solutions alternatives à l'utilisation d'engrais.

Quand la démocratie recule

Le 13 mai 2008, la loi sur les OGM était de retour devant l'Assemblée nationale. Un sondage publié le jour même indiquait que 78% des Français ne souhaitent pas que l'on cultive des OGM dans l'état actuel des connaissances et donc ne souhaitent pas qu'une loi autorise la coexistence des cultures OGM et non-OGM. A l'extérieur, plusieurs centaines de militants anti-OGM ont organisé un pique-nique puis ont fait une chaîne humaine autour de l'Assemblée nationale.
A l'intérieur, le groupe Verts-PC a été le plus combatif. André Chassaigne, député communiste avait déjà obtenu lors de la précédente lecture de la loi l'adoption d'un amendement garantissant la protection totale des cultures non-OGM. Les sénateurs avaient dénaturé cet amendement en estimant que cette protection totale devait correspondre à un taux de contamination inférieur à 0,9%. Le même député a alors introduit au nom de son groupe un recours sur l'opportunité de débattre du projet de loi. Alors que les députés UMP sont de plus en plus réticents à suivre les recommandations du gouvernement en faveur des OGM, le vote a été majoritairement en faveur de l'amendement Chassaigne (136 voix contre 135 et 2 abstentions), les députés UMP étant très nombreux à être absents. De fait ce vote a bloqué toute discussion sur le contenu de la loi.
En l'absence d'accord entre Sénat et Assemblée nationale, le gouvernement pour passer en force a immédiatement convoqué une commission mixte paritaire (composé de représentants des deux assemblées). Dès le 15 mai, la commission paritaire entérinait le texte rejeté la veille !
Les députés Verts ont demandé que soit mis en discussion un nouveau texte… la France devant se plier à la demande de l'Union européenne qui demande à chaque pays de légiférer sur cette question… depuis 2001. Les élus socialistes ont demandé au gouvernement d'arrêter d'essayer de faire passer cette loi pro-OGM en force. Malgré la demande du PS pour que la loi soit validée par un référendum, le gouvernement est passé en force et la loi a été votée en bloc par 289 voix contre 221 au Parlement le 21 mai 2008, par 183 voix contre 42 au Sénat le 22 mai 2008. Greenpeace a lancé un appel au gouvernement pour que les décrets d'application rectifient ce qui n'est pas en accord avec le Grenelle de l'environnement, en particulier la protection renforcée des cultures non-OGM. Les organisations d'agriculteurs biologiques appellent les élus locaux (régions, départements, communes) à prendre des mesures pour bloquer les cultures OGM sur leurs territoires. Plusieurs associations envisagent de saisir le Conseil constitutionnel pour dénoncer l'acharnement dont fait preuve le gouvernement : celui-ci n'acceptant pas le vote des élus !

Santé



Manifestation de soutien au septième jour de jeûne.

Isère

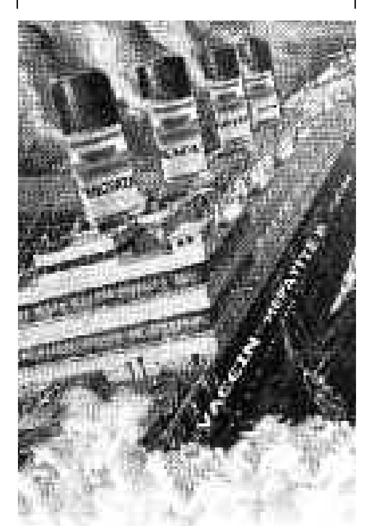
Grève de la faim

Gérants d'un gîte rural à La Ruchère, à Saint-Christophe-sur-Guiers, en plein parc naturel régional de Chartreuse, à la limite entre la Savoie et l'Isère, Claire Deslauriers et Christophe Troy, ont entamé une grève de la faim, le 24 mai 2008, pour demander le déplacement d'un pylône de 30 mètres de haut en construction devant leurs fenêtres. Ce pylône en remplace un ancien de 25 m de haut qui portait un relais de télévision. Le nouveau accueillera en plus les antennes-relais des trois opérateurs de téléphones portables. Le 28 mai, le chantier est investi par d'autres riverains que la gendarmerie a évacués. Le 31 mai, une manifestation demande que s'applique le principe de précaution. La mairesse a reconnu son impuissance sur ce dossier. Démocratie ?

Charente-Maritime

Art et vaccinations

Une exposition sur ce thème se tiendra du 28 juin au 5 juillet 2008 dans l'Abbaye-aux-Dames, à Saintes, à l'occasion de l'université d'été des Chantiers du futur. Les œuvres ont été réalisées par des personnes victimes de la vaccination contre l'hépatite B. L'exposition est ensuite disponible pour être exposée en d'autres lieux. *Art et vaccinations, Patricia Gouy, 8, rue des Frères-Lindet, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 44 80.*


Art et vaccinations. DR

Saône-et-Loire

Santé globale, médecine plurielle

L'Institut Gandhi organise les septièmes rencontres Europe des consciences du 17 au 23 août 2008 au domaine de Chardenoux, à Bruailles, sur le thème *Santé globale, médecine plurielle.* Au programme de très nombreuses médecines : naturopathie, acupuncture, médecine ayurvédique (Inde), guérisseurs aux pieds nus, jeûne et nutrition, énergétique chinoise, psychothérapie… *Institut Gandhi, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.fr.*

Disparition des PCB ?

Début mai 2008, la préfecture de la région Rhône-Alpes a suspendu l'interdiction de pêcher dans le Rhône entre Valence et Avignon, à l'exception des poissons de fond. Des mesures auraient montré que seuls ces derniers présentent des taux importants de PCB. Les pêcheurs restent sceptiques : comment est-il possible d'autoriser la pêche du brochet, un carnivore en bout de chaîne alimentaire qui concentre donc le poison et comment serait-il possible que la situation s'améliore en aval alors qu'elle ne s'améliore pas en amont ? La Frapna, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, estime elle-aussi que cette mesure n'a pas de sens.
Une étude menée par le WWF, rendue publique fin mai 2008, sur 52 personnes dont 42 vivant dans le delta du Rhône, montre une contamination de ceux qui ont mangé des poissons pêchés dans le Rhône quatre fois supérieure à celle de ceux qui habitent plus loin. Le autorités ont annoncé qu'une étude plus large allait être lancée portant sur quatre groupes de 150 personnes.

Isère

Glissières sans pesticides

Plusieurs associations ont lancé une campagne de protestation contre la société Area qui gère plusieurs autoroutes du département. Alors que le conseil général a interdit les pesticides depuis 2006 le long des routes départementales, Area continue à utiliser des produits toxiques pour dégager les glissières de sécurité. Les associations rappellent que ces glissières étant à proximité de fossés et caniveaux, cet épandage est illégal puisque risquant de contaminer les nappes phréatiques. Elles soulignent que de nombreuses sociétés d'autoroutes n'utilisent plus de pesticides, se contentant de tondre l'herbe lorsque c'est nécessaire. *Le Pic vert, 24, place de la Mairie, 38140 Réaumont, tél : 04 76 91 34 33 ; Les Amis de la Terre Isère chez H. Tidy, 16, Grande-Rue, 38000 Grenoble ; Comité écologique Voiron-Chartreuse, rue de Sainte-Olive, 38500 Voiron ; Espace Nature Isère, BP 1, 38470 L'Albenc.*

Transports

Alsace : vitesse limitée

La région Alsace a décidé début avril de limiter la vitesse sur autoroute à 110 km/h. Cette mesure, non retenue lors du Grenelle de l'environnement, permet de diminuer d'environ 10% la consommation de carburant et d'autant les émissions de CO_2.



DR

Le Big jump ou "Grand saut" , ici en Belgique.

Big jump 2008

Plusieurs réseaux associatifs internationaux organisent chaque année un grand plongeon collectif dans l'eau pour faire la promotion de la protection des eaux. Cette année, des "big jump" sont organisés en France le 6 juillet 2008 à 15 h à Chinon sur la Vienne, à Vichy sur l'Allier, à Saint-Maur-des-Fossés sur la Dordogne, à Brives-Charensac sur la Loire, à Saint-Maur-des-Fossés sur la Marne... Pour en savoir plus : *SOS Loire Vivante, 8, rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.*



Béa

Paris

Parking Day

Reprenant une idée venant de Californie (voir *S!lence* n°352), la Vélorution du 3 mai 2008 à Paris s'est terminée par une action d'occupation de places payantes de la rue du Faubourg-Saint-Denis, rappelant que l'automobile qui occupe une grande part de la chaussée a tué la rue comme lieu de vie. Une zone de convivialité a été ouverte, permettant le dialogue entre cyclistes, passants et même policiers... à vélo ! Et pour bientôt : le 22 septembre étant la journée sans voitures, la Vélorution vous invite à venir constater la réalité des faits, le 22 septembre 2008 à 18h30, place de l'Etoile... à vélo de préférence. Prochains rendez-vous sur *www.velorution.org*.

Ecotopia Biketour

Depuis une vingtaine d'années, l'association *Eyfa, European young for action*, dont le siège est à Amsterdam organise chaque année un camp autogéré en lien avec une lutte locale. Le camp fonctionne avec sa propre monnaie, laquelle tient compte du niveau de vie du pays d'origine de chaque participant. La langue d'échange est l'anglais. Ce camp est précédé par une convergence cycliste. Cette année, c'est la question des frontières entre la Turquie et ses voisins au nord-est (Arménie) qui fera l'objet d'un camp "No border" (sans frontières) du 9 au 23 août 2008. La convergence cycliste partira de Sofia en Bulgarie le 2 juillet 2008 pour rejoindre Istanbul puis suivre la côte nord de la Turquie jusqu'à Sinop. Les dates et étapes sur *www.ecotopiabiketour.net*.

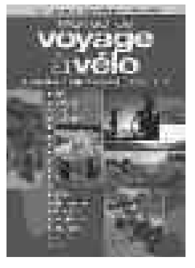
Belgique

Dynamobile

Depuis 1995, chaque année, *Dynamobile* est une randonnée cycliste de dix jours pour montrer que le vélo est un moyen sain, écologique, pratique, de voyager. Cela se passe du 18 au 27 juillet 2008, départ et arrivée de Bruxelles, en passant par Wavre, Mechelen, Rijkevorsel, Charleroi, Mons, Valenciennes, Condé-sur-Escaut, Lessines. *Dynamobile, chaussée de Louvain 617, Leuvensesteenweg, B 1030 Bruxelles, tél : 32 2 705 79 07, www.dynamobile.net.*

Manuel du voyage à vélo

L'association Cyclo-Camping International, fondée en 1982, regroupe et informe ceux et celles qui voyagent à vélo sans aide motorisée. Elle vient de publier un ouvrage collectif *Le manuel du voyage à vélo* destiné à vous donner les conseils nécessaires pour le choix du véhicule, sur les précautions à prendre pour la santé, contre le vol... à partir de l'expérience des adhérents. Avec malheureusement des conseils pour transporter son vélo en avion ! 230 pages pour 15 €, à commander à *CCI, 25, rue Ramus, 75020 Paris, tél : 01 47 97 62 18*.



Gratuites : les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés et les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** soyez le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Domiciliées :** *Silence accepte les annonces domiciliées contre une participation de 5 € en chèque.* **Sélection :** *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

ANNONCES

Entraide

■ **Creuse.** L'association L'Art Roussille organise un chantier collectif gratuit pour une rénovation décroissante du 22 au 29 juillet : isolation d'une maison, installation de volets, fabrication d'une véranda. *Thierry, tél : 05 55 67 59 58.*

■ Végétarienne, écolo, pacifiste, je cherche des ami(e)s qui peuvent m'héberger dans tous les coins de France car j'aimerais faire un périple pour rencontrer les lecteurs de *S!lence*. Téléphonez-moi au *06 83 03 29 90.*

■ **Hautes-Alpes.** Dernier chantier participatif : enduits terre, cloisons terre-paille, tadelak, finitions, dans village écologique du 1er au 10 juillet. Quelques jours, une semaine… Hébergement, nourriture et apprentissage contre quelques heures de travail par jour. *Michel et Emmanuelle Philippo, 05300 Eourres, tél : 04 92 49 65 93.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence**. Chantier coopératif de restauration du hameau de Tanaron, à 12 km de Digne, tout l'été pour transformation en écovillage artistique. Accueil tout l'été. *Michel Lamouche, hameau Tanaron, 04000 La Robine-sur-Galabre, tél : 04 92 32 56 91.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence**. Chantier collectif de restauration du hameau du Vieux-Bras en vue de l'ouverture d'un hameau coopératif. *Autoconstruction du Vieux-Bras, 04270 Bras-d'Ane, tél : 04 92 34 48 91.*

■ **Gironde.** La ferme conservatoire de Leyssart et son association élèvent depuis quinze ans de nombreux animaux afin de conserver différentes races à faibles effectifs. Elle possède actuellement 4000 ovins. Les débouchés étant limités, la ferme souhaite réduire ses effectifs sur un fond éthique et solidaire, en soutenant des porteurs de projet, associatifs ou non. Pour en savoir plus : *Ferme conservatoire de Leyssart, 33660 Puynormand, tél : 05 57 49 62 82, fermeconservatoire@gmail.com.*

■ L'association l'Artmorithé propose un salon de thé sous yourte avec concerts, expositions, conférences autour de l'écologie et cherche des intervenants bénévoles pour le démarrage de ses activités en Cévennes, à Génolhac. Repas offert + lieu pour camper. *Tél : Amélie et Cédric, tél : 04 66 61 03 43 ou 06 61 59 14 77.*

Vivre ensemble

■ Paysan retraité, 63 ans, loue une douzaine d'hectares terres, prés, bois, en zone de coteaux, Ariège, avec arbres fruitiers, suis sociétaire d'un atelier collectif de transformation de fruits et légumes qui doit démarrer l'été 2008 dans le cadre de Rénova, Rénovation des vergers anciens). Cherche repreneur, de préférence un projet collectif dans esprit décroissance, simplicité volontaire. *Pierre Degand, La Madeleine, 09350 Campagne-sur-Arize, tél : 05 61 98 11 01 le soir après 21h.*

■ Nous sommes quelques amis qui cherchons des personnes intéressées pour la création d'un lieu de vie, avec recherche pour aller vers l'autonomie alimentaire, énergétique, financière. Relations avec l'extérieur. Projet dans le grand sud, maximum 12 personnes, de toutes générations, connaissance en CNV et travail sur soi effectué, envisagé. Décroissance des égos et croissance de la solidarité pour un projet évidemment politique. *lorwel@no-log.org.*

■ Retraitée valide et active souhaite vivre en habitat groupé, dépt 73, 74 ou 38, par l'acquisition à plusieurs d'une propriété (maison + terrain) et créer de petites extensions pour un logement indépendant (yourtes, construction bois massif…). Merci de me contacter au *04 79 62 88 73.*

Rencontres

■ **Réf. 359.01.** JF, 33 ans, 2 enfants, souhaiterait rencontrer homme non-fumeur, agriculteur-paysan volontiers, pour partager sourires, bonne humeur et tendresse sur un chemin de simplicité, sincérité et respect de la nature et des humains. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Laurence, toi que j'ai rencontrée à Brousse-le-Château, je n'ai pas tes nouvelles coordonnées. Alexandre.

■ **Réf. 359.02.** Quelle est la compagne complice, féminine, âge situation origine indifférents, qui voudrait partager un projet de vie dans l'harmonie du corps et de l'esprit avec un homme, 65 ans, NF, maison écolo dans hameau en pleine nature, 1000 m d'altitude entre le 38 et le 05. Commodités à 2 km. Possibilités créativités. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ **Bretagne.** En France, les grandes compagnies de l'eau ont fait en sorte que les directives européennes ne soient pas retranscrites. Sans être interdites, les stations de retraitement individuelles ne sont pas autorisées, sauf à titre expérimental et encore seulement dans les départements dont la hiérarchie administrative est ouverte. Nous recherchons donc des solutions du côté du "petit collectif". Nous aimerions entrer en contact et si possible visiter et nous entretenir, dans notre région, sur le fonctionnement et la mise en œuvre de telles installations. Nous voudrions aussi organiser une ou des réunions pour que les expériences des autres soient partagées par tous. *AANCUH, Association des usagers d'assainissement non collectifs et des utilités de l'habitat, Olivier Geffray, La Ville Samson, 56140 Pleucadeuc, tél : 02 97 26 98 74, Claude Garcia Priziac, 56140 Pleucadeuc, tél : 02 97 26 98 17, cgapriziac@yahoo.fr.*

Emploi

■ Etudiante en environnement (IUT génie biologique, option génie de l'environnement), cherche travail sur Avignon pour l'été 2008. Contact par courriel : *degroux-g@hotmail.fr.*

■ Crèche parentale dans le Berry (18 Marçais) recrute un animateur-trice en CDI, 24 h par semaine, avec diplôme d'auxiliaire de puéricultrice minimum, voire éducateurs jeunes enfants et de l'expérience dans le secteur de la petite enfance, à partir du 18 août 2008. Téléphoner à Angèle Satche ou Séverine Janssen au 02 48 96 20 95. *Crèche Les Gabignons, Les Vaslins, 18170 Marçais.*

Logement

■ Je suis végétarienne et j'aimerais trouver une petite maison avec jardin et petite source. Accepte colocation indépendante. Région : 84 31 04 05 07 34. *Tél : 06 83 03 29 90.*

■ Vends à Villeurbanne (Rhône), quartier Croix-Luizet, maison de ville écolo sur terrain de 600 m², rénovée avec matériaux bios, 185 m² habitables sur deux niveaux, sous-sol aménagé de 100 m², garage double, chaudière à granulés bois, plancher chauffant, chauffe-eau solaire, production photovoltaïque raccordée, four à pain, potager biologique, serre, arbres fruitiers, récupération des eaux de pluie.
Contact : *py@ducrest.fr.*

■ Vends yourte diamètre 7 m soit 38 m², fabriquée en France, équipée plancher en mélèze, habitée une année, libre à partir de septembre 2008, visitable à Gardanne (13). Prix à débattre. Contactez-moi au *06 25 49 59 71.*

Vacances

■ **Bretagne sud.** Loue éco-gîte, toute l'année, avec vélos, 4 à 6 personnes, 330 € la semaine. *Tél : 02 97 42 95 22.*

■ **Châteaux de la Loire.** Loue gîte quatre personnes, campagne de Chinon, dans maison ancienne face à notre habitation. Verger, portique enfants, poules, moutons, piscine. 6 km gare SNCF (on peut venir vous chercher). Nombreuses balades possibles. Cherchons personnes sensibilité proches des nôtres (écologie, convivialité, nature, végétarisme…). *Tél : 02 47 58 07 81, nbelet@wanadoo.fr.*

■ Couple, deux enfants, 2 et 4 ans, cherche échange maison pendant deux semaines période 15 juin-15 septembre. Nous habitons dans une maison de 100 m2, 3 chambres, jardin à 8 km de Nantes. *Tél : 06 88 70 58 03 ou 02 40 68 05 12.*

■ **Auvergne (Allier)**. Loue jolis gîtes anciens à 700 m d'altitude en pleine nature. 2x6 places et 1x4 places. *Tél : 04 70 41 10 12, www.gitelesmignards.com.*

■ Famille (4 personnes) intéressée pour échanger sa maison à 8km de Nantes pendant deux semaines entre 25 août et fin septembre contre appartement, maison aux environs de Lyon. *Tél : 06 88 70 58 03 ou 02 40 68 05 12.*

■ **Drôme.** Dans le parc naturel régional du Vercors, 2 km de Die, loue yourte meublée de 35 m2 5/6 couchages sur terrain nature. Proximité cuisine, salle de bains, douche, piscine en saison. Toutes activités nature.
Roland, tél : 04 75 21 15 73, www.souslayourte.com.

■ **Bocage vendéen**, 20 km Fontenay-le-Comte, 15 km forêt de Mervent. Chambre d'hôtes 2/4 personnes dans maison récente écoconstruction, sur grand terrain avec étang. Nature et calme. Randonnées. Accueil chaleureux. *Tél : 02 51 50 73 61. http://lamandiniere.monsite.orange.fr*

Divers

■ **Ardèche Nord.** L'association Solfie propose ateliers voix, approche corporelle énergétique et symbolique, chant familial, stages. Venez explorer votre voix en lien avec les cinq sens et notre humanité, entre terre et ciel, en lien avec la nature… Souhaitons fédérer personnes esprit *S!lence* pour projet autour d'ateliers chants du cœur, chants sacrés. *Tél : 06 64 25 52 32 ou www.solfie.fr, contact@solfie.fr.*

■ **Hautes-Pyrénées.** Stage yoga et rando-découverte du dimanche 6 au jeudi 10 juillet. Hébergement en gîte et camping. *Association Les Ateliers du bien-être, tél : 05 62 39 16 24, www.ateliers-bien-etre.fr.*

Réchauffement climatique et inconscient

Le réchauffement de la planète est comme son nom l'indique, un problème planétaire ; pour le résoudre, un difficile changement de mentalité s'impose, auquel de sérieux obstacles s'opposent. Parmi ces obstacles il y a ceux qui se posent au niveau inconscient et que la psychanalyse permet d'éclairer.


DR

Il s'agit selon moi de la persistance généralisée de reliquats du stade captatif où l'individu, s'il ne se sent plus le centre du monde comme un bébé, n'en ramène pas moins tout à lui, à ses besoins immédiats, sans tenir compte des intérêts globaux auxquels il ne cède que suite à une épreuve de force, et du refus de la frustration qui en est l'origine. Essayons de voir comment ils se présentent.

Tenir compte de l'autre

Dans son évolution affective, le petit d'homme, commence effectivement par être le centre du monde, d'un monde entièrement mis à son service, d'un monde qu'il accapare, possède, surtout par l'intermédiaire de sa mère qui, après l'avoir porté, lui donne tout ce dont il a besoin. Dévouée à sa protection, elle cherche à lui épargner toute souffrance, toute difficulté, et c'est bien ainsi.
Cependant, cette position centrale, l'enfant va devoir la quitter petit à petit, car devenir adulte, trouver sa place dans la société (et cela peut inclure pour certains de trouver cette société insupportable), donner un sens à sa vie, c'est tenir compte de l'autre, c'est renoncer à être le centre du monde, à se l'approprier pour soi tout seul, c'est accepter une certaine frustration.
C'est l'acceptation de telles frustrations qui non seulement permet la vie collective, mais c'en est le fondement même.
Le fameux complexe d'Œdipe qui a fait couler tellement d'encre n'est pas autre chose, renoncer à être le seul, se soumettre à l'existence de l'autre, entrer en compétition avec lui, l'accepter, c'est cette acceptation qui permet d'aller jusqu'à l'amour d'autrui, jusqu'à faire comme idéal du moi, le don de soi, l'oblation, à trouver son bonheur dans le bonheur de l'autre, même si ce bonheur implique une frustration personnelle.

Le refus de la frustration

Or s'approprier individuellement, et refuser toute frustration est justement et paradoxalement devenu l'idéal proposé à l'homme d'aujourd'hui dans la réalité de sa vie sociale, au point que la

réussite d'un homme ou d'une femme est mesurée à l'aune de ce qu'il possède, compte en banque, maison, voiture, piscine, bateau, même sa vie affective et sexuelle est souvent mesurée au nombre de ses conquêtes, à ses succès ou à ses prouesses sexuelles.

Ce besoin de posséder et de profiter sans entraves de la vie est appris fort jeune ; l'enfant dès sa naissance est de plus en plus saturé de jouets, et très tôt, il a ses premiers téléphones portables, Playstation, ordinateur, TV, sans parler de la compétition pour les vêtements de marque. Les enfants sont éduqués dans l'esprit de la possession, et ils sont eux-mêmes souvent une possession, exhibés par les parents pour leur beauté, pour leur intelligence, au point que des concours de fillettes déguisées en stars sont organisés dans certains pays.

Ces jouets reçus en excès ne sont souvent pas des manifestations d'amour, mais des signes de possession de biens de la part des parents, on "montre" que l'enfant est "gâté", mais en fait il y a souvent là une incapacité à aimer, car en plus de la fierté d'exhiber les jouets de leurs enfants, ce que ces parents désirent c'est recevoir des manifestations d'amour de leurs enfant, ce qu'il n'obtiennent pas, du moins à court terme, en imposant des limites à leurs désirs.

Les choses sont alors inversées, les parents agissant de peur de déplaire aux enfants, plutôt que les enfants pour faire plaisir à leurs parents.

Même l'état devient nourricier. Le rôle de l'état devient alors peu à peu, de satisfaire les besoins de consommation des électeurs, parce que les élus sont choisis parmi ceux qui flattent le mieux ses espoirs de consommation.

Une planète maman à consommer sans modération

Lorsqu'il refuse ainsi toute limite à sa consommation, l'homme reste infantilisé et ne peut pas voir, ni même concevoir, qu'il y puisse y avoir une limite à sa consommation du monde perçu comme une mère, qui l'entoure et dont il se nourrit, et refusant toute frustration, il ne peut accepter l'idée de renoncer à quoi que ce soit, ni accepter l'idée d'être responsable de quoi que ce soit, même pas de ses déchets dont "quelqu'un s'occupera", comme jadis ses parents s'occupaient de ses langes ou lavaient son linge.

La planète n'est pas une personne

Respecter la planète ce n'est pas revenir à une conception animiste du monde qui attribue une "âme" à la nature, ce qui n'est que le reflet de l'impuissance de l'homme face à ce qu'il ne peut dominer. Il attribue alors une volonté aux forces et aux objets qu'il craint, volonté à laquelle il espère opposer une contre-volonté, par le sacrifice, le rituel, la magie. Cette conception magique du monde, pour émouvante et poétique qu'elle soit dans son dialogue imaginaire avec la nature, ne procure cependant que l'illusion d'un accord avec elle, même si dans les faits elle force à la respecter, du moins dans le cadre d'une civilisation non industrielle.

La science n'est pas toute-puissante

Il ne s'agit pas non plus de remplacer cette pensée magique d'un dialogue avec la nature par celle de l'illusion scientiste, d'une science toute-puissante qui pourrait "maîtriser" parfaitement la nature, pourrait "trouver" comment éviter l'effet de serre, comment éliminer les déchets, ou pourrait "produire" de l'énergie propre, à profusion et nous éviterait toute frustration, mais au contraire nous permettrait de consommer encore plus.

La science au service de l'autre

La science peut énormément de choses, mais son bon usage dépend de la capacité de l'homme à aimer, à tenir compte d'autrui, et pour résoudre le problème du réchauffement climatique, non plus un autrui limité à sa famille, son clan, sa tribu, son ethnie, sa culture, ou même son pays, mais étendu à l'humanité toute entière.

Respecter la planète implique la capacité d'accepter la frustration qu'il y a une limite à ce qu'il est possible de faire, à ce que la science peut faire, que l'homme n'est ni tout-puissant ni sans responsabilité.

Accepter un minimum de frustrations

C'est tout un conditionnement affectif inconscient à changer, passer d'une pensée partiellement infantile, orientée exagérément vers la captation, la consommation égoïste, à une pensée qui nous remet à une place excentrée, simples membres d'une seule humanité pour laquelle nous sommes prêts à accepter certaines frustrations, à faire certains efforts.

Les dégâts faits à la terre à cause d'une consommation effrénée sont une occasion de prendre conscience de notre refus infantile de la frustration, de la nécessité de grandir.

Devenir adultes en quelque sorte

Et en adultes transmettre à nos enfants cet esprit d'humanité, respectueux de l'autre, de sa planète qui est aussi la mienne, esprit audacieux, optimiste dans la capacité humaine à développer une morale oblative, altruiste.

Jacques Janssens ■

Psychanalyste, docteur ès sciences
janssens.jps@skynet.be

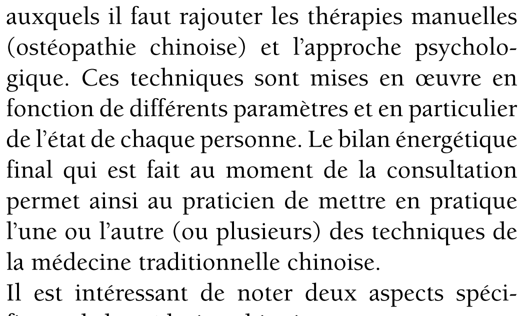
La médecine chinoise
pour replacer l'homme dans son environnement

Depuis la nuit des temps de nombreuses médecines se sont succédé, et il n'est pas évident d'établir un lien entre des pratiques chamaniques antiques et la médecine actuelle. La médecine chinoise pratiquée depuis plusieurs millénaires s'est développée sans cesse et adaptée au fil du temps et des époques. Elle est aujourd'hui très pratiquée partout dans le monde et apporte une réponse crédible aux grands problèmes actuels de santé.

> Une reconnaissance en cours

"S'il est possible d'exercer en France la médecine traditionnelle chinoise, qui reste classée parmi les médecines douces ou alternatives, il faut bien admettre qu'elle est juste tolérée (…). L'acupuncture, figure depuis quelques années déjà dans les spécialités de notre médecine, oubliant qu'elle avait qualifié cette méthode de charlatanesque quelques années auparavant.
La pharmacie lui a emboîté le pas, en commençant peu à peu à vendre des produits de la pharmacopée chinoise… sans connaître l'art traditionnel de combinaisons de ces plantes.
La même chose s'était déjà produite avec la récupération par les pharmaciens de notre herboristerie traditionnelle, qui n'est aujourd'hui plus que l'ombre d'elle-même.
La méthode, grossière mais efficace, a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays : d'abord, feindre d'ignorer, puis tenter d'interdire, enfin absorber. (…) Dans ces conditions, on peut comprendre la difficulté qu'a le législateur de trouver une juste place au tradipraticien, pour le moment placé dans le fourre-tout des "soins de santé non réglementés". Peut-on juste rappeler que les différentes médecines du globe ont toutes quelque chose à apporter à l'humanité, que chacune est souveraine de sa pratique, et qu'il n'appartient à aucune d'entre elles de réprimer ou de phagocyter les autres"
Extraits d'un article de *Patrick Shan* paru sur le journal de l'UFPMTC, en juillet 2005.

Plongeant ses racines dans la plus haute antiquité chinoise — les théories du Yin et du Yang, des cinq mouvements et de l'énergie, qui ont permis de comprendre le monde et son évolution tout au long des 2000 ans avant l'ère chrétienne — , la médecine chinoise s'est construite à partir de ces idées fondamentales que l'on trouve en particulier dans le taoïsme. Les taoïstes prônaient que pour garder la santé et l'entretenir il fallait avoir recours tout au long de sa vie à des méthodes d'entretien du principe vital : recours à la diététique, à des exercices respiratoires, physiques et sexuels. Leur but était d'atteindre l'immortalité mais plus prosaïquement de retarder le vieillissement. Leur vie simple est basée sur le rythme de la nature et tient compte des changements occasionnés par l'alternance des saisons pour adopter tous principes qui permettent de se fondre dans le grand tout. Les fondements de la médecine chinoise sont là : le TAO, les cinq mouvements, l'énergie.
Depuis l'Antiquité jusqu'à aujourd'hui, le principe initial et fondamental reste le même. Pour bien vivre, l'homme ne doit pas dominer la nature mais plutôt, par une écoute et une observation attentives, s'en rendre le complice. Ainsi le praticien de médecine chinoise que vous consultez aujourd'hui prendra en compte la globalité de votre être — le lieu de vie, la situation et les conditions de travail, l'alimentation, la qualité du sommeil, les émotions, etc. — et au besoin vous conseillera sur un comportement plus conforme à certaines règles naturelles. Bien entendu, le rôle de la médecine chinoise ne se limite pas au conseil ; elle permet d'analyser le dysfonctionnement ou les insuffisances et d'y remédier par un traitement approprié. Pour cela, le praticien de médecine chinoise dispose d'une panoplie de cinq méthodes principales : massage, acupuncture, Qi Gong, diététique, pharmacopée, auxquels il faut rajouter les thérapies manuelles (ostéopathie chinoise) et l'approche psychologique. Ces techniques sont mises en œuvre en fonction de différents paramètres et en particulier de l'état de chaque personne. Le bilan énergétique final qui est fait au moment de la consultation permet ainsi au praticien de mettre en pratique l'une ou l'autre (ou plusieurs) des techniques de la médecine traditionnelle chinoise.



Il est intéressant de noter deux aspects spécifiques de la médecine chinoise : sa permanence et son universalité. En effet, des médecines ancestrales, c'est la seule qui continue à être massivement pratiquée de nos jours. Si au cours des siècles elle a pu subir des adaptations, des modifications et même des altérations, elle a toujours conservé un rapport étroit avec ses origines. Ce rapport permet au praticien moderne de puiser en partie son savoir dans des textes écrits voici plus de 4000 ans. Il est également remarquable de relever que cette médecine se pratique partout dans le monde actuellement.
En conclusion, la médecine traditionnelle chinoise, fondée sur la philosophie orientale, insiste sur l'importance de la place de l'homme dans son environnement. La vie moderne nous éloigne de cette préoccupation, tendant à nous persuader que nous avons rompu ce lien et réussi à dominer en grande partie les lois naturelles. La médecine chinoise naturaliste au sens littéral peut être considérée comme un outil permettant de rapprocher l'homme de la nature.

Gabriel Corbalan ■

L'auteur est praticien diplômé MTC – massage, acupuncture, pharmacopée – à Saint-Marcellin et à Echirolles (Isère). Pour plus d'informations, il peut être joint au 06 60 70 66 32.

La liste des praticiens pour la France et des instituts de formation sont disponibles sur le site de l'UFPMTC, www.ufpmtc.com

Lieux de Vie et êtres extra-ordinaires

Dans le numéro de janvier 2008 il est question de lieux de vie et du Gerpla [Groupe d'échange et de recherche sur la pratique des lieux d'accueil, n°353, p. 37, ndlr]. Educatrice spécialisée, j'ai travaillé en Institution — notamment en hôpital de jour, où s'est posé le problème d'un ailleurs pour des enfants autistes et psychotiques. J'ai rencontré Fernand Deligny dans les Cévennes en 1976. Il avait mis en place un réseau d'accueil d'enfants, adolescents, jeunes adultes autistes. Il a consacré sa vie, comme un exil, à ces êtres différents. Toujours à la découverte, en recherche permanente. Il m'a communiqué l'adresse d'un groupe dans l'Aveyron qui accueillait des enfants autistes. Il m'a dit : "ils leurs parlent" et "cherchez une maison où il y a de l'eau". Un petit groupe s'est constitué dans l'Aveyron. (...) Nous avons mis en place trois lieux de Vie différents. (....) Nous avons commencé à accueillir des enfants en 1976. Nous avons eu les agréments en mai 1977. En 1979 j'ai fait la même démarche dans le Vaucluse (...). J'ai vécu ainsi jusqu'en 1991. Il s'est créé d'autres lieux dans le Vaucluse, à partir de mon expérience. J'ai adhéré au Gerpla et participé à des journées d'étude et de réflexion. Ces années de travail avec ces enfants extra-ordinaires (qui sont sortis, pour la plupart, de l'autisme) font partie des plus belles années de ma vie. Deligny a attiré beaucoup de personnes sans jamais chercher la notoriété. Il reste ses livres et surtout les films. C'était un être lui aussi extra-ordinaire. Il est mort seul alors que je n'étais pas en France. (...) Cette solitude dans la mort, de sa part, ne m'étonne pas du tout.

D. Magiron
Vaucluse

Traction animale

Je vous envoie cette lettre en réaction à votre récent article (Silence n°355, p. 42) vantant les mérites de la traction animale, et qui m'a profondément choquée. Dans une revue qui se définit comme traitant d'écologie, d'alternatives et de non-violence, j'ai lu durant quatre pages l'éloge de l'exploitation d'êtres vivants pour l'unique profit égoïste d'une seule espèce. Etres vivants comparés durant de longues lignes à une machine ! La trame se présentait comme : avantages / inconvénients à l'exploitation d'un être vivant !
Alors forcément, à la lecture d'un tel article, j'en suis venue à me poser cette question, que j'adresse à l'auteur de celui-ci, à ceux qui l'ont approuvé et tous ceux l'ayant lu sans être choqués ; qu'est-ce qui vous pousse à vous battre pour protéger la planète ? Pourquoi êtes-vous "écolo" ? Vous préoccupez-vous de préserver la Terre et la vie qui l'habite uniquement parce que vous en dépendez ? Ou parce que vous l'aimez ? Je n'arrive plus à comprendre à quelle société vous aspirez, mais si celle-ci est fondée à nouveau sur une domination de l'Homme sur les autres espèces, alors elle ne vaudra pas mieux que l'actuelle. (...) Je ne prône pas pour autant l'usage du tracteur, loin de là, vous l'aurez compris, mais dans une société constructive où la créativité ne serait plus étouffée, pourquoi ne pas innover ? (...)
A nous de voir, d'imaginer, de créer... et de se préoccuper du sort des abeilles, non pas parce que leur disparition causerait notre mort, mais simplement pour protéger la vie qui les habite.

Anaïs Parraguez
Ille-et-Vilaine


Erhard Schroll/Starke Pferde

La Celle-sur-Loire l'arbre ne cache plus la forêt

J'ai suivi ces dernières années les ravages des superbes zones forestières d'origine, les dérives, le laxisme des autorités pour ce qu'il faut bien appeler un massacre écologiste : si rien n'est fait, s'ensuivra rapidement la perte de toutes traces historiques. (...) Ainsi, l'ancienne église a été affublée d'un arrêt bus en béton, au toit en tôles ondulées, accolé à un immense transformateur... (...) Verrues environnementales, la construction sauvage de préfabriqués et de chalets est à son paroxysme. Même des zones considérées comme non-constructibles se retrouvent bâties en quelques mois. (...) Nous avons assisté à l'installation forcée d'une centrale nucléaire, avec toute sa dangerosité (ah ! les lobbies nucléaires, nous venons d'en reprendre pour trente ans !). L'autoroute A 77 est ironiquement dénommée "L'autoroute de l'arbre", alors que des milliers d'arbres ont été pulvérisés pour sa construction (...). Je demande l'intervention de la région pour sauver ce qui peut encore l'être : attend-on que la nationale 7 soit immergée de boue, puisque sur des kilomètres plus rien ne pourrait retenir ni protéger les terres ?

Eric Taffoureau-Millet
Nièvre

Marche anti-nucléaire

A propos de la marche Londres-Genève (voir l'article "Marche pour un futur sans nucléaire", *S!lence* n°356, p. 38), quel privilège et quelle joie d'avoir pu accueillir, avec nos voisins, dans notre village les marcheurs pour la Paix (vers un monde sans nucléaire). Merci pour cette belle énergie dont ces femmes, ces hommes de tous pays sont porteurs. Merci pour le message de paix et d'amour qu'ils véhiculent avec authenticité et simplicité de cœur... (...) Merci pour ces instants inoubliables que nous avons pu partager ensemble. Bon courage à nos amis pour aller jusqu'à Genève, chacun de leurs pas inscrit l'empreinte d'une conscience nouvelle.

Dominique Bataille
Manche

Centre de stockage radioactif (erratum)

Dans une brève parue dans le n°356 d'avril 2008 de *S!lence* (p.36-37), vous signalez une étude faite par l'Acro (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest) pour la Commission locale d'information (Cli) du centre de stockage de l'Aube (CSA). Vous reprenez, sans vérification, une rumeur affirmant que "c'est l'Andra, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, gestionnaire du site, qui choisit le lieu de prélèvement".
Or, ceci est totalement erroné ! En effet, nous n'aurions jamais accepté de travailler dans de telles conditions. (...) L'Andra, dans une attitude de défiance, était toujours présente lors des prélèvements et a doublé presque toutes nos analyses, mais c'est l'Acro qui a choisi les points de mesure.
Nous n'avons en effet trouvé aucune contamination artificielle à l'extérieur du site qui puisse être imputée au CSA et c'est une bonne nouvelle. Il s'agit là d'un constat d'une situation radioécologique actuelle et qui donc ne préjuge en rien du devenir à moyen et long terme pour cet environnement.
Le CSA n'est pourtant pas exempt de toute critique. Il y a bien sûr le problème connu des autorisations de rejet dans l'environnement obtenues en août 2006 et qui sont choquantes pour un centre de stockage autorisé initialement sur la base d'une absence totale de rejets radioactifs. Nous montrons ainsi dans notre étude que le CSA ne sera pas banalisable au bout de trois cents ans, comme cela a été affirmé lors de sa création.
En effet, l'américium, qui descend du plutonium déjà stocké sera encore largement présent.

David Boilley
Président de l'Acro
Calvados

Courrier

Jardin bio à Lambersart

Je cultive mon petit potager (150m²) que je loue annuellement à l'association des jardins familiaux de Lambersart (...) ; ce qui me permet de m'y rendre régulièrement à vélo, le soir ou le dimanche après midi, à raison de quelques heures par semaine.
De sensibilité plutôt écologique, je cultive de façon biologique, c'est-à-dire en respectant un équilibre naturel. Evitant l'usage de produits toxiques, préférant le compostage et le purin d'orties aux engrais chimiques. Dans le respect d'une rotation des cultures, je préfère aussi cultiver ensemble des légumes qui se plaisent de leur proximité (oignons/carottes]).
L'usage de l'eau de pluie est préconisé, récupéré, mais utilisé rationnellement. Le paillis ou mulch est largement répandu afin de réduire l'évaporation et la levée des herbes indésirables. L'allée centrale est enherbée, tondue régulièrement à l'aide d'une petite tondeuse. Elle n'est pas tracée au cordeau et marque une légère courbe ; c'est une ressource sans fin de paillis ; d'un entretien aisé, c'est un plaisir pour les pieds.
La culture de plantes fleuries et plantes aromatiques est largement entretenue afin d'apporter nourriture et lieu de reproduction aux insectes et papillons ; certaines plantes sont invitées pour venir enrichir le compost (bourrache, ortie ...). Un nichoir, des graines pour les oiseaux accueillent chaque année mésanges et petits passereaux afin de respecter un équilibre local de la biodiversité. De même, le choix de l'emplacement a été choisi à proximité d'une mare, du parc voisin, riche en arbres, haies, et tas de bois ; refuge d'une biodiversité qui y trouve nourriture et lieu de vie, et visite régulièrement mon petit potager. De grands arbres apportent de l'ombre et protègent du vent. Le soleil y est toutefois présent la seconde partie de la journée. En septembre, alors que la plupart des jardiniers retournent leur terrain qui restera nu tout l'hiver, un semis d'engrais vert vient enrichir le sol et l'ameublir en profondeur... Le potager reste en culture et on y trouve mâche, roquette, épinards, navets, choux, poireaux et autres légumes supportant le froid. En été, framboises, fraises, et groseilles aromatisent les yaourts et sont préparées en confitures !
Recycleur, j'utilise des manches à balais récupérés, pour tuteurer les tomates, des branches provenant d'élagage pour tuteurer les pois... Quelques pieds de saules, taillés au raz du sol en hiver fournissent des baguettes souples pour ligatures et petits travaux.
Mais me direz-vous, ceci n'a rien d'extraordinaire pour qui pratique des méthodes de culture biologique. Voilà justement le problème : la méthode ne plait pas aux membres du bureau et au président qui ont décidé le retrait de la parcelle. Allégeant un défaut d'entretien ! Alors que la municipalité prépare un agenda 21 dans le cadre du développement durable, que les jardiniers vont être amenés à changer leur mode de culture, à réduire l'utilisation de produits toxiques, à intégrer davantage la notion d'équilibre naturel.
Merci d'apporter votre soutien en écrivant, pour la reconnaissance de la culture biologique, au siége de l'association à monsieur le Président des jardins familiaux de Lambersart, 68, rue Bir-Hakeim 59130 Lambersart.

Philippe Delrue
64, avenue Sainte-Cécile, 59130 Lambersart
Tél : 03 20 09 21 62.

Romantisme !

Il y a des choses amusantes dans Silence, comme cette jeune fille de 22 ans qui se définit comme adepte des toilettes sèches et cherche un compagnon dans cet état d'esprit. Qui sait maintenant où va se nicher le romantisme des jeunes amoureux !

Jean-Pierre Gilquel
Ille-et-Vilaine

Maire autrement ?

Après lecture du dossier ("Municipales : être maire autrement") dans le n°354, je suis consterné par le caractère conventionnel des démarches de ces maires. On est toujours dans la dictature démocratique, celle qui oblige la population à toujours travailler plus pour toujours augmenter la portion de nos vies gérée par les systèmes publics et diminuer nos libertés. Si on laissait les personnes faire elles-mêmes, se regrouper librement, elles feraient plus efficacement et pour beaucoup moins cher ce dont elles ont besoin. Toutes les fonctions remplies par les municipalités peuvent être assurées par les habitants eux-mêmes. Les communes ne servent à rien et sont donc les premiers maillons de la chaîne forgée par le capitalisme pour faire garantir sa croissance par l'Etat. La décroissance passera obligatoirement par la destruction de ces structures parasites.
Le budget de toutes les communes de France en 2000 était de 75 milliards d'euros : 1200 € par habitant, soit 3600 € pour une famille de trois personnes, ou encore 3,5 mois de travail au Smic. Assurer les tâches essentielles nous-mêmes, à tour de rôle, ne nous prendra pas cent jours. Pour les prestations superfétatoires, ceux qui les demandent se regrouperont pour les mettre en place sans contraindre les autres à cracher dans leur bassinet.



Bien sûr, tous ces budgets ne sont pas perdus pour tout le monde, mais ce sont bien les pauvres qui paient pour les riches, une fois de plus. Verts, crypto-staliniens ou "à leur propre compte", tous ceux qui ont participé à ce vol en réunion devront un jour rendre des comptes pour cette mise en esclavage.
Au fait, un seul de ces maires a-t-il refusé de mettre les moyens municipaux à la disposition d'opérations scélérates comme les vaccinations de masse, les défilés militaires, le sport professionnel ?

Patrice Néel
Ardèche

Silence : Ce dossier sur les maires essayait de voir jusqu'à quel point une politique municipale peut être alternative. Se baser sur des expériences concrètes permet de ne pas en rester à une critique théorique. Si localement, vous parvenez à mettre en place des modes d'organisation politique qui vous semblent plus adaptés, racontez-les nous.

Contre "lettre aux éducateurs"

En tant qu'acteurs de l'éducation — enseignants et éducateurs réunis — nous sommes plusieurs à nous interroger sur le contenu de la "lettre aux éducateurs " que le président de la République nous a adressée en octobre 2007. Ce discours nous interpelle d'autant plus que, bien que nous soyons les premiers concernés, nous sommes d'emblée évincés de cette réflexion qui décide, sans nous, du futur de l'éducation. (...)
Encore une fois, l'éducation des jeunes devient l'enjeu d'un formatage idéologique dont l'objectif d'ordre purement économique de "disposer d'une main d'œuvre bien formée" est froidement annoncé à l'avant-dernière page (p.30). (...)
Dans un tel contexte, la "renaissance" annoncée ressemble plutôt à une régression. De quel humanisme peut-on se prévaloir, de quelle science, lorsque l'on rabaisse l'être humain à l'état de bétail "producteur-consommateur" ? Est-ce vraiment compatible avec les notions d'estime de soi et de respect auxquelles on se réfère à tout bout de champ ? Il est donc tout à fait contradictoire de prétendre "éduquer" l'homme en faisant de lui l'instrument docile d'une manipulation qui le lance dans une course effrénée afin de posséder et de consommer toujours plus au seul profit du système qui l'exploite et l'étouffe. (...)

Nicole Duprat
Réseau informel de réflexion sur l'éducation
Gard





Gandhi, la liberté en marche

Irène Frain
Ed. Timée
2007 - 140 p. - 25 €

Irène Frain, écrivaine renommée, présente ici dans un livre richement illustré, l'humanisme de Gandhi et l'actualité de sa pensée. En courts chapitres de deux pages, autant de points de vue différents sur la vie et l'action d'un des fondateurs de la non-violence d'aujourd'hui. Très agréable à lire, une bonne initiation à la vie de Gandhi, mais aussi à la situation politique de l'Inde de l'époque. MB.

Le cri de la baleine

Lynne Cox
Presses de la Cité
2007 - 155 p - 14,90 €

Lynne Cox est une nageuse prodige. A l'âge de dix-sept ans, elle a déjà à son palmarès le record de traversée de la Manche. Mais alors qu'elle s'entraîne à l'aube au large des côtes californiennes, voici qu'elle est rejointe par un phénomène qu'elle ne parvient d'abord pas à identifier, puis qui va la bouleverser : un jeune baleineau de cinq mètres de long vient nager près d'elle ; il a vraisemblablement perdu sa mère lors de la migration, et ne pourra survivre sans les deux cents litres de lait maternel quotidien que celle-ci lui fournit. Commence alors une aventure à la nage pour retrouver la mère du baleineau... D'emblée on est captivé par ce récit extraordinaire, et une fois ouvert le livre, difficile de s'arrêter ! Lynne Cox fait passer un souffle poétique indéniable sur cet épisode marin et partage son regard amoureux et admiratif sur cette vie océanique dont elle paraît faire partie elle-même. Un grand souffle passe et emmène le lecteur très loin dans la contrée des rêves oubliés. Un seul regret : l'absence de regard critique par rapport au paysage industriel (plateformes off shore) qui envahit l'océan et à l'esprit de la compétition sportive, et les touches de moralisme très états-unien que l'auteure ne peut s'empêcher de venir glisser ici et là. Un livre à faire découvrir néanmoins pour faire du bien aux personnes qu'on aime, adultes et adolescents. GG.

Paroles de femmes. La liberté du regard

Sous dir. Jean-Pierre Guéno
Ed. Librio
2007 - 153 p. - 2 €

La parole est donnée à des femmes du vingtième siècle, anonymes ou célèbres, dans ce recueil brossant à gros traits un tableau des différentes aliénations, combats, libérations liés à la condition féminine depuis l'avant-guerre de 14-18 jusqu'à l'époque actuelle. On retrouve des extraits signés Simone de Beauvoir, Lucie Aubrac, Mata Hari, Annie Ernaux, mais également des témoignages aussi impressionnants que banals de femmes racontant la sujétion au mari et aux traditions, la lutte sociale et politique, la résistance et le combat féministe, la famille et le viol, l'amour et l'adultère, l'avortement, la maladie. Certains témoignages font mouche, même si les textes sont courts, donnant parfois à l'ensemble une impression de patchwork un peu superficiel. A noter l'intéressante introduction de Jean-Pierre Guéno qui réhabilite le rôle historique des femmes, nié par l'historiographie officielle. GG.

ChickenFlu opera

Hannes Lammler
Ed. Esprit frappeur
2007 - 190 p. - 8 €

Sous ce titre incompréhensible ("opération grippe aviaire" en anglais), se cache une excellente analyse de ce qu'est devenue aujourd'hui la filière d'élevage des poules pour les œufs ou pour la viande. Nous y apprenons ainsi que 94% des poules commercialisées aujourd'hui ont pour origine deux multinationales, qu'il reste encore des poules sauvages dans les forêts entre le Pakistan et l'Indochine, sa région d'origine. Qu'il existe un lien important entre des fonds d'investissement dont Natexis Banque populaire et l'évolution de la filière, que ce n'est pas un hasard si les médias nous ont annoncé en long et en large un risque de pandémie avec la grippe aviaire : cela a permis de réaliser des profits monumentaux par la vente de Tamiflu, mais aussi de combattre le développement des poulaillers biologiques... Bref, la poule aux œufs d'or profite à quelques-uns, au détriment du plus grand nombre, un principe de base du fonctionnement du capitalisme. Il y a urgence à soutenir les structures qui maintiennent les variétés anciennes et qui produisent encore des œufs différents. MB.

Mes luttes, nos luttes

Jo Briant
Ed. La Pensée sauvage
2007 - 280 p. - 20 €

Animateur infatigable du Centre d'information inter-peuples de Grenoble, Jo Briant, enseignant en philosophie et sociologie, raconte dans ce livre ses cinquante ans de militantisme, de la guerre d'Algérie aux luttes d'aujourd'hui : la lutte contre le colonialisme (de gauche comme de droite), la lutte contre le racisme, le soutien aux sans papiers hier et aujourd'hui, les campagnes anti-apartheid en soutien à la cause noire en Afrique du Sud, mai 68, l'implication locale dans son quartier de la Villeneuve, sur son lieu de travail, sa rencontre avec les mouvements de résistances à l'est (Solidarnosc), la dénonciation des dictatures en Amérique latine, les résistances indiennes, la lutte des paysans du Larzac, le soutien à la Palestine, la défense des prisonniers politiques dans de nombreux pays, en particulier au Maroc et en Tunisie, l'indépendance du Timor oriental ou du Cabinda en Angola, les luttes antimilitaristes depuis la lutte pour l'objection de conscience jusqu'aux mobilisations contre les guerres du Golfe, le contre-sommet du G7 à Paris en 1989, le débat autour du tourisme solidaire, le soutien aux luttes féministes du MLF des années 1960 au foulard aujourd'hui. Le livre se termine par un questionnement sur les questions écologiques comme le nucléaire, le changement climatique, les transports, l'eau, les OGM... et sur le débat actuel entre développement durable, décroissance, alterdéveloppement. Peu importe les mots dit Jo Briant si on est clair sur ce que l'on veut : sortir du système productiviste destructeur. Bref, un livre qui touche à tous les sujets de *S!lence*, à partir d'une expérience militante riche en sujets et en rencontres. Un excellent témoignage. MB.

Vivre égaux et différents

Stéphane Lavignotte
Les éditions de l'Atelier
2008 - 121 p. - 14, 90 €

Notre société se veut basée sur un "contrat" social égalitaire censé favoriser rationnellement l'accès de tou-te-s aux droits. Mais dans le même temps, nombreux sont ceux qui, immigrés avec ou sans-papiers, SDF, gens du voyage, femmes, gays et lesbiennes, prostitués, se considèrent comme exclus et dénoncent l'inégalité des droits. Stéphane Lavignotte interroge les dits et les non-dits de la fabrique de l'égalité à la française. Dès que certaines revendications égalitaires prennent en défaut le discours consensuel sur les droits, les défenseurs de l'ordre actuel dérapent souvent vers la référence à une figure fantasmée et irrationnelle que l'auteur appelle « corps de la nation ». Celui-ci, qui serait « blanc », hétérosexuel, etc., serait comme la part d'inconscient du discours rationnel sur le contrat social égalitaire. A travers des analyses mêlant expérience de terrain et références plus philosophiques à Judith Butler, Olivier Abel, Jacques Rancière et les évangiles, l'auteur nous entraîne dans une fine enquête sur les paradoxes et les tensions égalitaires de notre société, appelant à un « travail de l'égalité » dynamique qui prend appui sur le droit actuel et ses inachèvements pour

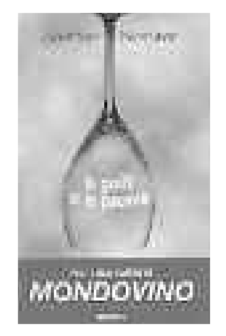


faire bouger la réalité. Ouvrage qui soulève de nombreux débats comme celui sur le communautarisme et l'universalisme, sans les éviter, avec des éléments de réponse ouverts et jamais simplistes. GG

Le goût et le pouvoir

Jonathan Nossiter
Ed. Grasset & Fasquelle
2007 - 417 p. - 19,50 €

En 2004, Jonathan Nossiter avait défrayé la chronique avec son documentaire/coup de poing (tant dans sa forme, assez chaotique, qu'au niveau du contenu) *Mondovino,* plongée sans concession dans le business vinicole mondialisé. En compétition sur la Croisette, il avait connu plus qu'un succès d'estime en salle. Le Washingtonien, installé à Rio de Janeiro, poursuit sa désoxydante analyse avec un essai de belle prestance, invitation à une promenade gourmande, dans la capitale et en province, ainsi qu'à une réflexion multidimensionnelle. Amoureux du nectar de la treille, *"la boisson la plus mystérieuse et la plus jubilatoire du monde"*, il exhorte à l'insurrection contre *"l'homogénéisation rampante"* et *"les mensonges dévastateurs du marketing"* martelés par les tenants d'une *"scientificité de pacotille"*. Avec ses interlocuteur(-trice)s, toutes et tous des bourgeois(-es) éclairé(-e)s, il devise autour de la notion de *terroir*, nullement réactionnaire ou sectaire à ses yeux, car indissociable de la mémoire des hommes. Certaines conversations, comme celles avec l'actrice très smart Charlotte Rampling, frisent la pédanterie. L'ex-sommelier pourfend l'approche productiviste, antinomique du plaisir ou de la découverte, qu'imposent sans vergogne *"les agents d'un capitalisme de saturation"*. Prenons garde de ne pas nous laisser *"infantiliser"*, en matière d'œnologie (la tendance à imposer du gras, des tanins arrondis, boisés, vanillés) comme en politique (l'auteur mentionne Berlusconi, Bush, Sarkozy, archétypes d'une démagogie aussi stupidement simpliste que dangereuse) ! En cultivant et affirmant notre propre goût, *"le pouvoir s'en trouve subverti"*. Ce qui vaut pour le jus de raisin alcoolisé s'applique à l'ensemble des aliments liquides et solides. Le *"démocrate élitiste"* affiche sans fard ses préférences vinophiles. L'on déplorera toutefois que celles-ci aillent essentiellement vers des professionnel(-le)s, certes la plupart en biodynamie, qui jouissent déjà d'une grande renommée grâce notamment aux guides et revues dont il stigmatise par ailleurs l'influence. A chacun(-e) de dénicher cet *"esprit de Bacchus, anarchique et vivant"* ! Nombre de régions, dans l'Hexagone et d'autres contrées européennes, regorgent de chais méritant le détour, de vigneron(-ne)s lesquel(-le)s, outre les flacons qu'il(elle)s débouchent, ont des histoires à conter, des souvenirs et expériences à partager. Sans oublier les cavistes intègres et passionnés, pédagogues à l'écoute des inclinations de leurs clients. René Hamm.



romans

La neuvième vie de Louis Drax

Liz Jensen
Ed. J'ai lu
2007 - 288 p. - 6 €



Louis Drax, 9 ans, est dans le coma après avoir été considéré comme mort après une chute et une noyade dans des conditions mystérieuses. Presque chaque année, cet enfant a eu des accidents. Dans un style narratif original où l'on suit alternativement les réflexions du médecin et de l'enfant, une montée en puissance dans l'angoisse et le suspense… Un grand roman psychologique sur les déviances possibles entre parents et enfants. MB.

Gabrielle ou la révolution relative

David Vial
Ed. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron)
2006 - 124 p. - 10 €



Nous sommes dans une ville future (qui ressemble à Toulouse lieu de vie de l'auteur, artiste par ailleurs) où tout est bien réglementé entre citoyens actifs qui travaillent au moins 9 h par semaine, les minima qui se contentent d'un revenu universel (souvent des artistes), et les non-intégrés qui vivent dans des zones abandonnées. Gabrielle, citoyenne, va rencontrer les deux autres catégories de personnes, de quoi réfléchir sur le bonheur parfait dans une société bien hiérarchisée. Mais la rupture avec un système à la recherche de nouvelles formes de croissance est-elle encore possible ? Rien n'est moins sûr. Sous forme romancée, une réflexion intéressante sur les attitudes consommatrices ou décroissantes. FV.

Mangareva

Jean-Hugues Lime
Ed. Le Cherche-Midi
2008 - 308 p. - 18 €

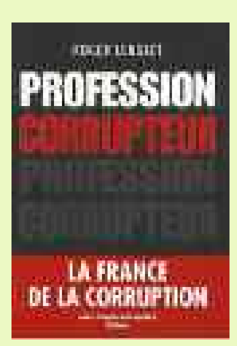


Et si nous refusions la décroissance, que se passerait-il ? Sans doute ce qui s'est déjà passé au siècle dernier sur l'île de Mangareva, aujourd'hui île de Polynésie française. En 1834, environ 5000 personnes vivent sur cet atoll du Pacifique quand y débarquent des missionnaires catholiques. Les gens vivent nus, de cueillette et de pêche, sans travailler. Les prêtres les convertissent au catholicisme et leur demandent de s'habiller. Pour cela, on abat des arbres pour en tirer une fibre pour tisser. Et puis il faut construire des églises. On prélève donc dans le sol des pierres qui empêchaient avant l'érosion et on coupe encore des arbres pour les charpentes, les sièges… Les arbres manquant, la nourriture se fait rare. Les prêtres installent alors l'agriculture en défrichant. Dorénavant, le travail occupe les journées des habitants. Les tempêtes emportent les sols, la terre se déverse dans le lagon, étouffant les poissons. L'île doit alors acheter sa nourriture à l'extérieur et pour cela les prêtres commencent à vendre des perles présentes dans les huîtres. Le massacre des huîtres entraîne un nouveau déséquilibre : plus de poisson, plus d'arbres, plus de fruits, plus de revenus, c'est la famine et les gens meurent. Les prêtres coupent alors les derniers arbres pour en faire des cercueils ! Le livre est raconté du côté des prêtres et de leurs certitudes. L'auteur décrit avec justesse les enchaînements qui conduisent à l'effondrement de l'écosystème. A la fin, je suis allé voir dans un dictionnaire où nous en sommes aujourd'hui : il y a quelques élevages d'huîtres perlières, mais la population n'y est que de 1000 habitants, soit cinq fois moins qu'avant l'arrivée des prêtres. Un roman historique qui constitue un important avertissement vis-à-vis de nos modes de vie actuels. Mangareva, aujourd'hui, c'est peut-être bien la Terre entière. MB.

le livre du mois

Profession corrupteur

Roger Lenglet
Ed. Jean-Claude Gawsewitch
2007 - 320 p. - 19,90 €



Les corrupteurs sont présents partout dans les coulisses du pouvoir et sont là pour empêcher que l'on empêche le profit des entreprises qu'ils représentent. Roger Lenglet, déjà auteur de remarquables enquêtes comme *L'affaire de l'amiante* (1996) ou *Silence, on intoxique* (2005), décortique ici ce qui est à l'origine de la destruction de la démocratie et du politique : le travail de sape de personnes qui travaillent dans l'ombre. Ces corrupteurs ont une face publique : les lobbyistes et une autre plus discrète, ceux qui passent auprès des élus pour distribuer de l'argent liquide. Roger Lenglet a recueilli le témoignage de personnes qui parlent sous couvert d'anonymat. Ce qui permet de mettre au jour les trucs du métier : comment faire baisser le prix d'un terrain, comment obtenir une révision d'une décision politique, comment être sûr d'avoir un marché public (en présentant des devis de plusieurs filiales de la même entreprise)... Et ces corrupteurs où sont-ils ? Souvent aux postes de permanents politiques, parfois dans la peau des élus. Et les corrompus ? Avides d'argent ou de pouvoir, ils sont nombreux à céder. Et quand l'un se fait prendre ? Il peut être condamné à la prison, à de fortes amendes, mais comme le dit l'un, cela satisfait le public qui ne va pas ensuite voir si la peine est faite ou l'amende payée. Alors tous pourris ? Peut-être pas, mais comme l'auteur, au fil des pages, on prend peur devant l'étendue du problème. Quelques cas célèbres sont étudiés (Eric Besson par exemple). Roger Lenglet termine par les associations qui essaient de mettre un frein à cela. Ça fait vraiment peur. FV.

Günther Anders, agir pour repousser la fin du monde

sous la direction de Christophe David et Karin Parienti-Maire
revue Tumultes n°28-29
Editions Kimé, 2, impasse des peintres, 75002 Paris
octobre 2007 - 430 pages - 34 €

Ce numéro double d'une revue universitaire éditée au format livre, assez coûteux, est le premier ouvrage paru en France de tentative d'évaluation de l'œuvre de Günther Anders. J'ai déjà présenté un livre de cet auteur dans S!lence (n°352 page 51). Pour rappel, Anders (1902-1992) était un philosophe juif allemand, il a été l'élève de Heidegger et le premier mari de Hannah Arendt. Il se réfugia en France puis aux Etats-Unis dans les années trente pour fuir le nazisme. Son œuvre philosophique, d'abord phénoménologique, s'est ensuite consacrée à dénoncer le nazisme, puis, après-guerre, il fut "*co-initiateur du mouvement contre la bombe atomique*".

Ses écrits sont inégalement traduits en français, mais de plus en plus ces dernières années.

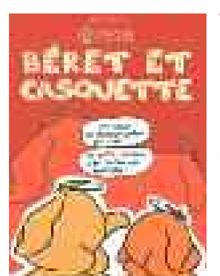
Cet ouvrage ambitionne de présenter l'ensemble des thèmes de réflexion de l'auteur, et y arrive plutôt bien, à tel point qu'il peut être considéré comme le livre de référence en français sur la pensée d'Anders. Cette ambition est bien illustrée par les titres des différentes parties du livre, de taille inégale : "La phénoménologie mène à tout à condition d'en sortir...", "Du moraliste au militant", "Le monde des hommes", "Le monde des appareils", "Regarder le monde avec les lunettes d'Anders".

Pour traiter ces cinq thèmes, qui retracent effectivement l'évolution philosophique d'Anders, les anthologistes ont utilisé des textes de diverses origines : dans chaque partie figure un ou plusieurs textes de Anders, parfois signé de son vrai nom de Stern.

Les travaux "de jeunesse" d'Anders sur la phénoménologie sont traités rapidement mais d'une façon intéressante, qui resituent dans le contexte de l'œuvre une réflexion parfois minimisée. La partie la plus importante en volume est constituée par les textes qui traitent du péril atomique. En effet, Anders s'est beaucoup investi contre le nucléaire ; il pensait que l'usage de la bombe atomique dépassait les capacités morales de l'être humain. Cela l'a amené, à l'âge de 85 ans, à récuser l'appellation de "pacifiste" et à renoncer à la non-violence ! ("Une contestation non-violente est-elle suffisante ?", page 217). Signalons enfin, sur le thème de la technique, le court texte d'Anders "Briseur de machine ?" (page 363). Jean-Marc Luquet.

B.D

Béret et casquette tome 1 et 2

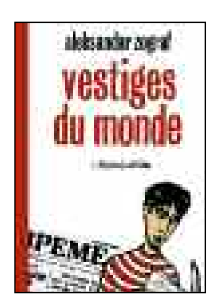


Jean-Luc Coudray
Ed. La Boîte à bulles (92160 Anthony)
2005 - 64 p. - 13,90 €

Jean-Luc Coudray qui a illustré pendant longtemps la revue *Combat Nature* publie ici deux recueils de ses petites histoires sur l'absurdité du monde. C'est parfois fort drôle, parfois très léger, souvent écolo. Le dessin reste minimaliste. FV.

Vestiges du monde

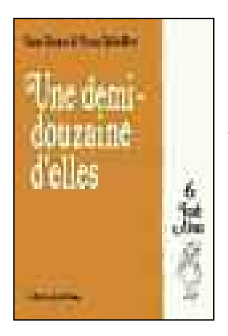
Aleksandar Zograf
Ed. L'Association
2008 - 190 p. 22 €



L'hebdomadaire serbe *Vreme* a su garder son indépendance pendant toutes les années troubles du pays. Aleksandar Zograf y a produit chaque semaine deux planches de bandes dessinées, sur son actualité. Ce recueil montre un dessinateur adorant retrouver d'anciennes publications aux puces, visitant d'autres pays avec un œil bien particulier, présentant des objets absurdes (dont les derniers gadgets écolos à la mode)... Chaque double page est une petite histoire et l'on cherche vite à ne pas en trop lire à la fois pour faire durer le plaisir. A quand la même chose chaque mois dans *S!lence* ? MB.

Isab Abus Une demi-douzaine d'elles - 6

Anne Baraou et Fanny Dalle-Rive
Ed. L'Association
2008 - 36 p. - 6 €



L'héroïne raconte sa psychanalyse à sa meilleure amie, après qu'elle ait appris que son mari, enseignant, la trompe avec de jeunes étudiantes. Avec un dessin ligne claire parfaitement maîtrisé, une densité dans les dialogues, l'auteure nous plonge dans les tourments d'une femme qui ne se sent plus désirée et qui va multiplier les initiatives malheureuses, n'osant pas rompre comme le lui conseille tout le monde. C'est à la fois drôle et poignant et nous laisserons au lecteur l'appréciation de la chute de l'histoire. Vraisemblable ou non ? Il semblerait que ce soit la dernière histoire de la série. Ce serait fort dommage. MB.



Le Combat ordinaire
4 - Planter des clous

Manu Larcenet
Ed. Dargaud
2008 - 64 p. -



Dernier tome de la série. Cela commence bien avec des anecdotes liées à la croissance de la petite fille de l'auteur, mais cela sombre ensuite dans une noire déprime, ce qui rend les textes aussi lourds que le dessin qui multiplie les pages noires. Manu Larcenet aurait-il perdu sa capacité à s'extasier devant la diversité du monde ? FV.

Les amis

François Ayrolles
Ed L'association
2008 - 148 p. - 13 €

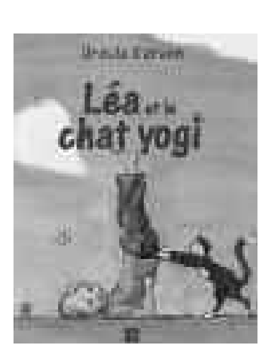
Un dessin filiforme avec des personnes peu différenciées, des dialogues d'une grande banalité pour des gags qui font rarement sourire. Si, bien sûr, il y a des trouvailles, l'ensemble est trop dispersé pour être dynamique. MB.

enfants

Léa et le chat yogi

Ursula Karven
Ed. La Plage (34200 Sète)
2008 - 64 p. - 14,90 €

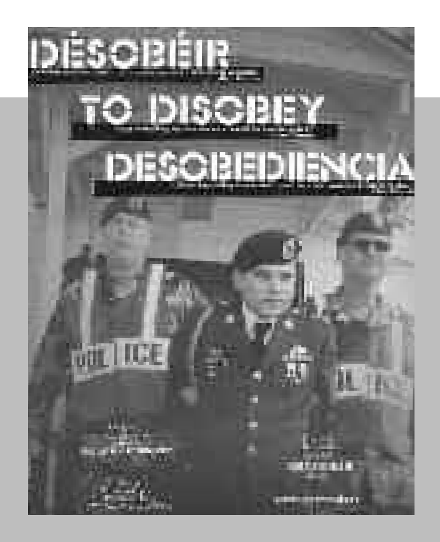
Dès 8 ans. Léa se voit confier la tâche de s'occuper du chat de la voisine, Bretzel. Surprise, le chat parle et explique qu'il descend d'une lignée de chat indien maîtrisant le yoga. Non seulement Léa va s'initier aux différentes positions selon ses humeurs, mais le lecteur peut en faire de même, l'ouvrage comprenant un poster reprenant l'ensemble des postures. Traduit de l'allemand avec des dessins magnifiques, une très belle histoire pour que les enfants (et les plus grands) prennent conscience des possibilités de leur corps en s'amusant. FV.



film

Désobéir

Patricio Henriquez
Macumba International, 2005, 80min.
Contact : 3862 Parc Lafontaine, Montréal (Québec) Canada ;
www.macumbiainternational.com



Ce documentaire donne la parole à trois militaires qui, un jour, ont "désobéi". Face à la dictature chilienne, aux ordres de l'armée israélienne, à la guerre des Etats-Unis d'Amérique du Nord en Irak, ils ont pris la décision de ne pas appliquer des ordres qu'ils jugeaient contraires à leur conscience d'êtres humains. A chaque fois cela a été un événement majeur dans leur carrière et dans leur existence. Ils racontent comment leur vie a changé ce jour-là : la punition, le mépris l'exclusion se sont abattus sur eux. Mais aucun d'entre eux ne regrette son geste. Ce ne sont pourtant pas des "héros" d'histoires pieuses : ils furent durant des années de bons petits soldats, obéissants et sanglants au besoin. Pourtant, un jour, ce fut le déclic. On restera impressionné en particulier par le témoignage de Carlos Mejia, ce jeune "marin's" états-unien, dont on suit le procès en cour martiale pour désertion de son unité en Irak, à la suite d'une permission. On est frappé par sa force et sa sérénité. Plus tard, depuis sa prison, il écrira : "Derrière ces barreaux, je suis un homme libre parce que j'ai écouté une puissance supérieure, la voix de ma conscience". On songe à Antigone mais aussi au général Jacques de Bollardière. On saura gré à Patricio Henriquez, réalisateur chilien engagé, et aux productions *Macumba International*, spécialisées dans les documentaires de dénonciation des violations des droits humains, de nous livrer ces témoignages, parfois bouleversants, qui redonnent espoir en la capacité de l'être humain à honorer la vertu d'insoumission face à l'intolérable. GG.

■ **Huile végétale, un vrai biocarburant,** *Pierre Bertrand, éd. Terre vivante, 2007, 120 p, 15 €.* Tentative de justifier un agrocarburant sans considérer que quel que soit celui-ci, la voiture reste un énorme problème et que la combustion du meilleur carburant possible reste un fort émetteur de CO2.

■ **Tous artistes !** *Philippe Dyon, 71250 Sigy-le-Chatel, 2008, 128 p.* Dans ce livre autoédité, l'auteur, tourneur sur bois de toupie, fait un rapide tour d'horizon des "pouvoirs" qui détruisent le monde et suggère de passer du "pouvoir sur les autres" au "pouvoir sur soi". Il suggère que nous sommes tous capables de développer nos capacités en-dehors du système dominant, donc tous capables d'être artistes. Il propose une "démocratie artistique passionnée" avec comme élus des "épanouisseurs". Agréablement décalé.

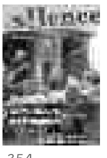
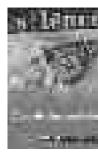
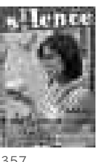
■ **Jardins de succulentes,** *Debra Lee Baldwin, éd. du Rouergue, 2008, 256 p. 36 €.* Comment utiliser les plantes succulentes (peu consommatrices d'eau) comme décoration dans un jardin. Riches illustrations.

■ **Signons la paix avec la Terre,** *Unesco, éd. Albin-Michel, 2007, 190 p. 16,90 €.* Compte-rendu d'un colloque de l'Unesco avec une quinzaine d'interventions. Curieux mélange de prospectives (Dennis Meadows, ancien coordinateur du Club de Rome, Mathis Wackernagel qui a mis en place le concept d'empreinte écologique), de présentations scientifiques et de discours convenus (Nicolas Hulot, Michel Serres).

■ **Ousmane Sembène, une conscience africaine,** *Samba Gadjigo, éd. Homnisphères, 2007, 256 p. 17 €* Ousmane Sembène, né au Sénégal en 1923 connaît la pauvreté, l'engagement dans l'armée française pendant la seconde guerre mondiale avant de se retrouver docker à Marseille. Là, il commence à s'engager au sein de la CGT et en 1956, il publie un premier roman *Le docker noir*. Persuadé que la culture doit précéder l'action politique, il écrit ensuite plusieurs romans, rentre au Sénégal en 1961, où il commence une carrière cinématographique. Son premier long métrage *La Noire de...* reçoit plusieurs prix en 1966 et lui vaut de devenir jury au festival de Cannes l'année suivante. Il meurt en 2007 à Dakar. Le livre présente surtout sa prise de conscience politique jusqu'à ses débuts littéraires, une plongée dans un monde de pauvreté et d'exploitation.

■ **Biodiversité et développement durable,** *Yann Guillaud, éd. Karthala-Unesco, 2007, 244 p.* Les désordres écologiques actuels accélèrent les problèmes de biodiversité. Si nos connaissances sont limitées dans le domaine (on estime que l'on ne connaît que 12,5% des espèces vivantes), les scientifiques estiment que les conditions sont réunies pour des effondrements en série de chaînes alimentaires, d'écosystèmes... Pour y remédier, différentes idées comme les réserves de biosphère, les parcs naturels sont mis en avant, mais cela semble bien insuffisant face à l'ampleur des questions sans réponse. L'auteur, spécialiste du sujet, fait le point avec précision sur les défis à relever, proposant que la notion de développement s'appuie sur la défense de la biodiversité.

■ **Emile Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste,** *Walter Badier, éd. Libertaires, 2007, 220 p. 15 €.* A la fin du dix-neuvième siècle, la condition des plus pauvres est terrible. Des anarchistes lancent la "propagande par le fait" qui consiste à tuer les dirigeants qui dominent le peuple. Quelques attentats et meurtres plus tard (dont un président de la République en France), c'est l'échec total de la stratégie : le peuple se détourne des anarchistes. Certains comme Emile Henry se lancent alors dans le terrorisme aveugle en lançant des bombes dans la population. Une fuite en avant qui pèse encore aujourd'hui lourd sur l'image

353 354 355 356 357 358

Commander un ancien numéro

s'abonner à S!lence

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ **272-273 Rhône**

□ **285-286 Isère**

□ **318-319 Drôme et Ardèche**

□ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**

□ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**

□ **337 Paris**

□ **342 Var et Alpes-Maritimes**

□ **348 Centre**

□ **353 Haute-Garonne et Gers**

Autres numéros

□ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

□ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

□ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

□ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

□ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

□ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

□ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

□ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

□ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

□ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

□ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

□ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

□ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

□ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

□ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

□ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

□ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

□ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

□ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

□ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

□ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

□ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

□ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

□ **357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles. Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

□ **358 Vivre en habitat écologique collectif**
Pierre Rabhi : pénuries alimentaires, les solutions existent ! Energie : choix énergétiques, choix de société. Urupia, "Commune" libertaire. Education : apprendre la vie.

France métropolitaine

□ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
□ Particulier	1 an	46 €
□ Institution	1 an	92 €
□ Soutien	1 an	60 € et +
□ Petit futé	2 ans	74 €
□ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
□ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
□ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

□ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
□ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

□ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
□ Particulier	1 an	55 €
□ Institution	1 an	100 €
□ Soutien	1 an	60 € et +
□ Petit futé	2 ans	85 €
□ Petit budget	1 an	35 €

je règle un total de :

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Commune

France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 mardi 10h-12h et 14h-17h Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 3e trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33
Administrateurs : Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet, Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Patrice Néel, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Aurélie Prampart, Xavier Seredine, Francis Vergier **Dessinateur :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes** : Béa, Christine Carcenac, Marie Clem's, Christophe Noisette, Valérie Vincent, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Myriam Cognard, Gabriel Corbalan, Marguerite Descamps, René Hamm, Jacques Janssens, Sophie Keller, Jean-Marc Luquet, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Reine Rosset, Bernard

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00

En France, c'est l'instruction qui est obligatoire, pas l'école.


Valérie Vincent

Christine Carcenac

Le jeu toujours moteur des apprentissages… quel que soit l'âge.



La grande rencontre d'été de l'association *Les Enfants d'Abord* fondée en 1988 pour rassembler des familles non-scolarisantes, se tiendra du 23 au 30 août 2008 dans les Landes et débutera par un week-end de fête ouvert à tous. Plus d'infos sur : www.lesenfantsdabord.org/20ans
Lieu : Camping le pin
40240 Saint Justin
(www.campinglepin.com).

Depuis 20 ans, l'association *Les Enfants d'Abord* accompagne les individus et les familles pratiquant l'instruction parentale. Elle défend le droit au libre choix du mode d'instruction.

Quatre grands types d'actions guident la vie de l'association : créer des liens informer pour mieux agir, informer pour promouvoir, communiquer avec l'étranger

Pour en savoir plus :
www.lesenfantsdabord.org

"Les Enfants d'Abord" a 20 ans !

Valérie Vincent

L'instruction en famille : une mosaïque d'apprentissages sur mesure.